



Lrapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 août 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 2nd, 1952

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1952.

Québec, le 16 juin 1952.

L'Imprimeur de la Reine.
RÉDEMPTE PARADIS.

32799-25-10-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1952.

Quebec, this 16th of June 1952.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

32799-25-10-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

A. Crosbie and Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1952, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall, Walter Austin Johnson, avocats, James Turner Lumsden, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les sujets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et vendre l'outillage industriel et l'instal-

Letters Patent

A. Crosbie and Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June 1952, incorporating: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall, Walter Austin Johnson, advocates, James Turner Lumsden, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in marine and industrial equipment,

lation marine, sous le nom de "A. Crosbie and Sons Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

under the name of "A. Crosbie and Sons Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Apartment Victoria Gardens Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1952, constituant en corporation: John J. Wasserman, Sydney Phillips, avocats, Tessy Frankel, fille majeure, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de "Apartment Victoria Gardens Corp.", avec un capital de \$99,000 divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 840 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

Apartment Victoria Gardens Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of June, 1952, incorporating: John J. Wasserman, Sydney Phillips, advocates, Tessy Frankel, spinster of the full age of majority, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes.

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Apartment Victoria Gardens Corp.", with a capital stock of \$99,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 840 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Armoba Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de juin 1952, constituant en corporation: Louis Mortimer Bloomfield, C.R. avocat, Jack, Lightstone, avocat, Yvonne Bélanger, Jacqueline Dussault, filles majeures, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de "Armoba Investments Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 2,000 actions série "A" de \$5 chacune et 900 actions série "B" de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

Armoba Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of June, 1952, incorporating: Louis Mortimer Bloomfield, Q.C. advocate, Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger, Jacqueline Dussault, fille majeure, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Armoba Investments Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 2,000 classe "A" shares of \$5. each and 900 classe "B" shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Arthur Nadeau Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trois juin 1952, constituant en corporation: Charles-Christophe Taschereau, C.R., avocat, Marie-Paule Ouellette, secrétaire, tous deux de Val d'Or, Janine Després, secrétaire, de Sullivan, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Arthur Nadeau Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the third day of June, 1952, incorporating: Charles-Christophe Taschereau, Q.C., advocate, Marie-Paule Ouellette, secretary, both of Val d'Or, Janine Després, secretary, of Sullivan, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

Exercer un commerce de bois de charpente, de construction et de bois de pulpe, sous le nom de "Arthur Nadeau Company Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le trois juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977-o L. DÉSILETS.

Chick'n Cutups Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1952, constituant en corporation: Louis Feigenbaum, Hyman Solomon, avocats, Morris Shuter, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Vendre et faire le commerce de viandes, produits de viande, conserves, aliments et produits alimentaires, sous le nom de "Chick'n Cutups Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

Cinéma Nordie de St-Sauveur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juin 1952, constituant en corporation: Laurent Desroches, avocat, Jacqueline Laliberté, sténographe, fille majeure, de Montréal, J.-Eloi Gervais, Damase Brissette, avocats, de Longueuil, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des cinémas, et entretenir des fontaines d'eau gazeuse, des restaurants, sous le nom de "Cinéma Nordie de St-Sauveur Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Sauveur, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le treize juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977-o L. DÉSILETS.

Comfort Clothing Mfg. Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de juin 1952, constituant en corporation: Charles Kossman, marchand, de la ville de Côte St-Luc, Ben Steinberg, marchand, de Montréal, Saul Lehrer, d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To deal in timber, lumber and pulpwood, under the name of "Arthur Nadeau Company Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
32977 Deputy Attorney General.

Chick'n Cutups Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of June 1952, incorporating: Louis Feigenbaum, Hyman Solomon, attorneys, Morris Shuter, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To sell and deal in meats, meat products, canned goods, food and food products, under the name of "Chick'n Cutups Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
32977-o Deputy Attorney General.

Cinéma Nordie de St-Sauveur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1952, incorporating: Laurent Desroches, advocate, Jacqueline Laliberté, stenographer, spinster, of Montreal, J. Eloi Gervais, Damase Brissette, advocates, of Longueuil, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate moving picture theatres, and maintain soda fountains and restaurants, under the name of "Cinéma Nordie de St-Sauveur Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Sauveur, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
32977 Deputy Attorney General.

Comfort Clothing Mfg. Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of June 1952, incorporating: Charles Kossman, merchant, of the town of Côte St. Luc, Ben Steinberg, merchant, of Montreal, Saul Lehrer, merchant, of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de manufacturiers de vêtements pour hommes et articles vestimentaires sous le nom de "Comfort Clothing Mfg. Co.", avec un capital de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

East MacDonald Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1952, constituant en corporation: Errol Languedoc, avocat, et Conseil en Loi de la Reine, David O'Leary, gérant de bureau, Alexander Smith, secrétaire, William Bayliss, commis, Elizabeth M. Silver, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les pouvoirs d'une compagnie minière, sous le nom de "East MacDonald Mines Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

Hôpital Notre-Dame de Chartres Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seize juin 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Estelle Cormier, dite Sœur Thérèse-Marie, Albertine Deroy, dite Sœur Marthe de Jésus, Marie Ennis, dite Sœur Thérèse, garde-malades, toutes de Maria, district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Fonder et maintenir des hospices, hôpitaux, dispensaires et cliniques, sous le nom de "Hôpital Notre-Dame de Chartres Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des immeubles appartenant à la Corporation et possédés pour des fins de revenus n'excédera pas \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Maria, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général le seize juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977-o L. DÉSILETS.

Launier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

To carry on the business of the manufacture of men's clothing and wearing apparel, under the name of "Comfort Clothing Mfg. Co.", with a capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
32977-o Deputy Attorney General.

East MacDonald Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of June 1952, incorporating: Errol Languedoc, advocate and Queen's Counsel, David O'Leary, office manager, Alexander Smith, secretary, William Bayliss, clerk, Elizabeth M. Silver, spinster of the full age of majority, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercise the powers of a mining company, under the name of "East MacDonald Mines Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
32977-o Deputy Attorney General.

Hôpital Notre-Dame de Chartres Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of June, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Estelle Cormier, in religion Sister Thérèse-Marie, Albertine Deroy, in religion Sister Marthe de Jésus, Marie Ennis, in religion Sister Thérèse, nurses, all of Maria, judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To found and maintain asylums, hospitals, dispensaries and clinics, under the name of "Hôpital Notre-Dame de Chartres Inc."

The amount to which the annual revenue from the immovables belonging to the corporation is limited and which it may hold for revenue purposes, shall not exceed \$100,000.

The head office of the corporation will be at Maria, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
32977 Deputy Attorney General.

Launier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze juin, 1952, constituant en corporation: Elzéar Launier, contremaître, des Trois-Rivières, Emilien Launier, commerçant, de la Banlieue des Trois-Rivières, Roland Launier, dessinateur, du Cap de la Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de matériaux de plomberie, de chauffage, de construction, quincaillerie, sous le nom de "Launier Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977-o L. DÉSILETS.

Leaf Wood Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du troisième jour de juin 1952, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat, Madeleine Pepin, Denise Jalbert, toutes deux secrétaires, filles majeures, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bucherons, marchands de bois de charpente, marchands de bois et propriétaires de moulin à scie, d'atelier de rabotage et de moulin à pulpe, sous le nom de "Leaf Wood Ltd.", avec un capital de \$25,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1532 rue Crescent, chambre 201, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

Le Café National Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trois juillet 1952, constituant en corporation: Réal Gagnon, François Francœur, avocats, Joseph-René Archambault, conseil en organisation, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et diriger un restaurant, sous le nom de "Le Café National Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977-o L. DÉSILETS.

Levinson Taxis Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1952, incorporating: Elzéar Launier, foreman, of Trois-Rivières, Emilien Launier, merchant, of the Banlieue of Trois-Rivières, Roland Launier, draughtsman, of Cap de la Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in plumbing, heating and building supplies and hardware, under the name of "Launier Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
32977 Deputy Attorney General.

Leaf Wood Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of June 1952, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, Madeleine Pepin, Denise Jalbert, both secretaries, spinsters of age, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of loggers, lumbermen, merchants and sawmill, planingmill and pulpmill owners, under the name of "Leaf Wood Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1532 Crescent Street, Room 201, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June 1952.

L. DÉSILETS,
32977-o Deputy Attorney General.

Le Café National Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of July, 1952, incorporating: Réal Gagnon, François Francœur, advocates, Joseph-René Archambault, consultant in organization, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and manage a restaurant, under the name of "Le Café National Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1952.

L. DÉSILETS,
32977 Deputy Attorney General.

Levinson Taxis Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1952, constituant en corporation: Andrew Levinson, chauffeur de taxi, de Ville Mont-Royal, Seymour Norman Fenster, Stanley Kandestin, avocats, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de voituriers privés, sous le nom de "Levinson Taxis Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

Nap. Jean Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1952, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, avocats, Lucienne Michaud, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de garagiste, sous le nom de "Nap. Jean Automobiles Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski-est, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977-o L. DÉSILETS.

Padulo Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1952, constituant en corporation: Peter Shorteno, avocat, de Ville Mont-Royal, Claire Lapointe, fille majeure, sténographe, Albert Malouf, avocat, tous deux de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de "Padulo Clothes Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune;

Le siège social de la compagnie sera à 1485 rue Bleury, cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de Juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

P. J. King Food Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of June 1952, incorporating: Andrew Levinson, taxi operator, of the town of Mount Royal, Seymour Norman Fenster, Stanley Kendestin, advocates, both of Montreal, all in judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of private carriers, under the name of "Levinson Taxis Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
32977-o Deputy Attorney General.

Nap. Jean Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1952, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, advocates, Lucienne Michaud, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of garage-keeper, under the name of "Nap. Jean Automobiles Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski-east, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
32977 Deputy Attorney General.

Padulo Clothes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June 1952, incorporating: Peter Shorteno, advocate, of town of Mount Royal, Claire Lapointe, spinster, stenographer, Albert Malouf, advocate, both of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in clothing and wearing apparel, under the name of "Padulo Clothes Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each;

The head office of the company will be at 1485 Bleury Street, city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
32977-o Deputy Attorney General.

P. J. King Food Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter

276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1952, constituant en corporation: Patrick John King, administrateur, de Lachine, George Antony Allison, avocat, de ville Mont-Royal, Gérard Eric Le Dain, Roger Louis Beaulieu, avocats, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurants, services alimentaires de toutes sortes, sous le nom de "P. J. King Food Services Ltd.", avec un capital de \$150,000, divisé en 30,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

St. Lawrence Painting Contractors Ltd
Les Entrepreneurs Peintres du
St. Laurent Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1952, constituant en corporation: Roland Laderoute, peintre, Fernand Lacroix, journaliste, Dollard Dansereau, avocat, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir en général comme entrepreneur peintre et décorateur, sous le nom de "St. Lawrence Painting Contractors Ltd" — "Les Entrepreneurs Peintres du St. Laurent Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977-o L. DÉSILETS.

Shalom Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de juin 1952, constituant en corporation: Louis Mortimer Bloomfield, C.R., Jack Lighthstone, avocats, Jacqueline Dussault, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, détenir ou vendre des actions, valeurs, obligations, dans le but de faire des placements, sous le nom de "Shalom Investments Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

Siderur (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du

276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of June 1952, incorporating: Patrick John King, executive, of Lachine, George Anthony Allison, advocate, of the town of Mount Royal, Gerald Eric Le Dain, Roger Louis Beaulieu, advocates, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurants, food services of all kinds, under the name of "P. J. King Food Services Ltd.", with a capital stock of \$150,000, divided into 30,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June 1952.

L. DÉSILETS,
32977-o Deputy Attorney General.

St. Lawrence Painting Contractors Ltd
Les Entrepreneurs Peintres du
St. Laurent Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1952, incorporating: Roland Laderoute, painter, Fernand Lacroix, journalist, Dollard Dansereau, advocate, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as general painting and decorating contractor, under the name of "St. Lawrence Painting Contractors Ltd." — "Les Entrepreneurs Peintres du St. Laurent Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
32977 Deputy Attorney General.

Shalom Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of June 1952, incorporating: Louis Mortimer Bloomfield, Q.C., Jack Lighthstone, advocates, Jacqueline Dussault, fille majeure, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

For investment purposes, to purchase, hold or deal in shares, stocks, debentures, under the name of "Shalom Investments Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
32977-o Deputy Attorney General.

Siderur (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day

onzième jour de juin 1952, constituant en corporation: Marcel Piché, solliciteur, Blanche Harwood, Jeanne M. Valentine, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits et sous-produits, articles et marchandises, entièrement ou partiellement faits de métaux, soit ferreux ou non ferreux, produits plastiques, chimiques, produits de bois, de minéraux et les produits du sol, de la mer et des forêts, sous le nom de "Siderur (Canada) Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 900 actions privilégiées de \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

Tudor Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sixième jour de juin 1952, constituant en corporation: Jack Lighthstone, avocat, Yvonne Bélanger, Jacqueline Dussault, filles majeures, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'importation et d'exportation, sous le nom de "Tudor Corporation".

Le montant du capital de la compagnie sera divisé en 500 actions sans valeur au pair et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$3,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977 L. DÉSILETS.

United Hotels Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit mai 1952, constituant en corporation: Léo Tremblay, mécanicien, J.-A. Roland Gagnon, comptable, tous deux de Ste-Thérèse de Blainville, Paul Côté, inspecteur, de Ste-Rose, Rosaire Durand, collecteur, René Bouchard, mécanicien, tous deux de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir des immeubles hôtels, hôtelleries, restaurants, cafés, sous le nom de "United Hotels Limited", avec un capital de \$99,000, divisé en 9,900 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse de Blainville ouest, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32977-o L. DÉSILETS.

of June 1952, incorporating: Marcel Piché, solicitor, Blanche Harwood, Jeanne M. Valentine, both secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products and by-products, articles and merchandises, made, in whole or in part of metals, ferreous and non ferreous, plastic, chemical, wood, minerals, land, sea and forest products, under the name of "Siderur (Canada) Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 900 preferred shares of \$100 each and 2,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June 1952.

L. DÉSILETS,
32977-o Deputy Attorney General.

Tudor Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of June 1952, incorporating: Jack Lighthstone, advocate, Yvonne Bélanger, Jacqueline Dussault, spinsters, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To do general import and export business, under the name of "Tudor Corporation".

The amount of the capital stock of the company is to be divided into 500 no par value shares and 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$3,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
32977-o Deputy Attorney General.

United Hotels Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1952, incorporating: Léo Tremblay, mechanic, J. A. Roland Gagnon, accountant, both of Ste-Thérèse de Blainville, Paul Côté, inspector, of Ste-Rose, Rosaire Durand, collector, René Bouchard, mechanic, both of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire immovables, hotels, inns, restaurants and cafés, under the name of "United Hotels Limited", with a capital stock of \$99,000, divided into 9,900 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse de Blainville West, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32977 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 788

Number 788

Québec, le 23 juillet 1952.

Quebec, July 23, 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux vérificateurs et tonneliers du port de Montréal (navigation océanique).

CONCERNING amendments of the decree relating to the checkers and coopers of the Harbour of Montreal (ocean navigation).

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux vérificateurs et tonneliers du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 695 du 29 juin 1949, amendé par l'arrêté en conseil numéro 797-C du 25 juillet 1951, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to checkers and coopers of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by the decree number 695 of June 29, 1949 amended by Order in Council No. 797-C of July 25, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 juin 1952;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of June 14, 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 695, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 695, be amended as follows:

1° La liste des parties contractantes de première part est remplacée par la suivante:

1. The list of contracting parties of the first part is replaced by the following:

"Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steamship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Shaw Savill &

"Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steamship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Shaw Savill &

Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;"

Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;"

2° Les taux horaires de salaires de \$1.45 et de \$2.18 mentionnés au paragraphe "a" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de \$1.60 et \$2.40.

2. The hourly rates of wages of \$1.45 and \$2.18 mentioned in subsection "a" of section II, are replaced respectively by \$1.60 and \$2.40.

3° L'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "e" de l'article IV est remplacée par la suivante:

3. The wage scale contained in subsection "e" of section IV is replaced by the following:

Travail de jour:
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m. \$1.95
Travail de nuit:
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. (lorsque requis); de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. et, le samedi, de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. 2.92½"
(Document "A" annexé à l'arrêté)

Day work:
From 8.00 a.m. to 12.00 noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. \$1.95
Night work:
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. (if required); from 7.00 p.m. to 11.00 p.m.; from midnight to 5.00 a.m. and, on Saturday, from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. 2.92½"
(Document "A" annexed to the order)

A. MORISSET,
32996-o Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
32996-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 788

Number 788

Québec, le 23 juillet 1952.

Quebec, July 23, 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "B"

Part "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux débardeurs du Port de Montréal (navigation océanique.)

CONCERNING amendments of the decree relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal, ocean navigation.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 693 du 29 juin 1949, amendé par l'arrêté en conseil numéro 797-A du 25 juillet 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by the decree number 693 of June 29, 1949, amended by Order in Council No. 797-A of July 25, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 14 juin 1952;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of June 14, 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 693, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 693, be amended as follows:

1° La liste des parties contractantes de première part est remplacée par la suivante:

1. The list of contracting parties of the first part is replaced by the following:

"Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson

"Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson

Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steamship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Shaw Savill & Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;"

Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steamship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Shaw Savill & Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;"

2° Les taux horaires de salaires de \$1.55 et de \$2.33 mentionnés au paragraphe "a" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de \$1.71 et de \$2.56½.

3° Les taux de \$1.70 et \$2.55 apparaissant au paragraphe "d" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de \$1.86 et \$2.79."

4° Les taux de \$1.90 et \$2.85 apparaissant au paragraphe "h" de l'article II, sont remplacés par les taux de \$2.06 et \$3.09.

5° Les mots "sacs de farine (140 lbs)" mentionnés à la fin du paragraphe "e" de l'article VII, sont remplacés par "sacs de farine (98 lbs ou plus)".

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

32996-o

Greffier du Conseil Exécutif.

2. The hourly wage rates of \$1.55 and \$2.33 mentioned in subsection "a" of section II are replaced respectively by \$1.71 and \$2.56½.

3. The rates of \$1.70 and \$2.55 mentioned in subsection "d" of section II are replaced respectively by \$1.86 and \$2.79.

4. The rates of \$1.90 and \$2.85 mentioned in subsection "h" of section II are replaced by \$2.06 and \$3.09.

5. The words "140-lb bags" mentioned at the end of subsection "e" of section VII are replaced by "98-lb. bags or over".

(Document "B" annexed to the order).

A. MORISSET,

32996-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 788

Québec, le 23 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux doubleurs du Port de Montréal, (navigation océanique).

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux doubleurs du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 694 du 29 juin 1949 amendé par l'arrêté en conseil numéro 797-B du 25 juillet 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 juin 1952;

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 788

Quebec, July 23, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments to the decree relating to the shipliners of the Harbour of Montreal, ocean navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shipliners of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by decree No. 694 of June 29, 1949, amended by Order in Council No. 797-B of July 25, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 14, 1952;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 694, soit modifié comme suit:

1° La liste des parties contractantes de première part est remplacée par la suivante:

"Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steamship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Shaw Savill & Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;"

2° Les taux horaires de salaires de \$1.55 et de \$2.33 apparaissant au paragraphe "a" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux suivants: \$1.71 et \$2.56½."

3° Les taux horaires de salaires de \$1.65 et de \$2.48 mentionnés au paragraphe "c" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de "\$1.81" et de "\$2.71½".

4° Les taux horaires de salaires de \$1.70 et de \$2.55 mentionnés au paragraphe "g" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de \$1.86 et \$2.79.

5° Les taux horaires de salaires de \$1.90 et de \$2.85 mentionnés au paragraphe "h" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de \$2.06 et de \$3.09.

6° Le paragraphe "i" suivant est ajouté à l'article II:

"i) Les hommes appelés les dimanches ou jours de fête mentionnés au paragraphe "b" de

WHEREAS no objection has been set forth against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

That the said decree, No. 694, be amended as follows:

1. The list of the contracting parties of the first part is replaced by the following:

"Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steamship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Shaw Savill & Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;"

2. The hourly wage rates of \$1.55 and \$2.33, as mentioned in subsection "a" of section II, are replaced respectively by the following: "\$1.71" and "\$2.56½".

3. The hourly wage rates of \$1.65 and \$2.48, as mentioned in subsection "c" of section II, are replaced respectively by \$1.81 and \$2.71½.

4. The hourly wage rates of \$1.70 and \$2.55 as mentioned in subsection "g" of section II, are replaced respectively by \$1.86 and \$2.79.

5. The hourly wage rates of \$1.90 and \$2.85, as mentioned in subsection "h" of section II, are replaced respectively by \$2.06 and \$3.09.

6. The following subsection "i" is added to section II:

"i) Men ordered out on Sunday or holidays mentioned in subsection "b" of this section shall

cet article doivent recevoir une rémunération équivalente à deux heures de travail, au taux en vigueur pour chaque appel, qu'ils soient mis au travail ou non."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

32996-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 788

Québec, le 23 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle, rendue obligatoire par le décret numéro 657 du 13 mai 1948, amendé par les arrêtés numéros 971-E du 30 juin 1948, 623-A et 1085-B des 15 juin et 28 septembre 1949, 225-B, 915-D, 973-A et 1177-B des 22 février, 9 et 30 août et 26 octobre 1950, 926-H et 1228-E des 22 août et 31 octobre 1951, 71-C du 31 janvier 1952 et 387-C du 9 avril 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 657, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "e" de l'article XI est remplacé par le suivant:

"e) Un employeur a le droit d'embaucher un (1) apprenti pour chaque compagnon à son emploi, dans tous les métiers sauf ceux de charpentier-menuisier et de peintre.

Pour le métier de charpentier-menuisier, il ne doit y avoir qu'un apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre. Pour le métier de peintre, il ne doit y avoir également qu'un apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre; cependant dans ce métier il peut y avoir un compagnon junior et un apprenti par deux (2) compagnons, mais jamais deux apprentis.

Le peintre compagnon junior est un peintre qui a quatre (4) années d'apprentissage mais qui ne détient pas encore un certificat de qualification senior.

Aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti ou un compagnon peintre junior seul et aucun apprenti ou compagnon peintre junior ne peut travailler à l'exécution de travaux de métier seul; il doit toujours être accompagné d'un ouvrier qualifié compagnon de son métier."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

32996-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

receive two hours' pay at the prevailing rate, for each period ordered out, whether put to work or not."

(Document "C" annexed to the order).

32996-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 788

Quebec, July 23, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle, rendered obligatory by the decree number 657 of May 13, 1948, and amended by Orders 971-E of June 30, 1948, 623-A and 1085-B of June 15 and September 28, 1949, 225-B, 915-D, 973-A and 1177-B of February 22, August 9 and 30 and October 26, 1950, 926-H and 1228-E of August 22 and October 31, 1951, 71-C of January 31, 1952 and 387-C of April 9, 1952, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1952;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 657, be amended as follows:

Subsection "e" of section XI is replaced by the following:

"e) Any employer has the right to hire one (1) apprentice for each journeyman in his employ in all trades except those of the carpenter-joiner and the painter.

In the carpenter-joiner's trade, there shall be but one apprentice to two (2) journeymen or fraction thereof. In the painter's trade, there shall be but one apprentice to two (2) journeymen or fraction thereof; in this trade, however, the employer may have one junior journeyman and one apprentice per two (2) journeymen, but not two apprentices.

The junior journeyman painter is a painter with four (4) years of apprenticeship who does not yet hold a senior's certificate of competency.

No employer shall cause an apprentice or junior journeyman painter to work alone and no apprentice or junior journeyman painter shall execute tradework alone; he shall always be accompanied by a skilled journeyman painter."

(Document "D" annexed to the order)

32996-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 787

Québec, le 23 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de boulangeries et pâtisseries de la cité de Granby.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés des boulangeries et pâtisseries de la cité de Granby et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1413 du 14 décembre 1949, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 mai 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1413, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a", "b", "c" et "e" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"III. *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires suivants doivent être payés dans chacune des catégories ci-après mentionnées:

a) Hommes:	<i> Salaire horaire</i>
Boulangier:	
Homme de pâte.	\$0.65
1er homme de four.	0.65
Aide boulangier.	0.60
Apprenti:	
1ère année.	0.45
2ème année.	0.50
3ème année.	0.55
Pâtissier:	<i> par semaine</i>
(garantie 52 semaines):	
Pâtissier(3).	\$40.00
	<i> Salaire horaire</i>
Aide-pâtissier(2).	\$0.60
Apprenti:	
1ère année.	0.40
2ème année.	0.45
3ème année.	0.50
	<i> par semaine</i>
Enveloppeur et contrôleur.	\$40.00
	<i> Salaires horaire</i>
b) Employés féminins:	
1ère année.	0.40
2ème année.	0.45
3ème année.	0.50
c) Vendeurs:	<i> par semaine</i>
(salaire garanti).	\$35.00
	<i> commission</i>
Vente au détail.	16%
Vente au gros.	7%

e) Lorsqu'il y a deux (2) vendeurs sur le même véhicule, le salarié en charge de la livraison a la responsabilité et est considéré comme premier

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 737

Quebec, July 23, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the bakery and pastry shop employees in the city of Granby.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the bakery and pastry shop employees of the city of Granby and a radius of five (5) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 1413 of December 14, 1949, have submitted to the Minister of Labour, a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of May, 17, 1952;

WHEREAS no objection has been raised against the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1413, be amended as follows:

1° Subsections "a", "b", "c" and "e" of section III are replaced by the following:

"III. *Wages rates*: The following minimum rates of wages shall be paid in the categories hereafter mentioned:

a) Male employees:	<i> Hourly rates</i>
Baker:	
Dough man.	\$0.65
Head oven man.	0.65
Baker's helper.	0.60
Apprentice:	
1st year.	0.45
2nd year.	0.50
3rd year.	0.55
Pastry cook:	<i> per week</i>
(52 weeks guaranteed)	
Pastry cook (3).	\$40.00
	<i> Hourly rates</i>
Pastry cook's helper (2).	0.60
Apprentice:	
1st year.	0.40
2nd year.	0.45
3rd year.	0.50
	<i> per week</i>
Wrapper and checker.	\$40.00
	<i> Hourly rates</i>
b) Female employees:	
1st year.	0.40
2nd year.	0.45
3rd year.	0.50
c) Salesmen:	<i> per week</i>
(guaranteed salary).	\$35.00
	<i> commission</i>
Retail sales.	16%
Wholesale sales.	7%

e) When two (2) salesmen are on the same vehicle, the one in charge of the delivery has the responsibility and is considered as the qualified

salarié, le deuxième salarié est considéré comme un aide et n'a droit qu'au salaire suivant:

	<i> Salaire horaire</i>
Première année.	\$0.50
Années subséquentes.	0.60"

2° Les deux premiers alinéas de l'article V sont remplacés par le suivant:

"V. *Congé annuel payé*: Après un (1) an de service pour son employeur, tout salarié régulier a droit à un congé annuel continu payé, d'une durée minimum de sept (7) jours, fixé entre le 1er juin et le 1er novembre."

3° Au paragraphe "a" de l'article VI, intitulé "Jours chômés et payés", les mots "La fête de Dollard" sont radiés.

4° L'article X est remplacé par le suivant:

"X. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1953. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 30 avril de l'année 1953 ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 787

Québec, le 23 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers du bâtiment dans le district des Cantons de l'Est.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers du Bâtiment dans le district des Cantons de l'Est, rendue obligatoire par le décret numéro 1519 du 18 septembre 1947, amendé par les arrêtés numéros 1233-A et 1634-B des 22 septembre et 2 décembre 1948, 1316-B du 24 novembre 1949, 146-A et 973-A des 1er février et 30 août 1950, 350-B 541-B et 926-F des 4 avril, 30 mai et 22 août 1951 et 271-G du 20 mars 1952, ont présenté au Ministère du Travail deux requêtes à l'effet d'amender le dit décret;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, édition des 31 mai et 14 juin 1952;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1519, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "j" de l'article I est remplacé par le suivant:

"j) Le terme "mécanicien en tuyauterie" et, dans ce métier, les mots "compagnon" et "ap-

employee; the other one is considered as a helper and his rate of pay is as follows:

	<i> Hourly rates</i>
1st year.	\$0.50
Thereafter.	0.60"

2. The first two paragraphs of section V are replaced by the following:

"V. *Annual vacation with pay*: After one (1) year of service for his employer, every regular employee is entitled to an annual continuous vacation with pay of at least seven (7) days to be given between June 1st and November 1st."

3. In subsection "a" of section VI, headed "Holidays with pay", the words "Dollard Day" are deleted.

4. Section X is replaced by the following:

"X. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in effect until April 30, 1953. It then renews itself automatically from year to year unless either one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before April 30 of the year 1953 or of any subsequent year.

Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

(Document "B" annexed to the order)

32996-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 787

Quebec, July 23, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the building trades in the Eastern Townships District.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the Eastern Townships District, rendered obligatory by the decree number 1519 of September 18, 1947, as amended by Orders 1233-A and 1634-A of September 22 and December 2, 1948, 1316-B of November 24, 1949, 146-A and 973-A of February 1 and August 30, 1950, 350-B, 541-B and 926-F of April 4, May 30 and August 22, 1951, and 271-G of March 20, 1952, have submitted to the Minister of Labour two petitions to amend the said decree;

WHEREAS the said petitions have been published in the *Quebec Official Gazette*, of May 31 and June 14, 1952;

WHEREAS the objections thereto have been duly considered, as required by the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1519, be amended as follows:

1. Subsection "j" of section I is replaced by the following:

"j) The words "pipe mechanic" and, as regards this trade, the words "journeyman"

prenti" ont le même sens qui leur est donné dans la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements.)"

2° Le paragraphe "w" suivant est ajouté à l'article I:

"w) Les mots "compagnon junior" désignent, dans chacun des métiers décrits, tout salarié qui a complété son temps d'apprentissage mais qui ne possède pas toutes les qualifications nécessaires pour obtenir le certificat de qualification comme compagnon."

3° Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant.

a) Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers — Trades:

Briqueur, maçon, plâtrier, tailleur de pierre — Bricklayer, mason, plasterer, stone cutter.	Compagnon junior — Junior journeyman	Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	Compagnon junior — Junior journeyman	Charretier — Carter	Chauffeur de bouilloires à vapeur (certificat de 4ième classe) — Boiler fireman (4th class certificate)	Chauffeur de camion — Truck driver	Chauffeur de pelle mécanique — Power shovel fireman	Conducteur de gratte mécanique — Grader operator	Aide sur gratte mécanique — Grader operator's helper	Electricien — Electrician	Finisseur de ciment: salaire fixé pour le métier auquel appartient le salarié qui exécute ce travail — Cement finisher: Wages fixed for the trade to which employee belongs.	Foreur et préposé au sautage des mines — Drill operator and blaster. . .	Forgeron — Blacksmith	Gardien de nuit, semaine de 56 heures (comprenant 7 jours d'une durée maximum de 8 heures) — Night watchman, 56-hour week (including 7 days of 8 hours, maximum)	Graisseur et huileur (sur machinerie) — Greaser and oiler (machinery)	Gréeur — Rigger	Maçon (maçonnerie brute de solages) — Mason (rough foundation masonry)	Manœuvre — Labourer	Mécanicien de machines fixes et portatives à vapeur: grues et malaxeurs — Stationary and portable engine man: cranes and mixers.	Peintre-tapissier — Painter — paper hanger	Compagnon junior — Junior journeyman	Peintre au pistolet — Sprayman	Peintre: travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur d'un immeuble — Painter: work done at a height exceeding 45 feet outside a building	Porteur d'eau — Water carrier	Poseur de linoléum incrusté, tuile d'asphalte ou de caoutchouc (ou produits similaires): le salaire fixé pour le métier auquel appartient le salarié qui exécute ce travail — Layer — linoleum, asphalt or rubber tiles (or similar products): wage fixed for the trade to which the employee belongs.	Poseur de marbre et terrazzo — Marble and terrazzo layer	Poseur de fer ornemental — Ornamental iron erector.	Poseur de tuile — Tile layer.	Préposé aux ascenseurs ou monte-charge — Elevator operator	Préposé aux malaxeurs fixes ou portatifs à essence (gazoline) ou à l'électricité — Stationary or portable (gasoline or electric) mixer operator	Préposé aux grues fixes ou portatives à essence (gazoline) ou à l'électricité — Stationary or portable (gasoline or electric) crane operator.	Préposé aux tracteurs (avec accessoires) et compresseurs (semaine de 44 heures sans limitation journalière) — Tractor (with accessories) and compressor operator (44-hour week, no daily limit)	Aide préposé aux tracteurs et compresseurs — Tractor or compressor operator's helper	Préposé au polissage du terrazzo à sec ou humide — Terrazzo polishing machine operator, dry or wet process.	Préposé aux pelles mécaniques (semaine de 44 heures sans limitation journalière) — Power shovel operator (44 hour week, no daily limit)	Aide préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator's helger .
---	--	--	--	-------------------------------	---	--	---	--	--	-------------------------------------	--	--	---------------------------------	--	---	---------------------------	--	-------------------------------	--	--	--	--	--	---	--	--	---	---------------------------------------	--	---	---	---	--	---	---	---

and "apprentice" have the same meaning as that given to them in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173 as amended)."

2° The following subsection "w" is added to section I:

"w) The words "junior journeyman" mean, for each one of the trades described, any employee who has completed his period of apprenticeship but is not yet qualified to obtain the journeyman's certificate."

3° Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

a) The following shall be the minimum wage rates for each of the trades hereafter mentioned:

Salaires horaires
Hourly rates
ZONES

	I	II	III
	\$ 16.0	\$ 1.55	\$ 1.50
	1.25	1.20	1.15
	1.40	1.35	1.30
	1.20	1.175	1.15
	1.20	1.15	1.10
	1.25	1.20	1.15
	1.00	0.95	0.90
	1.25	1.20	1.15
	1.55	1.55	1.55
	1.25	1.25	1.20
	1.35	1.30	1.25
	1.30	1.25	1.20
	1.30	1.25	1.25
	0.85	0.80	0.75
	1.15	1.10	1.10
	1.30	1.30	1.25
	1.50	1.45	1.40
	1.00	0.95	0.90
	1.35	1.30	1.25
	1.30	1.25	1.20
	1.15	1.125	1.10
	1.35	1.30	1.25
		1.45	1.45
	0.95	0.95	0.95
	1.20	1.15	1.10
	1.25	1.20	1.15
	1.50	1.45	1.40
	1.35	1.30	1.30
	1.00	0.95	0.90
	1.20	1.15	1.10
	1.30	1.25	1.20
	1.20	1.15	1.10
	1.25	1.20	1.15
	66.20	66.20	61.20
	55.00	55.00	50.60

par semaine — per week

Métiers — Trades	Salaires horaires Hourly rates ZONES		
	I	II	III
Sableur de planchers — Floor polisher	1.25	1.20	1.15
Râtiisseur d'asphalte — Asphalt raker	1.50	1.50	1.50
Aide râtiisseur d'asphalte — Asphalt raker's helper	1.25	1.25	1.25
Pelleteur d'asphalte — Asphalt shoveller	1.15	1.15	1.15
Conducteur de rouleau à asphalte — Asphalt roller operator	1.45	1.45	1.45
Attacheur de fer — Steel brace setter	1.25	1.25	1.20
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareil de chauffage — Pipe mechanic and steamfitter	1.40	1.35	1.30
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder	1.40	1.35	1.30
Compagnon junior, 1ère année — Junior journeyman, 1st year	1.25	1.20	1.15
Ferblantier ou travailleur de métal en feuille et couvreur — Tinsmith or sheet metal worker and roofer	1.40	1.35	1.30

Nonobstant la cédule de salaires précédente, les taux minima suivants s'appliquent dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, aux salariés des métiers ci-après mentionnés:

Notwithstanding the preceding wage scale, the following minimum rates shall apply to the city of Sherbrooke and the territory extending in a radius of five (5) miles from its limits, to the tradesmen hereafter mentioned:

L'heure		per hour	
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage:		Pipe mechanic and steamfitter:	
Entrepreneur (services personnels)	\$2.25	Contractor (personal services)	\$2.25
Compagnon	1.40	Journeyman	1.40
Soudeur	1.40	Welder	1.40
Poseur de brûleur à l'huile	1.40	Oil burner mechanic	1.40
Poseur de foyer mécanique	1.40	Mechanical stoker erector	1.40
Poseur de pompe à gazoline	1.40	Gasoline pump erector	1.40
Compagnon junior, 1ère année	1.10	Junior journeyman, 1st year	1.10
Ferblantier, travailleur de métal en feuille et couvreur	1.40	Tinsmith, sheet metal worker and roofer ..	1.40

Les salariés régis par les classifications ci-haut mentionnées, doivent détenir une licence de compagnon senior suivant la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chapitre 173, Statuts refondus de Québec, 1941 et amendements)."

The employees of the foregoing classifications shall hold a junior journeyman's license as required by the Pipe Mechanics Act (Chapter 173, Revised Statutes of Quebec 1941, and amendments)."

4° Le paragraphe "e" de l'article IV, concernant le rajustement des taux de salaires selon l'indice du coût de la vie est radié en entier.

4. Subsection "e" of section IV concerning wage rates readjustments as per the cost of living index is deleted.

5° L'alinéa 8 du paragraphe "e" de l'article IV est remplacé par le suivant:

5. Paragraph 8 of subsection "e" of section IV is replaced by the following:

"8. Nonobstant les dispositions de l'article VI, dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, la durée hebdomadaire du travail pour les mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils de chauffage, soudeurs en tuyauterie, ferblantiers, ou travailleurs de métal en feuille et couvresseurs, est de quarante-quatre (44) heures distribuées comme suit: huit (8) heures par jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 8.00 a.m. et midi et 1.00 p.m. et 5.00 p.m., et quatre (4) heures le samedi entre 8.00 a.m. et midi.

"8. Notwithstanding the provisions of section VI, in the city of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, the weekly duration of work of pipe mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmiths or sheet metal workers and roofers is forty-four (44) hours distributed as follows: eight (8) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between 8.00 a.m. and 12.00 (noon), and 1.00 p.m. and 5.00 p.m., and four (4) hours on Saturday between 8.00 a.m. and 12.00 (noon).

Tout travail exécuté en plus des heures régulières ou en dehors des périodes journalières déterminées à l'alinéa précédent est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré comme tel. Cependant, les salariés préposés à l'entretien pendant la semaine de vacances sont sujets au taux régulier; il doivent toutefois prendre leurs vacances la semaine suivante.

All time worked in excess of the regular hours or outside the daily periods determined in the foregoing paragraph is considered as overtime and remunerated accordingly. However, employees doing maintenance work, during the vacation week shall be paid the regular rates. They shall, however, have their vacation the following week."

6° Les alinéas 10 et 11 suivants sont ajoutés au paragraphe "e" de l'article IV:

6. The following paragraphs 10 and 11 are added to subsection "e" of section IV:

"10 Le salarié n'est pas rémunéré pour tout temps libre à l'atelier, à moins que sa présence n'y soit requise par l'employeur."

"10. Employees shall not be paid for idle periods at the shop unless their presence be required by the employer."

"11 Le temps du transport de l'employé est payé à compter de cinq (5) milles des limites de la cité de Sherbrooke ou l'équivalent de 15 minutes du point du départ."

"11. Employees' travelling time shall only be paid for distance beyond five (5) miles from the limits of the city of Sherbrooke or the equivalent of 15 minutes from the starting point."

7° L'article V-A est remplacé par le suivant:

"V-A. La semaine de travail s'étend du lundi au samedi; cependant, l'employeur a jusqu'au jeudi suivant pour payer les salaires de ses salariés figurant sur la liste de paye de ladite semaine."

8° Les paragraphes "e", "d" et "f" de l'article VI sont remplacés par les suivants:

"e) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux de salaire minimum établi dans le décret ou par rapport au taux de salaire effectivement payé, lorsque ce dernier est plus élevé."

"d) Tout travail urgent qui pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté pendant les périodes journalières de travail ci-haut mentionnées, peut être fait en d'autres périodes de la journée aux taux réguliers, pourvu que le Comité paritaire en soit avisé. Cependant, tel travail demeure sujet à la durée journalière ou hebdomadaire déterminée aux paragraphes "a" et "f" du présent article."

"f) Notwithstanding les dispositions du paragraphe "a" du présent article, dans la cité de Granby et la ville de Windsor et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, la durée hebdomadaire de travail est de 48 heures réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 9 heures par jour entre 7.30 a.m. et 5.30 p.m.; le vendredi, 8 heures, entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. et le samedi 4 heures, entre 8.00 a.m. et midi. Cependant, durant la période du 1er octobre au 1er mars, le travail peut commencer à 7.00 a.m. pourvu que la durée journalière ne dépasse pas 9 heures par jour les lundi, mardi, mercredi et jeudi; 8 heures le vendredi et 4 heures le samedi entre 7.00 a.m. et midi."

9° Le paragraphe "e" de l'article X est remplacé par le suivant:

"e) Pour les métiers de plâtrier, maçon, charpentier-menuisier et électricien, il n'y a qu'un apprenti par compagnon; pour les métiers de briqueteur et de peintre, un apprenti par deux compagnons ou fraction de deux.

Aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti ou compagnon junior seul et un apprenti ou compagnon junior ne peut travailler à l'exécution de travaux de métier seul; il doit toujours être accompagné d'un ouvrier qualifié (compagnon) de son métier."

10° Le paragraphe "g" de l'article X est remplacé par le suivant:

7. Section V-A is replaced by the following:

"V-A. The work week extends from Monday to Saturday; however, the employer does not have to pay his employees whose names are on the payroll for that week until the following Thursday."

8. Subsections "e", "d" and "f" of section VI are replaced by the following:

"e) All overtime shall be paid at the rate of time and one half computed on the minimum wage rate established in the decree, or on the rate actually paid, whichever be the higher."

"d) All urgent work which, for sufficient reasons, cannot be executed during the daily periods of work above mentioned may be done beyond these periods and paid at regular rates providing the Parity Committee be notified. Nevertheless, the daily or weekly duration of work as established in subsection "a" and "f" of the present section shall be observed."

"f) Notwithstanding the provisions of subsection "a" of this section, the weekly duration of work in the city of Granby and the town of Windsor and a radius of 5 miles from their limits shall consist of 48 hours distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, nine (9) hours per day between 7.30 a.m. and 5.30 p.m.; Friday eight (8) hours between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., and Saturday, four (4) hours between 8.00 a.m. and 12.00 (noon). However, from October 1st to March 1st, work may start at 7.00 a.m. provided the daily duration shall not exceed nine (9) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, eight (8) hours on Friday and four (4) hours on Saturday between 7.00 a.m. and 12.00 (noon)."

9. Subsection "e" of section X is replaced by the following:

"e) There shall be but one apprentice per journeyman in the plasterer, mason, carpenter-joiner and electrician trades. As for the bricklayer and painter trades only one apprentice is permitted to two journeymen or fraction thereof.

No employer shall cause an apprentice or junior journeyman to work alone, and no apprentice of junior journeyman shall execute trade operations alone; he shall always be accompanied by a skilled worker (journeyman) of his trade."

10. Subsection "g" of section X is replaced by the following:

Salaires horaires
Hourly rates
ZONES

	I	II	III
Briqueteur, maçon, plâtrier, tailleur de pierre, poseur de tuile — Bricklayer, mason, plasterer, stone cutter, tile layer			
1ère année — 1st year	\$ 0.95	\$ 0.90	\$ 0.85
2ième année — 2nd year	1.05	1.00	0.95
3ième année — 3rd year	1.15	1.10	1.05
4ième année — 4th year	1.25	1.20	1.15
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner			
1ère année — 1st year	0.90	0.875	0.85
2ième année — 2nd year	1.00	0.975	0.95
3ième année — 3rd year	1.10	1.075	1.05
4ième année — 4th year	1.20	1.175	1.15
Électricien — Electrician			
1ère année — 1st year	0.85	0.825	0.80
2ième année — 2nd year	0.95	0.925	0.90
3ième année — 3rd year	1.05	1.025	1.00
4ième année — 4th year	1.15	1.125	1.10
Peintre-tapissier — Painter — paper hanger			
1ère année — 1st year	0.85	0.825	0.80
2ième année — 2nd year	0.95	0.925	0.90
3ième année — 3rd year	1.05	1.025	1.00
4ième année — 4th year	1.15	1.125	1.10

Métiers — Trades	Salaires horaires Hourly rates ZONES		
	I	II	III
Sableur de planchers — Floor polisher			
1er trois (3) mois — 1st three (3) months	0.95	0.90	0.85
2ième trois (3) mois — 2nd three (3) months	1.05	1.00	0.95
3ième trois (3) mois — 3rd three (3) months	1.15	1.10	1.05
Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, ferblantier, travailleur de métal en feuille et couvreur — Pipe mechanic, steamfitter, pipe welder, tinsmith, sheet metal worker and roofer:			
1. Dans toute la juridiction territoriale, excepté dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites: — In the entire territorial jurisdiction excepting the city of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits:			
1ère année — 1st year	0.85	0.825	0.80
2ème année — 2nd year	0.90	0.875	0.85
3ème année — 3rd year	0.95	0.925	0.90
4ème année — 4th year	1.00	0.975	0.95
2. Dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites: — In the city of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits:			
Apprentis — Apprentices:			
1ère année — 1st year	0.62		
2ème année — 2nd year	0.67		
3ème année — 3rd year	0.77		
4ème année — 4th year	0.82"		

"g) Taux de salaire: Les taux de salaires minima des apprentis sont les suivants:

11° Les taux de salaires déterminés aux paragraphes "a" et "b" de l'article XII pour les salariés permanents (préposés à l'entretien) sont remplacés par les suivants:

g) Rates of wages: The minimum wage rates of apprentices shall be as follows:

11. The wage rates determined in subsection "a" and "b" of section XII for permanent employees (maintenance men) are replaced by the following:

	ZONES		
	I	II	III
Compagnon — Journeyman	\$33.60	\$31.60	\$29.60
Journalier — Labourer	29.60	27.60	25.60'

12° Note: Les contrats de construction à forfait accordés et signés avant l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement ne sont pas assujettis à ses dispositions mais à celles du décret principal et de ses amendements antérieurement en vigueur.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

32996-o Greffier du Conseil Exécutif.

12. Note: Construction contracts by the job granted and signed before the coming into force of the present amending decree are not regulated by its provisions; they shall be subject to the main decree as previously amended.

(Document "A" annexed to the order)

A. MORISSET,

32996-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 787

Québec, le 23 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 491 du 10 février 1945, amendé par les arrêtés numéros 803 du 10 mars 1945, 1333 et 2300 des 18 avril et 12 juin 1946, 406-A du 8 mars 1947, 245-B, 867-F

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 787

Quebec, July 23, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to religious institutions, hospitals, educational establishments in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 491 of February 10, 1945, as amended by Orders 803 of March 10, 1945, 1333 and 2300 of April 18 and June 12, 1946, 406-A of March 8, 1947, 245-B, 867-F and 1763-E of February 26,

et 1763-E des 26 février, 9 juin et 23 décembre 1948, 207-A du 24 février 1949, 406-A du 12 avril 1950, 229-B du 7 mars 1951 et 71-B du 31 janvier 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier de nouveau ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 31 mai 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 491, soit modifié comme suit:

CHAPITRE 3

Dispositions relatives aux salaires

1° A l'article VIII (Employées régulières du sexe féminin), le paragraphe 1 est remplacé par le suivant:

1. a) Infirmière — Nurse:

1er semestre — 1st six months
2e semestre — 2nd six months
Après un (1) an — After one (1) year

b) Infirmière en charge d'un département ou d'un service — Nurse in charge of a department or service:

1er semestre — 1st six months
2e semestre — 2nd six months
Après un (1) an — After one (1) year

c) Infirmière assistante-hospitalière — Nurse — assistant "hospitalière":

1er semestre — 1st six months
2e semestre — 2nd six months
Après un (1) an — After one (1) year

d) Infirmière institutrice — Teaching nurse:

1er semestre — 1st six months
2e semestre — 2nd six months
Après un (1) an — After one (1) year

e) Infirmière employée de bureau — Office nurse: .

1er semestre — 1st six months
2e semestre — 2nd six months
Après un (1) an — After one (1) year

f) Après un (1) an de service dans la même institution, les infirmières de toutes les catégories doivent recevoir une augmentation annuelle de soixante (\$60.00) dollars, en plus du salaire minimum prévu pour leurs catégories respectives et ce, jusqu'à concurrence de cinq (5) ans."

June 9 and December 23, 1948, 207-A of February 24, 1949, 406-A of April 12, 1950, 229-B of March 7, 1951, and 71-B of January 31, 1952, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of May 31, 1952;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, number 491, be amended as follows:

CHAPTER 3

Provisions concerning wages

1. In section VIII (Regular female employees) subsection 1 is replaced by the following:

	ZONES		
	Par semaine — Per week		
	I	II	III
1. a) Infirmière — Nurse:			
1er semestre — 1st six months	\$29.00	\$29.00	\$29.00
2e semestre — 2nd six months	31.00	31.00	31.00
Après un (1) an — After one (1) year	33.00	33.00	33.00
b) Infirmière en charge d'un département ou d'un service — Nurse in charge of a department or service:			
1er semestre — 1st six months	35.00	35.00	35.00
2e semestre — 2nd six months	37.00	37.00	37.00
Après un (1) an — After one (1) year	39.00	39.00	39.00
c) Infirmière assistante-hospitalière — Nurse — assistant "hospitalière":			
1er semestre — 1st six months	32.00	32.00	32.00
2e semestre — 2nd six months	34.00	34.00	34.00
Après un (1) an — After one (1) year	36.00	36.00	36.00
d) Infirmière institutrice — Teaching nurse:			
1er semestre — 1st six months	35.00	35.00	35.00
2e semestre — 2nd six months	37.00	37.00	37.00
Après un (1) an — After one (1) year	39.00	39.00	39.00
e) Infirmière employée de bureau — Office nurse: .			
1er semestre — 1st six months	29.00	29.00	29.00
2e semestre — 2nd six months	31.00	31.00	31.00
Après un (1) an — After one (1) year	33.00	33.00	33.00

f) After one (1) year of service in the same institution, nurses of all categories shall receive an annual increase of sixty dollars (\$60.00) over and above the minimum wages provided for their respective categories for a duration of five (5) years.

CHAPITRE 5

Dispositions relatives aux congés, etc.

2° A l'article XXX (Vacances payées), le troisième alinéa du sous-paragraphe a-iii du paragraphe 1 est remplacé par le suivant:

"Pour les années subséquentes de service, que l'année, de service soit complète ou non, douze (12) jours par année payables, non pas à la fin de l'année, mais sur présentation du certificat de maladie du médecin."

CHAPTER 5

Provisions respecting holidays, etc.

2. In section XXX (Vacation with pay), the third sub-paragraph of paragraph "a-iii" of subsection 1 is replaced by the following:

"For the subsequent years of service, whether the year of service be complete or not, twelve (12) days per year payable, not at the end of the year, but upon production of a doctor's certificate of illness."

CHAPITRE 6

Dispositions relatives au logement, etc.

3° A l'article XXXI (Logement et pension), le paragraphe 5 est remplacé par le suivant:

"5. Il est à souhaiter que les infirmières aient chacune une chambre privée comme logement.

CHAPTER 6

Provisions respecting lodging, etc.

3. In section XXXI (Board and lodging), subsection 5 is replaced by the following:

"5. It is hoped that nurses be given a private room in which to live. However, should the

Toutefois, si l'employeur ne peut fournir le logement aux infirmières, il doit leur accorder un supplément de trois (\$3.00) dollars par semaine, en plus du salaire minimum prévu pour leurs catégories respectives."

4° A l'article XXXIII (Blanchissage), le paragraphe 3 est remplacé par le suivant:

"3. Si l'employeur ne peut faire le blanchissage de l'uniforme de ses salariés, il doit être accordé à ces derniers une compensation de un (\$1.00) dollar par semaine."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

32996-0 A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

employer be unable to provide lodging to nurses, there shall be granted to them an additional amount of three (\$3.00) dollars per week in excess of the minimum wages established for their respective categories."

4. In section XXXIII (Washing), subsection 3 is replaced by the following:

"3. Should the employer be unable to clean and press the employees' uniforms, the latter shall receive a compensation of one dollar (\$1.00) per week."

(Document "B" annexé à l'ordre)

32996-0 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Beauce, Cour Supérieure, N° 22,359. Dame Rosa Vachon, demanderesse; vs Gédéon Perrault, défendeur.

Dame Rosa Vachon, épouse de Gédéon Perrault, employé de chemin de fer, de Vallée Jonction, comté de Beauce, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

St-Joseph de Beauce, le 29 juillet 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
33001-0 EMMETT O'FARRELL, C.R.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 22,359. Dame Rosa Vachon, plaintiff, vs Gédéon Perrault, defendant.

Dame Rosa Vachon, wife of Gédéon Perrault, railroad employee, of Vallée Jonction, Beauce County, has instituted an action in separation as to property against her husband.

St-Joseph de Beauce, July 29, 1952.

EMMETT O'FARRELL, Q.C.,
33001 Attorney for the plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 314,842. Dame Freda Nellie Allen, épouse commune en biens de Edgar Cyril Padgett, commis, tous deux de la cité de Westmount dans le district de Montréal, demanderesse, vs, Ledit Edgar Cyril Padgett des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 16 juin, 1952.

Montréal, le 23 juillet, 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
32980-0 J. CAMPBELL LAING.

Action for Separation as to Bed and Board

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 314,842. Dame Freda Nellie Allen, wife common as to property of Edgar Cyril Padgett, clerk, both of the city of Westmount in the district of Montreal, plaintiff; vs The said Edgar Cyril Padgett, of the same place, defendant.

An action in separation as to bed and board and property has been instituted in this cause on the 16th day of June, 1952.

Montreal, July 23, 1952.

J. CAMPBELL LAING,
32980-0 Attorney for the plaintiff.

Avis divers

Avis est donné que "New Canadian Baptist Church", 183 ouest, rue Ste-Catherine, cité de Montréal, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur-en-Conseil de la province de Québec, pour obtenir la constitution en corporation, en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des Statuts révisés de la province de Québec 1941 et amendements.

Montréal, 21 juillet 1952.

231 ouest rue St-Jacques, Montréal.
Le Procureur de la requérante,
32967-30-5 HOWARD S. ROSS.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the "New Canadian Baptist Church", 183 St. Catherine Street West, City of Montreal, will present a Petition to the Lieutenant Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and Amendments.

Montreal, July 21st 1952.

231 St. James Street West, Montreal.
HOWARD S. ROSS,
32967-30-5-0 Solicitor for Petitioner.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération, sous le nom de "Fédération des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Diocèse de Québec", pour l'étude,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation, under the name of "Fédération des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Diocèse de Québec", for the

la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 juillet 1952.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

32981-o

Avis est donné que, lors de l'assemblée générale spéciale des sociétaires du syndicat coopératif "Le Foyer de St-Ambroise", tenue au "Centre Paroissial de Loretteville, dimanche, le 15 juin 1952, une résolution a été dûment adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des Syndicats coopératifs de Québec, (S.R.Q., 1941, chap. 290) et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q., 1941, ch. 278), et que, à ces fins M. Adélard L'Heureux a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 17 juillet 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

32982-o

MAURICE POLLACK LIMITED
MAURICE POLLACK LIMITÉE

Règlement N° 20

"Qu'il soit et il est par les présentes, décrété comme règlement de "Maurice Pollack Limited — Maurice Pollack Limitée", ci-après nommé "la Compagnie", ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, et il est présentement augmenté de trois à quatre de manière que le bureau de direction de la compagnie sera dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Deux directeurs formeront *quorum* à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont et ils sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Décreté ce 20e jour de juin 1951.

Le Président,
I. C. POLLACK.

Le Secrétaire,
FLORENCE POLLACK PEDVIS.

32983

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Travailleurs de Domil Ltée, Plan Spun Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 juillet 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 29 Gordon, Sherbrooke district de St-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

32984-o

MUSÉE HISTORIQUE CANADIEN INC.

Règlement N° 30

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme Règlement N° 30 de "Musée Historique Canadien Inc." que:

study defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 17, 1952.

The principal place of business of the aforesaid federation is at Québec, judicial district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

32981

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the associates of the cooperative syndicate "Le Foyer de St-Ambroise", held at the "Centre Paroissial de Loretteville", on Sunday, the 15th day of June, 1952, a resolution was duly adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act (R.S.Q., 1941, chap. 290) and the Winding Up Act (R.S.Q., 1941, chap. 278), and that, for such purpose, Mr. Adélard L'Heureux was appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 17, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

32982

MAURICE POLLACK LIMITED
MAURICE POLLACK LIMITÉE

By-Law No. 20

Be it and it is hereby enacted as a By-law of "Maurice Pollack Limited — Maurice Pollack Limitée", hereinafter called "the Company", as follows:

1. The numbers of directors of the Company be and the same is hereby increased from three to four so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four directors.

2. Two directors shall constitute a *quorum* at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior By-Laws, Resolutions and Proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 20th day of June, 1951.

I. C. POLLACK,
President.

FLORENCE POLLACK PEDVIS,
Secretary.

32983

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Travailleurs de Domil Ltée, Plan Spun Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 7, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 29 Gordon, Sherbrooke, district of St. Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

32984

MUSÉE HISTORIQUE CANADIEN INC.

By-law No. 30

Be it and it is hereby enacted as By-law No. 30 of the "Musée Historique Canadien Inc." that:

1° La Compagnie soit et elle est par les présentes autorisée à réaliser ses biens et distribuer ses actifs entre ses actionnaires proportionnellement aux droits de chacun et à procéder subséquentement à sa dissolution par l'abandon de sa charte;

2° Les directeur et officiers de la Compagnie sont autorisés à faire et signer toutes choses, documents et actes nécessaires ou utiles aux fins de donner plein effet aux présentes.

Certifié vrai copie du règlement numéro 30 du "Musée Historique Canadien Inc.", adopté par les directeurs de la compagnie le 16 mai, 1952 et ratifié par les actionnaires dûment convoqués le 30 mai, 1952.

(Seau)
32985-o

Le Secrétaire,
J. N. ARTHUR COMTE.

1. The Company be and it is hereby authorized to dispose of its properties and to distribute its assets amongst its shareholders in proportion to each one's rights and subsequently to proceed to its dissolution by the surrender of its charter.

2. The directors and officers of the Company are authorized to do and sign all things, documents and acts necessary or usefull in order to give full effect to the presents.

Certified true copy of by-law number 30 of "Musée Historique Canadien Inc." adopted by the Directors of the company on May 16, 1952 and ratified by the shareholders, duly convened on May 30, 1952.

(Seal)
32985

J. N. ARTHUR COMTE,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Printers Credit Union", en date du 8 juillet 1952, dont le siège social est situé à Montréal, district de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 juillet 1952.

32986-o

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI,

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Printers Credit Union", under date of July 8, 1952, whereof the head office is at Montreal, district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1952.

32986

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Charte — Abandon de

LA CHAUSSURE B & B INC.
B & B SHOE INC.

Avis est présentement donné que la compagnie "La Chaussure B & B Inc.— B & B Shoe Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Québec, demandera à l'Honorable Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 28ième jour de juillet 1952.

Le Secrétaire,
(Signé) ÉMILIE BLONDEAU.

32987-o

Charter — Surrender of

LA CHAUSSURE B & B INC.
B & B SHOE INC.

Notice is hereby given that "La Chaussure B & B Inc.— B & B Shoe Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Quebec, will apply to the Honourable Attorney-General for the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Quebec, this 28th day of July 1952.

(Signed) ÉMILIE BLONDEAU,
Secretary.

32987-o

Département de l'Instruction publique

N° 304-52

Québec, le 18 juillet 1952.

Demande est faite d'annexer le territoire suivant, comprenant toute la municipalité scolaire d'Elgin, dans le comté de Huntingdon, à la municipalité scolaire protestante de Huntingdon, dans le même comté.

"Tout le canton d'Elgin, borné au sud par les États-Unis d'Amérique, à l'ouest et au nord par la rivière Truite (Trout River) et à l'est par la rivière Chateauguay".

L'annexion affectera les contribuables protestants seulement.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
32968-30-2 O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 304-52.

Quebec, July 18, 1952.

Application is made to annex the following territory which comprises the whole school municipality of Elgin, in the County of Huntingdon, to the Protestant school municipality of Huntingdon, in the same County.

"All the Township of Elgin, bounded on the south by the United States of America, on the west and north by the Trout River and on the east by the Cahteauguay River".

The annexation to affect Protestant rate-payers only.

O. J. DESAULNIERS,
32968-30-2-o Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel d'une partie du canton de Campeau division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que le lot 2 et les Blocs B-1, B-2, et B-3 sont corrigés et les lots 6 et 7 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 11 juin 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

32978-o

AVIS

Cadastre officiel du Village de Ste-Anne de Chicoutimi division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 6-14a, 6-13a, 6-17a, 6-20a, 6-21a, 6-22a, 6-23a, 6-24a, 6-25a, 6-26a, 6-30a, 6-31a, 6-32 et 6-33 du rang I Est sont annulés en vertu des articles 17 et 18, chapitre 320 des Statuts Refondus de la Province de Québec 1941.

Québec, le 7 juillet 1952.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

32978

NOTICE

Official cadastre of part of the township of Campeau registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that lot 2 and Blocks B-1, B-2 and B-3 are corrected and lots 6 and 7 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 11th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

32978-o

NOTICE

Official Cadastre of the Village of Ste-Anne de Chicoutimi registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 6-14a, 6-13a, 6-17a, 6-20a, 6-21a, 6-22a, 6-23a, 6-24a, 6-25a, 6-26a, 6-30a, 6-31a, 6-32 and 6-33 are cancelled in virtue of Articles 17 and 18 chap. 320 of the Revised Statutes of the Province of Québec 1941.

Quebec, July 7, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

32978

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 788 du 23 juillet 1952 section "G", deux règlements spéciaux de la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements spéciaux de ladite Commission déjà approuvés par l'arrête en conseil numéro 1336-A du 29 novembre 1951.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarés obligatoires:

Règlements spéciaux

Registre: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, tous les employeurs professionnels régis par le décret N° 1284 du 15 novembre 1951, et ses amendements, doivent tenir un registre indiquant les noms et prénoms, ainsi que l'adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures régulières et supplémentaires effectuées chaque jour, la nature de tel travail ainsi que les salaires payés, avec mention de la méthode et de la période de paye: ledit registre doit être tenu de la façon approuvée par le Comité paritaire.

Quand, dans le même atelier ou la même usine, tous les employés ou quelques-uns d'entre

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that by Order in Council number 788 of July 23, 1952, part "G", two special by-laws of the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Québec have been approved and added to the constitution and special by-laws of the said Commission, already approved by Order in Council number 1336-A of November 29, 1951.

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

Special By-laws

Payroll records: In conformity with paragraph "g" of article 20 of the Collective Agreement Act, every professional employer governed by Decree No. 1284 of November 15, 1951 and its amendments must keep a register on which are shown the name in full and residence of each employee in his employ, his competency, the number of regular hours and the number of overtime hours worked each day, the nature of the work and the wages paid, with mention of the method and the period covered by the pay; the said register must be kept in a manner approved by The Joint Commission.

When, in the same plant or in the same factory, all the employees or some of the employees are

eux sont requis de travailler partiellement ou entièrement sur tout article exempté ou sur tout autre article non visé par le décret, aussi bien que sur les articles assujettis à la présente juridiction, tout employeur professionnel et tout employé doivent tenir un registre indiquant le nombre exact d'heures de travail faites et rémunérées, le taux horaire ou le taux à la pièce, tenant compte des articles exemptés et des autres articles non visés par le décret et tenant compte des articles assujettis à la juridiction industrielle du décret, durant chaque jour et chaque semaine de travail et d'en faire rapport sur la formule fournie par le Comité paritaire chargé de l'application du décret.

Rapports mensuels: Conformément aux dispositions du paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, tout employeur professionnel devra faire des rapports mensuels des listes de paie, sur la formule fournie par le Comité paritaire, lesdits rapports à être signés par un employé supérieur de la firme ou par le patron ou un agent ou salarié dûment autorisé; la formule qui contient le rapport de liste de paie devra être envoyée aux bureaux du Comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant, que ledit employeur ait été en exploitation ou non. Tout salarié, comptable ou autre personne dont la signature apparaît sur le rapport de la liste de paie est considéré comme étant dûment autorisé à cette fin par l'employeur.

Tous ces rapports mensuels doivent être tenus sur une base hebdomadaire donnant tout renseignement tel que mentionné dans le registre de l'employeur.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 août 1952.

32996-0

required to work partially or entirely on any product not covered by this decree, then the professional employer and the employee must both keep a record in which is stated the exact number of hours of work done and paid for, the rate per hour or the rate per piece, taking into consideration the products which are exempt and the products which are not covered by the Decree and those products which are covered by the Decree, during each day and each week of work, and must report this information to The Joint Commission empowered to enforce this Decree on a form furnished by The Joint Commission.

Monthly reports: In accordance with the provisions of paragraph "h" of Article 20 of the Collective Act, all professional employers must make a monthly report of the payroll on a form to be supplied by the Joint Commission, these reports must be signed by a responsible employee of the firm or by the owner of the firm or an employee who has been duly authorized; this form which contains the report of the payroll must be sent to the office of The Joint Commission not later than the tenth of the following month, regardless whether the employer has been in production or not and regardless of whether there is anything to report or not. Any employee, accountant or other person, whose signature appears on the report of the payroll above mentioned shall be presumed to have been duly authorized by the employer for the purposes of signing this report.

All these monthly reports must be kept on a weekly basis giving all the information which is shown in the payroll register of the employer."

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 2, 1952

32996

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Syndicat Catholique National de la construction de Saint-Jean et les entrepreneurs couvreurs de plancher de la région de Saint-Jean, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 329 du 20 février 1947, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

1° Les mots "compagnon junion (un an) — \$1.05" seront insérés dans l'échelle de salaire de l'article III après les mots "couvreurs de plancher, linoléum, caoutchouc, asphalte ou équivalent (feuilles et tuiles) — \$1.15."

2° L'alinéa 5 suivant sera ajouté au paragraphe "k" de l'article XII:

"5) Couvreurs de plancher, linoléum, caoutchouc, asphalte ou équivalent (feuilles et tuiles):
1ère année. \$0.80
2ème année. 0.85
3ème année. 0.95"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 août 1952.

32996-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that "Le Syndicat catholique national de la Construction de Saint-Jean" and flooring contractors of the district of St. John have submitted to him a request to amend the decree number 329 of February 20, 1947, relating to the construction industry in the city of St. John and the town of Iberville.

1. The words "Junior journeyman (one year) \$1.05" will be inserted in the wage scale of section III, after the words "Floor finisher—linoleum, rubber, asphalt or equivalent (sheet and tile) — \$1.15".

2. The following paragraph 5 will be added to subsection "k." of section XII:

"5) Floor finisher—linoleum, rubber, asphalt or equivalent (sheet and tile):
1st year. \$0.80
2nd year. 0.85
3rd year. 0.95"

During the thirty days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which may be set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec August 2, 1952.

32996-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, établi en exécution du décret numéro 622 du 20 juin 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 787 du 23 juillet 1952, section "F", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1952 au 30 juin 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 622 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 622 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$30.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 622 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport, chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement, par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Retail Trade of Abestos, formed under decree number 622 of June 20, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 787 of July 23, 1952, part "F", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree, according to the method and rate hereafter described:

1. *Assessments*

The period of levy extends from June, 30, 1952, to June 30, 1953; the levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 622, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of all employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 622, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, which is \$30.00 per week.

c) The employees governed by the said decree number 622, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent with the assessments of the professional employer and of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessment laid by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employees without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he shall be notified to do so within five (5) days.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of

de Détail d'Asbestos, pour la période comprise entre le 30 juin 1952 et le 30 juin 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE
DE DÉTAIL D'ASBESTOS
Siège social: Asbestos, Que.

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1952 et le 30 juin 1953.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$750.00
Salariés.....	750.00
Artisans.....	400.00
	\$1,900.00

Déboursés:

Secrétariat (salaires).....	1,200.00
Administration.....	50.00
Frais légaux.....	60.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	90.00
Vérification des livres.....	54.00
Assurances.....	5.00
Jetons de présence aux membres du comité.....	312.00
Dépenses diverses et imprévues.....	50.00
	\$1,821.00
Surplus prévu.....	79.00
	\$1,900.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 2 août 1952. 32996-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le règlement spécial ci-après mentionné, adopté par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 787 du 23 juillet 1952 (section "G") et qu'en vertu de ladite Loi, ses dispositions ont été déclarées obligatoires.

"Tenue d'un registre: Conformément aux dispositions du paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 683 du 4 juin 1952, la tenue d'un registre dans lequel sont indiqués les nom, prénom et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, l'heure exacte à laquelle le travail fut commencé, interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et les salaires payés avec mention du mode et de la période de paiement, ainsi que tout autre renseignement jugé utile pour la mise à exécution du décret."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 2 août 1952. 32996-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec, établie en exécution

the Retail Trade of Asbestos for the period between June 30, 1952 and June 30, 1953.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL TRADE
OF ASBESTOS
Office: Asbestos, Quebec.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 30, 1952 and June 30, 1953.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$750.00
Employees.....	750.00
Artisans.....	400.00
	\$1,900.00

Disbursements:

Salaries: Secretary's office.....	\$1,200.00
Administration.....	50.00
Legal fees.....	60.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.....	90.00
Audition.....	54.00
Insurance.....	5.00
Meeting expenses.....	312.00
Various and unforeseen expenses.....	50.00
	\$1,821.00
Probable surplus.....	79.00
	\$1,900.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, August 2, 1952. 32996-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAW

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the special by-law hereafter mentioned, adopted by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, has been approved by Order in Council number 787 of July 23, 1952 (Part "G") and that, in pursuance of the said Act, its provisions have been rendered obligatory:

"Keeping of Register: In accordance with paragraph. "g" of section 20 of the Act, the Joint Committee renders obligatory, for all professional employers regulated by Decree number 683 of June, 4, 1952, the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of each employee in their employ, his competency, the exact hour at which the work began, interrupted, resumed and ceased each day, mention of the method and time of payment, and all other information deemed useful in the application of the decree.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, August 2, 1952. 32996-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, established under decree number

du décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, a été autorisé par le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 788 du 23 juillet 1952, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er août 1952 au 31 juillet 1953; cette cotisation s'exerce de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires et autres rémunérations payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire et autres rémunérations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations dues, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés prévue de la Commission Conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec pour la période comprise entre le 1er août 1952 et le 31 juillet 1953.

RECETTES ET DÉPENSES PROBABLES DE LA COMMISSION CONJOINTE DE LA ROBE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Pour la période comprise entre le 1er août 1952 et le 31 juillet 1953.

Revenus probable:

Basé sur 11,000 salariés, au salaire moyen de \$28.00 par semaine, pour 38 semaines approximativement \$11,704,000.00 comme suit:

3519, of September 24, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 788 of July 23, 1952, part "F" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from August 1, 1952 to July 31st, 1953. Such levy shall be imposed as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of the wages and other remuneration paid to their employees.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their wages and other remuneration.

2. *Mode of Collection*

In order to facilitate the collection of such assessments the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money received during the current week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall see to it that these reports be completed and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each of the employees, the sums payable to the Parity Committee.

The report of each professional employer shall be duly signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact a sworn report when deemed advisable.

The report together with all assessments due, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the month for which said report is requireable.

3. *Financial report*

According to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, for the period between August 1, 1952 and July 31st, 1953.

BUDGET OR ESTIMATE OF RECEIPTS AND EXPENSES OF THE JOINT COMMISSION FOR THE DRESS INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

For the period comprised between August 1st, 1952 and July 31st, 1953.

Estimated Income:

Based on 11,000 employees, each earning an average of \$28.00 per week for 38 weeks,

Cotisations des salariés, ½ de 1% . . .	\$58,525.00	approximately \$11,704,000 as follows:	
Cotisations des employeurs professionnels, ½ de 1%	58,525.00	Employees Assessment ½ of 1% . . .	\$58,525.00
Revenu provenant de placements. . .	2,700.00	Employers Assessment ½ of 1% . . .	58,525.00
		Income from Investments.	2,700.00
	119,750.00		
<i>Dépenses en probables:</i>		<i>Estimated expenses:</i>	119,750.00
Salaires:		Salaries:	
Administration.	17,900.00	Administration.	17,900.00
Inspecteurs.	40,000.00	Inspectors.	40,000.00
Bureau.	25,000.00	Office.	35,000.00
	82,900.00		82,900.00
<i>Déboursés en général:</i>		<i>Overhead:</i>	
Loyer, taxes, assurance.	15,000.00	Rent, Taxes, Insurance.	15,000.00
Papeterie, impressions et frais de poste.	4,500.00	Stationery, printing and postage. . . .	4,500.00
Frais légaux et de vérification.	4,000.00	Legal and auditing.	4,000.00
Téléphone et électricité.	1,300.00	Telephone & lighting.	1,300.00
Frais de déplacements des Inspecteurs.	5,000.00	Inspectors travel expenses.	5,000.00
Assurance chômage.	1,000.00	Representatives expense.	250.00
Dépenses des délégués.	250.00	Unemployment Insurance	1,000.00
Dépenses générales.	5,000.00	General expense	5,000.00
Dépréciation: ameublement et agencement.	800.00	Depreciation-furniture & fixtures. . .	800.00
	36,850.00		36,850.00
	119,750.00		119,750.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 août 1952. 32996-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 2, 1952. 32996-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

Les alinéas suivants seront ajoutés au paragraphe "f" de l'article XII:

"Dans la zone I, on peut embaucher un apprenti électricien par deux compagnons détenant la licence "C"; dans la zone II, il peut y avoir un apprenti électricien par compagnon."

Sur un chantier, il ne pourra y avoir plus d'un apprenti par deux compagnons, dans la zone I; dans la zone II, il ne pourra y avoir plus d'un apprenti par compagnon."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 août 1952. 32996-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de Roberval,

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the district of Hull, rendered obligatory by the decree number 1254 of November 10, 1949, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended as follows:

The following paragraphs will be added to subsection "f" of section XII:

"In zone I, there may be one apprentice-electrician to two journeymen holding license "C"; in zone II, there may be one apprentice-electrician per journeyman."

On a job, there shall not be more than one apprentice to two journeymen, in zone I; in zone II, there may be one apprentice per journeyman."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 2, 1952. 32996-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Roberval, rendered obliga-

rendue obligatoire par le décret numéro 109 du 3 février 1949, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe "d" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"d) Le terme "employé de bureau" désigne tout salarié appelé à travailler comme assistant comptable, caissier, caissière, assistant teneur de livres, sténographe et dactylographe."

2° Les mots "Le mot "livreur" désigne tout salarié" apparaissant au paragraphe "f" de l'article I, seront remplacés par les suivants: "Les mots "livreur" et "commis-livreur" désignent tout salarié".

3° Les paragraphes "g" et "i" de l'article I seront radiés.

4° Le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"a) *Etablissements commerciaux de détail*: Quarante-neuf heures et demie (49½) par semaine pour le personnel féminin et cinquante-cinq (55) heures par semaine pour le personnel masculin, réparties de la façon suivante:"

5° Les alinéas 5 et 6 suivants seront ajoutés au paragraphe "a" de l'article IV:

"5) Il sera alloué une heure et quinze minutes aux employés pour prendre leur repas."

"6) Le salaire de l'employé qui arrive en retard, sans raison motivée, sera réduit proportionnellement au taux de 1½% de son salaire."

6° Les mots "le lundi de Pâques" seront ajoutés après le mot "l'Epiphanie" apparaissant à l'article VI.

7° La dernière phrase de l'article VIII sera remplacée par les suivantes:

"L'expérience compte si elle a été acquise d'une façon continue dans le même genre de commerce ou de travail. Dans le cas d'une personne qui aurait abandonné son genre de travail ou de commerce pendant un an ou plus, ce cas particulier sera soumis au Comité paritaire en ce qui concerne l'expérience à lui reconnaître."

8° Le paragraphe "a" de l'article XIII sera remplacé par le suivant:

"a) *Etablissement commerciaux de détail*:

Catégories:	Salaires hebdomadaires	
	hommes	femmes
Gérant.	\$60.00	\$30.00
Chef de département ou premier commis.	46.00	30.00
Comptable.	41.00	25.00
Employés de bureau:		
1ère année.	15.50	14.00
2ème année.	22.50	19.75
3ème année.	26.00	21.00
4ème année.	30.00	
5ème année.	35.00	
4ème année et plus pour les femmes:		
1/3 classe A.	\$25.50	
1/3 classe B.	24.50	
1/3 classe C.	23.50	
6ème année et plus pour les hommes:		
1/3 classe A.	\$45.00	
1/3 classe B.	40.00	
1/3 classe C.	36.00	
Commis:		
1ère année.	\$15.00	\$14.00
2ème année.	21.00	18.50
3ème année.	25.00	20.50
4ème année.	28.50	23.50
5ème année.	32.50	25.50
6ème année.		27.50

tory by the decree number 109 of February 3, 1949, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsection "d" of section I will be replaced by the following:

"d) The words "office employee" mean any employee whose work is that of an assistant accountant, a cashier, an assistant bookkeeper, a stenographer or a typist."

2. The words "delivery man" mentioned in subsection "f" of section I will be replaced by the words "clerk-delivery man".

3. Subsections "g" and "i" of section I will be deleted.

4. The first paragraph of subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"a) *Retail commercial establishments*: Forty-nine hours and a half (49½) per week for female employees and fifty-five (55) hours per week for male employees, distributed as follows:"

5. The following paragraphs 5 and 6 will be added to subsection "a" of section IV:

"5) There shall be allowed to employees one hour and fifteen minutes for meals."

"6) The wages of an employee late to work, without sufficient reason, shall be reduced at the rate of 1½% of his wages."

6. The words "Easter Monday" will be added after the words "Epiphany Day" mentioned in section VI.

7. The last sentence of section VIII will be replaced by the following:

"Experience shall count when acquired in a continuous manner in a trade or work of the same nature. In the event of a person having given up his kind of work or trade for one year or more, such particular case shall be submitted to the Parity Committee as regards the experience to be taken into account."

8. Subsection "a" of section XIII will be replaced by the following:

"a) *Retail commercial establishments*:

Catégories:	Weekly wages	
	male	female
Manager.	\$60.00	\$30.00
Departmental manager or head-clerk.	46.00	30.00
Accountant.	41.00	25.00
Office employees:		
1st year.	15.50	14.00
2nd year.	22.50	19.75
3rd year.	26.00	21.00
4th year.	30.00	
5th year.	35.00	
4th year or more for female employees:		
1/3 class A.	\$25.50	
1/3 class B.	24.50	
1/3 class C.	23.50	
6th year or more for male employees:		
1/3 class A.	\$45.00	
1/3 class B.	40.00	
1/3 class C.	36.00	
Clerk:		
1st year.	\$15.00	\$14.00
2nd year.	21.00	18.50
3rd year.	25.00	20.50
4th year.	28.50	23.50
5th year.	32.50	25.50
6th year.		27.50

6ème année et plus pour les hommes:	
1/3 classe A.	\$45.00
1/3 classe B.	40.00
1/3 classe C.	36.00
Livreur avec voiture ou camion:	
1ère année.	\$17.75
2ème année.	23.00
3ème année.	34.50
4ème année.	40.25
Livreur à bicyclette:	
1ère année.	\$13.80
2ème année.	17.25"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 2 août 1952. 32996-o

6th year or more for male employees:	
1/3 class A.	\$45.00
1/3 class B.	40.00
1/3 class C.	36.00
Delivery man with horse-drawn vehicle or truck:	
1st year.	17.75
2nd year.	23.00
3rd year.	34.50
4th year.	40.25
Delivery boy on bicycle:	
1st year.	13.80
2nd year.	17.25"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, August 2, 1952. 32996-o

Nomination

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 11 juin 1952.

M. Richard Bowie, de Campbell's Bay, registrateur conjoint de la division d'enregistrement de Pontiac; député-protonotaire de la Cour supérieure, député-greffier de la Cour de circuit, député-greffier de la Cour de magistrat, député-greffier de la Couronne et député-greffier de la paix du district de Pontiac; juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Pontiac, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission de mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la présidence aux comparutions, à l'ajournement des causes, à l'audition des demandes de mise en liberté provisoire, à la fixation et à la réception des cautionnements, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix, et commissaire *per dedimus potestatem*.
32977-o

Appointments

His Honour, the Lieutenant-Governor, has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, June 11, 1952.

Mr. Richard Bowie, of Campbell's Bay, joint registrar for the registration division of Pontiac: to be Deputy-prothonotary of the Superior Court, Deputy-Clerk of the Circuit Court, Deputy-Clerk of the Magistrate's Court, Deputy-Clerk for the Crown and Deputy-Clerk of the Peace for the district of Pontiac; Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Pontiac, such jurisdiction, however, to be restricted to the administering of oaths, the receiving of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody, also the presiding at appearances, the adjournment of cases, the hearing of pleas for release on bail, the fixing and receiving of sureties, either alone when the Law permits it, or with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace, and Commissioner *per dedimus potestatem*.
32977

Sièges sociaux

TRANS-ATLANTIC COAL INC.

Avis est donné que la compagnie "Trans-Atlantic Coal Inc.", a établi son siège social au N° 1170 rue Drummond, en les cité et district de Montréal, province de Québec.
Signé ce 22e jour de juillet 1952.

Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ, C.R.
32988

Head Offices

TRANS-ATLANTIC COAL INC.

Notice is hereby given that "Trans-Atlantic Coal Inc.", has established its Head Office at No. 1170 Drummond Street, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.
Signed this 22nd day of July 1952.

MARCEL PICHÉ, Q.C.,
Secretary.
32988-o

SIDERUR (CANADA) LTD.

Avis est donné que la compagnie "Siderur (Canada) Ltd.", a établi son siège social à 507, Place d'Armes, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Signé ce 15e jour de juillet 1952.
Le Secrétaire,
32989 RONALD TODD CHAMBERS.

SIDERUR (CANADA) LTD.

Notice is hereby given that "Siderur (Canada) Ltd.", has established its Head Office at 507, Place d'Armes, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Signed this 15th day of July 1952.
RONALD TODD CHAMBERS,
Secretary.

BULKLEY, DUNTON CANADA LTD.

Avis est donné que la compagnie "Bulkley, Dunton Canada Ltd.", a établi son siège social à 10 ouest rue St-Jacques; chambre 808, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Signé ce 25e jour de juillet 1952.
Le Secrétaire,
32990 JEANNE M. VALENTINE.

BULKLEY, DUNTON CANADA LTD.

Notice is hereby given that "Bulkley, Dunton Canada Ltd.", has established its Head Office at 10 St. James Street West, Room 808, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Signed this 25th day of July 1952.
JEANNE M. VALENTINE,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

PAROISSE DE ST-LÉON-DE-MARSTON
(Comté de Frontenac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Adrien Breault, secrétaire-trésorier de la paroisse de St-Léon-de-Marston, comté de Frontenac, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 19 août 1952, pour l'achat de \$16,500.00 d'obligations de la paroisse de St-Léon-de-Marston, comté de Frontenac, datées du 1er mai 1952, et remboursables par séries du 1er mai 1953 au 1er mai 1972, inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$16,500. — 20 ans.

Année	Capital
1er mai 1953	\$ 500.00
1er mai 1954	500.00
1er mai 1955	500.00
1er mai 1956	500.00
1er mai 1957	500.00
1er mai 1958	500.00
1er mai 1959	500.00
1er mai 1960	500.00
1er mai 1961	1,000.00
1er mai 1962	1,000.00
1er mai 1963	1,000.00
1er mai 1964	1,000.00
1er mai 1965	1,000.00
1er mai 1966	1,000.00
1er mai 1967	1,000.00
1er mai 1968	1,000.00
1er mai 1969	1,000.00
1er mai 1970	1,000.00
1er mai 1971	1,000.00
1er mai 1972	1,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Lac Mégantic.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Redondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou

Tenders

Province of Quebec

PARISH OF ST-LÉON-DE-MARSTON
(County of Frontenac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Adrien Breault, Secretary-Treasurer of the Parish of St-Léon-de-Marston, county of Frontenac, until 8 o'clock p.m., Tuesday, August 19, 1952, for the purchase of an issue of \$16,500.00 of bonds of the parish of St-Léon-de-Marston, county of Frontenac, dated May 1st, 1952, and redeemable serially from May 1st, 1953, to May 1st, 1972, inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum payable semi-annually on May 1st, and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$16,500. — 20 years.

Year	Capital
May 1st, 1953	\$ 500.00
May 1st, 1954	500.00
May 1st, 1955	500.00
May 1st, 1956	500.00
May 1st, 1957	500.00
May 1st, 1958	500.00
May 1st, 1959	500.00
May 1st, 1960	500.00
May 1st, 1961	1,000.00
May 1st, 1962	1,000.00
May 1st, 1963	1,000.00
May 1st, 1964	1,000.00
May 1st, 1965	1,000.00
May 1st, 1966	1,000.00
May 1st, 1967	1,000.00
May 1st, 1968	1,000.00
May 1st, 1969	1,000.00
May 1st, 1970	1,000.00
May 1st, 1971	1,000.00
May 1st, 1972	1,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Lake Megantic.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole

en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la corporation municipale qui sera tenue mardi le 19 août 1952, à 8 heures p.m., en la salle municipale de St-Léon-de-Marston, comté de Frontenac.

La corporation municipale s'engage de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léon-de-Marston, (Comté de Frontenac), ce 28 juillet 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ADRIEN BREAUULT.

St-Léon-de-Marston,
Clé Frontenac, P.Q.

32999-0

or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Corporation to be held on Tuesday, August, 19 1952, at 8 o'clock p.m., in the municipal hall of St-Léon-de-Marston county of Frontenac.

The Municipal Corporation does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Léon-de-Marston (County of Frontenac) July 28, 1952.

ADRIEN BREAUULT,
Secretary-Treasurer.

St-Léon-de-Marston,
Co. Frontenac, P. Q.

32999

Province de Québec

CITÉ DE LÉVIS
(Comté de Lévis)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Pierre Lemieux, Greffier, 8 rue Fraser Lévis, comté de Lévis, jusqu'à 10 heures 30, a.m., mercredi le 20 août, 1952, pour l'achat de \$125,000.00 d'obligations de la Cité de Lévis, comté de Lévis datées du 1er juillet 1952 et remboursables par séries du 1er juillet 1953 au 1er juillet 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année, payable semi-annuellement, les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$125,000.—15 ans

Année	Capital
1er juillet 1953.	\$1,000.00
1er juillet 1954.	2,000.00
1er juillet 1955.	5,000.00
1er juillet 1956.	7,500.00
1er juillet 1957.	8,000.00
1er juillet 1958.	8,500.00
1er juillet 1959.	8,500.00
1er juillet 1960.	9,000.00
1er juillet 1961.	9,500.00
1er juillet 1962.	10,000.00
1er juillet 1963.	10,500.00
1er juillet 1964.	11,000.00
1er juillet 1965.	11,000.00
1er juillet 1966.	11,500.00
1er juillet 1967.	12,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Lévis, à Québec ou à Montréal.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Province de Québec

CITY OF LÉVIS
(County of Lévis)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Pierre Lemieux, City Clerk, 8, Fraser St., Lévis, County of Lévis, until 10.30 o'clock a.m. Wednesday, August 20th, 1952, for the purchase of an issue of \$125,000. of bonds of the City of Lévis, County of Lévis, dated July 1st, 1952 and redeemable serially from July 1st, 1953 to July 1st, 1967 inclusively, with interest at a rate which shall not be less than 3%, nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$125,000.—15 years

Year	Capital
July 1st, 1953.	\$1,000.00
July 1st, 1954.	2,000.00
July 1st, 1955.	5,000.00
July 1st, 1956.	7,500.00
July 1st, 1957.	8,000.00
July 1st, 1958.	8,500.00
July 1st, 1959.	8,500.00
July 1st, 1960.	9,000.00
July 1st, 1961.	9,500.00
July 1st, 1962.	10,000.00
July 1st, 1962.	10,500.00
July 1st, 1964.	11,000.00
July 1st, 1965.	11,000.00
July 1st, 1966.	11,500.00
July 1st, 1967.	12,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, at Québec or at Lévis.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 20 août, 1952, à 10 heures 30 a.m., à l'Hôtel de Ville de Lévis.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lévis, (Comté de Lévis), ce 30 juillet 1952.

Le Greffier,
PIERRE LEMIEUX, Notaire.
8, rue Fraser, Lévis,
Lévis, P.Q. 33000-0

interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 20th day of the month of August, 1952, at 10.30 o'clock a.m., at the City Hall of Lévis.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lévis, (County of Lévis), this 30th of July, 1952.

PIERRE LEMIEUX, Notary,
The City Clerk,
8, Fraser Street, Lévis,
(County of Lévis—, P. Q. 33000-0

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE
DE STE-AGATHE-DES-MONTS
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Georges Liboiron, secrétaire-trésorier, 40 rue Principale, Ste-Agathe-des-Monts, Cté Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 août 1952, pour l'achat de \$550,000.00 d'obligations de la commission scolaire de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, Cté de Terrebonne datées du 1er septembre 1952 et remboursables par séries du 1er septembre 1953 au 1er septembre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$550,000 — 20 ans.

Année	Capital
1er septembre 1953.....	x\$28,500.00
1er septembre 1954.....	x 29,500.00
1er septembre 1955.....	x 31,000.00
1er septembre 1956.....	x 32,500.00
1er septembre 1957.....	x 34,000.00
1er septembre 1958.....	x 35,500.00
1er septembre 1959.....	x 37,000.00
1er septembre 1960.....	x 38,500.00
1er septembre 1961.....	x 40,500.00
1er septembre 1962.....	x 42,500.00
1er septembre 1963.....	16,500.00
1er septembre 1964.....	17,000.00
1er septembre 1965.....	18,000.00
1er septembre 1966.....	18,500.00
1er septembre 1967.....	19,500.00
1er septembre 1968.....	20,500.00
1er septembre 1969.....	21,500.00
1er septembre 1970.....	22,000.00
1er septembre 1971.....	23,000.00
1er septembre 1972.....	24,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$279,175. accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$27,917.50 chacun, de 1953 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Agathe-des-Monts.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN
OF STE-AGATHE-DES-MONTS
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges Liboiron, secretary-treasurer, 40 Main Street (Rue Principale), Ste-Agathe-des-Monts, Co. Terrebonne, until 8 o'clock p.m., Monday, August 18, 1952, for the purchase of an issue of \$550,000.00 of bonds of the School Commission of the town of Ste-Agathe-des-Monts, Co. of Terrebonne, dated September 1st, 1952 and redeemable serially from September 1st, 1953 to September 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not less than 3% and not more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st, and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$550,000 — 20 years.

Year	Capital
September 1st, 1953. ...	x\$28,500.00
September 1st, 1954. ...	x 29,500.00
September 1st, 1955. ...	x 31,000.00
September 1st, 1956. ...	x 32,500.00
September 1st, 1957. ...	x 34,500.00
September 1st, 1958. ...	x 35,500.00
September 1st, 1959. ...	x 37,000.00
September 1st, 1960. ...	x 38,500.00
September 1st, 1961. ...	x 40,500.00
September 1st, 1962. ...	x 42,500.00
September 1st, 1963. ...	16,500.00
September 1st, 1964. ...	17,000.00
September 1st, 1965. ...	18,000.00
September 1st, 1966. ...	18,500.00
September 1st, 1967. ...	19,500.00
September 1st, 1968. ...	20,500.00
September 1st, 1969. ...	21,500.00
September 1st, 1970. ...	22,000.00
September 1st, 1971. ...	23,000.00
September 1st, 1972. ...	24,000.00

The letters "x" indicate the years during which the annual payments of a total amount of \$279,175. granted by the Provincial Secretary and payable in ten installments of \$27,917.50 each, from 1953 to 1962 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Ste-Agathe-des-Monts.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole

en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 août 1952, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, à 40 rue Principale, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Agathe-des-Monts, (Comté de Terrebonne), ce 9 juillet 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES LIBOIRON,

40, rue Principale,

Ste-Agathe-des-Monts,
(Cté Terrebonne), P.Q.,

32991-0

or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school Commissioners to be held on Monday August 18, 1952, at 8 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 40 Main Street (Rue Principale) Ste-Agathe-des-Monts county of Terrebonne.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Ste-Agathe-des-Monts (County of Terrebonne), this 9th day of July, 1952.

GEORGES LIBOIRON,
Secretary-Treasurer,

40 Main Street (rue Principale),

Ste-Agathe-des-Monts,
(Co. Terrebonne), P.Q.

32991

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 315 008. Dame Valérie Bourgeois & al., demandeurs, vs Dame Orpha Bourgeois & al., défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure séant à Montréal, dans le district de Montréal, le 27 juin 1952, dans une cause dans laquelle Dame Valérie Bourgeois, épouse commune en bien par contrat de mariage de Eldège Cloutier, journalier et ledit Eldège Cloutier tant personnellement que pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux de Laval Ouest, dans le district de Montréal et Adélarde Bourgeois, journalier, de Montréal et Adélarde Bourgeois, journalier, de Ste-Dorothée, dans le district de Montréal et Hubert Bourgeois, jardinier tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Dame Anna Sauriol, veuve en première noces et non remariée de Félix Bourgeois domicilié et résidant à Ste-Dorothée, dans le district de Montréal sont les demandeurs; ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit:

"Un emplacement situé au Village de la Paroisse de Ste-Dorothée, comté de Laval, connu et désigné comme étant la partie du lot N° cent vingt (120 Ptie) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Dorothée, de la contenance de trente pieds de largeur par soixante-cinq pieds de profondeur, tel que ledit emplacement existe actuellement, borné au front par le chemin public, en arrière et d'un côté vers l'est par partie dudit lot appartenant au Sieur Welly Gravel; de l'autre côté, vers l'ouest, par le terrain de la Fabrique de Ste-Dorothée; avec les bâtisses dessus érigées; (portant actuellement le N° 105 de la rue Principale dudit Village de Ste-Dorothée);

Avec toutes servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble;"

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 315 008. Mrs. Valérie Bourgeois & al., plaintiffs, vs Mrs. Orpha Bourgeois & al., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a Judgment of the Superior Court sitting in Montreal in the District of Montreal on June 27th 1952, in the case where Dame Valérie Bourgeois, wife common as to property by marriage contract of Eldège Cloutier, laborer and the said Eldège Cloutier, the latter both personally and to authorize and to assist his said wife to the presents, both of Laval West in the District of Montreal, and Adélarde Bourgeois, laborer, of St. Dorothée in the District of Montreal and Hubert Bourgeois, gardiner, both personally and in his quality of testamentary executor of late Dame Anna Sauriol, widow by first marriage and not remarried of Félix Bourgeois, domiciled and residing in St. Dorothée in the District of Montreal are the plaintiffs; ordering the licitation of the immoveable designated as follows:

"An emplacement situated in the Village of the Parish of St. Dorothée, Laval County known and designated as being part of lot No. one hundred and twenty (120-Ptie) on the official plan and in the book of reference of the Parish of St. Dorothée, containing thirty feet width by sixty five feet depth as the whole presently subsists, bounded in front by the public road, and rear on one side going toward East by part of said lot belonging to Welly Gravel Esq.; on the other side going toward west, by the land of the Fabric of St. Dorothée, with the buildings thereon erected; (bearing actually No. 105 of the Main Street of said Village of St. Dorothée).

With all active or passive servitudes apparent or occult attached to said immoveable;"

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the day of THIRD of SEPTEMBER

1952 à DIX heures TRENTE de l'avant-midi, heure avancée, Cour tenant, dans la Salle d'Audience du Palais de Justice à Montréal, chambre 31, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges, ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses de droit de le faire.

Un dépôt de \$1200.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 23 juillet 1952.
Vraie copie. Le Procureur des demandeurs,
32992-31-2-o (Signé) ADOLPHE PREVOST.

1952 at HALF past TEN o'clock in the forenoon Montreal, daylight saving time, court sitting, in the court, Room No. 31 in the Court House of Montreal, the said sale to be made subject to the charges clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the Said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1200.00 shall be exacted from each and every bidder.

Montreal, July 23rd 1952.
True copy. (Signed) ADOLPHE PREVOST,
32992-31-2-o Attorney for plaintiffs.

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec
—
VILLE SAINT-MICHEL
(Comté Laval)
—
AVIS PUBLIC

Province of Quebec
—
TOWN OF SAINT-MICHEL
(County of Laval)
—
PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'hôtel de Ville Saint-Michel, MARDI, le (19) DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-deux (1952), à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Town of Saint-Michel on TUESDAY the (19) NINETEENTH day of AUGUST, nineteen hundred and fifty-two (1952) at TEN o'clock in the forenoon daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 22 juin 1952 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated June 22nd, 1952, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, Section 3

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Paul V. Pearson	365	344.
Angela O'Connor, épouse de-wife of David Duffy	365	398, 399.
Anna Makorowsky, épouse de-wife of Sam Snyder	442	9, 10, 11, 12, 13, 14, 61, 62, 63, 64, 65, 66.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Ovila Ménard	442	434, 435.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Dominion Equity & Securities Co. Ltd.	442	492 P. 2/3 du lot.
Etant les 2/3 du susdit lot seulement, avec bâtisse dessus érigée et portant le N° civique 7129 rue Dante et borné comme suit: En front: par la rue Dante; à l'arrière: par le lot cad. 442, subd. 523; sur le côté nord, par le lot cad. 442, subd. 491 et par le côté sud, par le résidu du lot cad. 442 subd. 492.	Being 2/3 only of lot with building thereon erected and bearing civic number 7129 Dante St., and bounded as follows: In Front: by Dante St.; at the rear: by lot cad. 442, subd. 523; on north side: by lot cad. 442, subd. 491 and on south side by the residue of lot cad. 442, subd. 492.	
Equity Land Co.	442	402 P. (1/3 du lot).
Etant le 1/3 du susdit lot, lequel est borné comme suit: En front, par la rue Dante; à l'arrière, par le lot cad. 442, subd. 523; sur le côté sud, par le lot cad. 442, subd. 493; et sur le côté nord, par le résidu du lot cad. 442, subd. 492.	Being 1/3 of said lot, and bounded as follows: In front, by Dante St.; at the rear, by cad. 442, subd. 523; on south side, by lot cad. 442, subd. 493; and on north side, by the residue of lot cad. 442, subd. 492.	

Joseph Auger.....	442.....	493.
Ernest Robillard.....	442.....	818 P., 819.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
La partie du susdit lot 813 ayant une superficie approximative de 1,300 pieds, et borné comme suit: En front, par le Chemin St-Michel; en arrière, par le lot cad. 442, subd. 9; sur le côté ouest par la rue Dryden; et sur le côté est, par le résidu dudit lot cad. 442, subd. 818, appartenant à Monsieur Omer Bureau.		
The part of the said lot 813 having an area of 1,300 ft approximately, and bounded as follows: In front, by St. Michel; at the rear, by lot cad. 442, subd. 9; on west side, by Dryden Street; and on east side by the residue of said lot cad. 442, subd. 818, belonging to Mr. Omer Bureau.		
Antoine Bastien.....	443.....	158, 159.
Pierre Romando.....	443.....	510.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Oliansky Param, épouse de-wife of Pol Risak & al.....	443.....	701, 702.
Paul-Émile Savignac, Thérèse et André Savignac.....	444.....	11.
Avec bâtisses dessus érigées (½ indivis).		With buildings thereon erected (½ indivis).
	445.....	197-3,
	444.....	12.
	445.....	196-2.
	444.....	13.
	445.....	195-2.
	444.....	14.
	445.....	194-2.
Joseph-F. Paquette.....	445.....	74, 75.
Charles Vendette.....	446.....	611, 616.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Gérard Hamel.....	446.....	645.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Equity Land Co.....	446.....	732.
Norman G. Threlfall.....	474.....	66, 67 P.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Ce lot a une superficie approximative de 950 pieds et borné comme suit: En front par la 2 ^{ème} ave; en arrière par la ruelle N° 474-62; sur le côté nord, par le résidu du lot cad. 474, subd. 67; et sur le côté sud, par le lot cad. 474, subd. 66.		
This lot has an area of 950 ft approximately, and bounded as follows: In front, by the 2nd ave; in the rear, by lane No. 474-62; on north side, by the residue of said lot 474, subd. 67, and on south side, by lot 474, subd. 66.		
St. Lawrence Investment.....	474.....	128.
Teskey Farm Land Ltd.....	474.....	304, 813-3.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la ville Saint-Michel.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachés auxdits immeubles.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the town of Saint-Michel.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la ville Saint-Michel, ce (22) vingt-deuxième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-deux (1952).

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
A. E. CHEVRIER.

Vraie copie.
Le Secrétaire-trésorier,
A. E. CHEVRIER. 32971-30-2-o

Given at the Town of Saint-Michel, this (22) twenty-second day of July, nineteen fifty-two (1952).

(Seal) A. E. CHEVRIER,
Secretary-treasurer.

True Copy.
A. E. CHEVRIER,
Secretary-treasurer. 32971-30-2-o

Province de Québec

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES
(Comté de Laval)

Avis public est, par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, en l'Hôtel de Ville, de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, JEUDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-deux (1952), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 11 juillet 1952, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geroges V, chapitre 33, section 3.

Province of Quebec

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES
(County of Laval)

Public Notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by Public Auction at the Office of Pointe-aux-Trembles on THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of AUGUST, Nineteen hundred and fifty-two (1952), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the Municipal and School taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission by a decision dated July 11th, 1952, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of Article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Archambault, Victor	235	304, 354, 377, 400
Ashford, Arthur et son épouse-and his wife Elizabeth Rose	182	288, 289.
Brault, Ovide	176	118.
Chaput, Wilfrid	199	836, 837.
Corbeil, Alfred	180	71, 212, 213.
De Pelsemaker, Pierre	108	56.
Desmarais, Hubert	181	404.
Ethier, Lucien	93	113.
Ferguson, J.-Louis	121	945, 946.
Haney, H. M.	121	2/5 1007.
Jeannotte, Maximilien	198	92.
Kuczer, Michifor et son épouse-and his wife Mary Saloway	182	246, 247.
L'Archevêque, Adolphe	182	133.
Leclair, Angelina, épouse de-wife of Napoléon Leclair	227	300 à-to 303 incl., 353 à-to 356 incl., 414 à-to 421 incl.
Leclerc, Jeanne	198	27.
Lecours, Georgiana, épouse de-wife of Louis Boutin	227	14.
Lecourt, Louise, veuve de-widow of William Carrière	184	346, 347, 348.
Legault, Rose et-and Léo P.	199	678.
Latourelle, Clorinthe, épouse de-wife of Magloire Séguin	199	579.
Matei, Trifu	121	845.
McKenzie, Frederick M., Succ.-Estate	206	609, 610, 611.
McSloy, James A., Succ.-Estate	121	1171 à-to 1176 incl.
Ouellette, Léonard	199	651, 652, 653.
Robert, P. P., Succ.-Estate	182 avec-with	1/2 N.-O.-N.-W 146.
	181	1/2 N.-O.-N.-W. 192.
	182 avec-with	1/2 S.-E. 147.
	181	1/2 S.-E. 193.
	180	78.
Sénécal, Aimé	206	110, 111.
St-Jean, Gérard	121	1100 à-to 1116 incl.
Torok, Peter		

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles. Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes et occultes, attachées auxdits immeubles.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles. The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Donné en la Ville de la Pointe-aux-Trembles, ce vingt-et-unième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-deux.
(Seal) Le Secrétaire-trésorier,
PAUL A. TRUDEAU.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles this twenty-first day of July, nineteen hundred and fifty-two.
(Seal) PAUL A. TRUDEAU,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE MONTRÉAL-NORD
COMTÉ LAVAL

TOWN OF MONTREAL NORTH
LAVAL COUNTY

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI (27) VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-deux (1952) à DIX heures de l'avant-midi heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the Town of Montreal North, on WEDNESDAY (27) the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST nineteen hundred and fifty-two (1952) at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 26 juillet 1952 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated July 26th, 1952, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of Proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Aldéas Sauvé	35	728, 729
Clara Sauvé (Mlle — Miss)	35	730, 731
Emuel H. Ward	35/36	317/236 — 318/237

(Avec bâtisse dessus érigée) (With building thereon erected)

Noms des propriétaires Names of Proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Michel Tremblay (Mme — Mrs.)	36/37	767/467
John H. Morgan	37	527, 528, 529, 530
Joseph Archambault	45	863
Roméo Lauzon	45	668, 669
Honoré Bouchard (Mme — Mrs.)	50	117
Armand Couturier	59	10, 11, 18, 58
Louis Abran	79	222, 223, 224
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Walter D. Skinner	82	124, 125, 126, 127, 128
Walter D. Skinner (Mme — Mrs.)	82	129, 130, 131, 132, 133, 134, 135.
Walter W. Skinner	82	240, 241
Ernest Hogue	86/90	74/242, 74/243
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Roméo Dubois	90	47, 48
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Canadian Legion North Star	90	178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185.
Adélarid Ricard	90	582, 583, 584
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Pierre Robillard	93	438
Napoléon O. Lavergne	114	241, 242, 243, 244
A distraire cependant des susdits lots une certaine partie vendue à la Ville Montréal-Nord pour l'élargissement du boulevard Saint-Michel.		To distract from the said lots a certain part sold to the Town of Montreal North for the widening of St. Michel Blvd.
Roger Maynard	115	133, 134, 135, 136, 137, 138.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachés auxdits immeubles.

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce (29) vingt-neuvième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-deux (1952).

(Vraie copie)

32997-31-2-0

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ BERGERON, c.a.

The above immovables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Montreal North, this (29) twenty-ninth day of July, nineteen hundred and fifty two (1952).

(True copy)

32997-31-2-0

RENÉ BERGERON, c.a.,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

ABITIBI

Canada, Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 8592 { J. E. MONTAMBEAULT, Marchand d'Amos, district d'Abitibi, demandeur, vs Dame MADELEINE MARCIL, épouse séparée de biens de Gérard Lussier, débiteur, de la Ville d'Amos, et ledit GÉRARD LUSSIER tant personnellement que pour fin d'autoriser son épouse aux présentes, défendeur.

AVIS DE VENTE

Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel, pour la ville d'Amos, sous le numéro un (1) du bloc dix sept (17), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Ville d'Amos, le SAMEDI SIX SEPTEMBRE 1952 à DEUX (2) heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS
Amos 26 juillet 1952. 32993-31-2-0

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

Canada, Province of Quebec,
District of Abitibi

Superior Court, No. 8592 { J. E. MONTAMBEAULT, Merchant of Amos district of Abitibi, plaintiff, vs Dame MADELEINE MARCIL, wife separate as to property of Gérard Lussier, remover of debts, of the Town of Amos, and the said GÉRARD LUSSIER, both personally and to authorize his wife purposes hereof, defendant.

NOTICE OF SALE

The lot known and designated on the official cadastral plan and book of reference, for the town of Amos, under number one (1) of block seventeen (17), with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the Town of Amos SATURDAY, SEPTEMBER SIXTH, 1952 at TWO (2) o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Amos, July 26, 1952. 32993-31-2
Sheriff.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, — Province de Québec,
District d'Arthabaska.

Cour Supérieure, { **R**AYMOND NOËL, avo-
N° 7348 { cat et conseil de la Reine,
des cité et district de Mon-
tréal, demandeur; vs WILFRID LANGLOIS,
cultivateur, de St-Ferdinand d'Halifax, district
d'Arthabaska, défendeur.

1. Une propriété située sur le huitième rang de la paroisse de St-Ferdinand, comté de Mégantic, contenant quatre-vingt acres en superficie, plus ou moins, connue au cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant la moitié sud-est du lot numéro six cent vingt-cinq (½ S.E. N° 625), bornée d'un bout au sud-ouest au Lac William et de l'autre bout au nord est au cordon entre les rangs huit et neuf, d'un côté au nord-ouest à la moitié nord-ouest du même lot, appartenant aux Sœurs de la Charité de Québec, et de l'autre côté au sud-est au lot numéro six cent vingt-six.

2° Un autre terrain situé sur le huitième rang de la paroisse de St-Ferdinand, comté de Mégantic, mesurant un acre de largeur sur la profondeur du rang, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant la partie nord-ouest du lot numéro six cent vingt-six (Pt.N.O. No. 626) borné d'un bout au sud-ouest au lac William, à l'autre bout au nord-est au cordon entre les rangs huit et neuf, d'un côté au nord-ouest au lot six cent vingt-cinq, et de l'autre côté au sud-est à la partie sud-est du même lot numéro six cent vingt-six appartenant à Rosario Labonté.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Ferdinand d'Halifax, JEUDI le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1952, à DEUX heures de l'après midi (heure avancée).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, **ROLAND PROVANCHER**
Arthabaska, le 23 juillet 1952. 32998-31-2-0

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
St-Joseph de Beauce, District de Beauce

Cour du Magistrat, { **M**ASTAI FORTIN, né-
N° 11,572. { gociant, St-Ephrem,
à savoir: { co. Beauce et actuellement
demeurant au N° 272 Avenue des Pins est, Québec,
contre EDMOND ARSENAULT anciennement
de St-Evariste, Co. Frontenac et actuellement
demeurant sur le N° 5B, rang 8, canton Aylmer,
St-Sébastien, Co. Frontenac, à savoir: la moitié
indivise d'un emplacement faisant partie du lot
N° 5B du rang 8 du canton Aylmer, borné en
front par le chemin public, à la profondeur du
terrain de Omer Roy, d'un côté à celui de veuve
Alcide Bolduc, et de l'autre côté à une route
publique, ainsi que bâtisses et dépendances qui
s'y trouvent.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Courcelles, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures du matin, heure avancée.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **J. S. POULIOT**
St-Joseph de Beauce, 28 juillet 1952.
32994-31-2-0

[Première insertion: 2 août 1952]
[Seconde insertion: 16 août 1952]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, — Province of Quebec,
District of Arthabaska

Superior Court, { **R**AYMOND NOËL, advo-
No. 7348 { cate and Queen's Coun-
sel, of the city and district
of Montreal, plaintiff; vs WILFRID LANGLOIS,
farmer, of St-Ferdinand d'Halifax, district of
Arthabaska, defendant.

1. A property situate in the eight range of the parish of St-Ferdinand, county of Mégantic, containing eighty acres in superficial area, more or less, known on the official cadastre for the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being the southeast half of lot number six hundred and twenty-five (S.E. ½ No. 625), bounded at one end on the southwest by Lake William, at the other end on the northeast, by the line (cordon) between ranges eight and nine, on one side on the northwest, by the northwest half of same lot, belonging to the "Sœurs de la Charité de Québec", and on the other side, on the southeast by lot number six hundred and twenty-six.

2. Another lot of land situate in the eight range of the parish of St-Ferdinand, county of Mégantic, measuring one acre in width by the depth of the range, known and designated on the official cadastre for the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being the northwest part of lot number six hundred and twenty-six (N.W. Pt. No. 626) bounded at one end to the southwest by Lake William, at the other end to the northeast by the "cordon" between ranges eight and nine, on one side to the northwest by lot six hundred and twenty-five, and on the other side to the southeast by the southeast portion of the same lot number six hundred and twenty-six, belonging to Rosario Labonté.

To be sold at the church door of the parish of St-Ferdinand d'Halifax, on THURSDAY, the FOURTH day of SEPTEMBER, 1952, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

ROLAND PROVANCHER,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaska, July 23, 1952. 32998-31-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
St-Joseph de Beauce, District of Beauce

Magistrate's Court, { **M**ASTAI FORTIN,
No. 11,572 { merchant, St-
to wit: { Ephrem, Co. Beauce, and
and presently living at No. 272 Pine Avenue, East,
Quebec, against EDMOND ARSENAULT,
heretofore of St-Evariste, Co. Frontenac and
presently living at No. 5B, range 8, Township
Aylmer, St-Sébastien, Co. Frontenac, to wit:
the undivided half of an emplacement being
part of lot No. 5B of range 8 of township Aylmer,
bounded in front by the public road, in depth
by the land of Omer Roy, on one side by that of
widow Alcide Bolduc, and on the other side by
a public highway, with the buildings and depend-
encies found thereon.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Courcelles, the EIGHT day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, July 28, 1952.
32994-31-2

[First insertion: August 2, 1952]
[Second insertion: August 16, 1952]

BEDFORD

Canada, Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { COWANSVILLE BUIL-
N° 4272. { DING SUPPLIES
LTD., Corps politique et
incorporé suivant la Loi et ayant sa principale
place d'affaires dans la ville de Cowansville,
district de Bedford, demanderesse, vs HENRY
RUMMEL, du canton de Brome, dit district,
défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot numéro 52 au plan du cadastre officiel
du canton de Brome, dans le comté de Brome et
les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholi-
que Ste-Rose-de-Lima de Sweetsburg, MARDI,
le DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE, à
DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Palais-de-Justice,
Sweetsburg, le 25 juillet 1952. 32995-31-2

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

Supérieur Court, { COWANSVILLE BUIL-
No. 4272 { DING SUPPLIES
LTD., a body corporate and
politic, duly incorporated according to law, and
having its head office and chief place of business
in the Town of Cowansville, district of Bedford,
plaintiff, vs HENRY RUMMEL, of the Town-
ship of Brome, said district, defendant.

As belonging to the defendant:

"The lot number 52 of the Official Cadastral
Plan of the Township of Brome, in the county of
Brome, and the buildings thereon erected."

To be sold at the Catholic church door of
Ste-Rose-de-Lima of Sweetsburg, TUESDAY, the
SECOND day of SEPTEMBER, at TEN
o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Sweetsburg, July 25, 1952. 32995-31-2-o

GASPÉ

District de Gaspé, Percé, P.Q.

Cour Supérieure, { ALFRED ROSS, mar-
N° 3390 { chand de St-Joachim
de Tourelle district de Gaspé,
demandeur vs JOSEPH THERRIEN de Sacré-
Cœur Deslandes, comté de Gaspé, défendeur.

Tous les droits, titres et améliorations sur
un lot situé en la paroisse de Sacré-Cœur
Tourelle, étant partie du lot N° 38 du 4ième rang,
rang ouest ruisseau Castor, borné au nord par
Horace St-Laurent, à l'est par le ruisseau Castor,
au sud par Elie St-Laurent et à l'ouest par le
N° 29.

Tous les droits, titres et améliorations sur un
lopin de terre, étant partie du lot N° 38 sus dési-
gné, ledit lopin de terre, servant à l'exploitation
d'un moulin à scie. Toutes les bâtisses, circons-
tances et dépendances construites et érigées
sur ladite partie du lot N° 38 en premier lieu
décrite, lesdites bâtisses consistant en les sui-
vantes; Une maison de 27X34 pieds a deux
étages. Une maison de 22X24 pieds à 1 1/2
étages. Un hangar, garage, grange-étable-écu-
rie et un moulin à scie mû par la vapeur avec tous
les accessoires s'y trouvant.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale
de la paroisse de Sacré-Cœur Deslandes, comté de
Gaspé-Nord le QUATRIÈME jour de
SEPTEMBRE 1952 à DIX heures de l'avant-
midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P. Q. le 28 juillet 1952. 33002-31-2-o

GASPÉ

District of Gaspé, Percé, P.Q.

Superior Court, { ALFRED ROSS, mer-
No. 3390. { chant, of St-Joachim de
Tourelle, district of Gaspé,
plaintiff; vs JOSEPH THERRIEN, of Sacré-
Cœur Deslandes, county of Gaspé, defendant.

All the rights, titles and improvements to and
on a lot of land situate in the parish of Sacré-
Cœur Tourelle, being part of lot No. 38 of the
4th range, the range west of the Castor Stream,
bounded on the north by Horace St-Laurent, on
the east by the Castor Stream, on the south
by Elie St-Laurent and on the west by No. 29.

All the rights, titles and improvements to and
on a parcel of land, being part of lot No. 38 above
described, the said parcel of land being used for
the operation of a sawmill. All the buildings,
circumstances and dependencies built and erected
on the said part of lot No. 38 firstly described,
the said buildings consisting of the following:
A two story house measuring 27X34 feet. A
1 1/2 story house 22X24 feet. A shed, garage,
barn-stable-cowshed and a sawmill operated by
steam, with all the accessories installed therein.

To be sold, at the parochial church door of the
parish of Sacré-Cœur Deslandes, county of
Gaspé-North, on the FOURTH day of SEP-
TEMBER, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P. Q. July 28, 1952. 33002-31-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { DAME ROSE ANNA
N° 54721. { HUARD, épouse sépa-
rée de corps et de biens de
Joseph L'Heureux, ci-devant de Les Écureuils,
comté de Portneuf, actuellement de Loretteville,
district de Québec; contre JOSEPH L'HEU-
REUX, ci-devant de Les Écureuils, comté de
Portneuf, actuellement de Loretteville, district
de Québec, savoir:

La subdivision N° 20 (vingt) du lot N° 626
(six cent vingt-six) du cadastre officiel pour la
paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette,

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { DAME ROSE ANNA
No. 54721. { HUARD, wife separate
as to bed and board of Joseph
L'Heureux, heretofore of Les Écureuils, county of
Portneuf, now of Loretteville, district of Quebec;
against JOSEPH L'HEUREUX, heretofore of
Les Écureuils, county of Portneuf, now of Loret-
teville, district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 20 (twenty) of lot No. 626
(six hundred and twenty-six) of the official ca-
dastre for the parish of St-Ambroise de la Jeune
Lorette, county of Quebec, being an emplace-

comté de Québec, étant un emplacement situé en la ville de Loretteville, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 15 juillet 1952. 32948-29-2-o
[Première insertion: 19 juillet 1952.]
[Deuxième insertion: 2 août 1952.]

ment située in the Town of Loretteville — with the buildings thereon reected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parish church door of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, July 15, 1952. 32948-29-2
[First insertion: July 19, 1952.]
[Second insertion: August 2, 1952]

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 787

—
Québec, le 23 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—
Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2991 du 10 novembre 1937, amendé par les arrêtés numéros 2424 du 16 novembre 1939, 3583 du 4 octobre 1940, 1647 et 2055 des 28 juin et 13 août 1941, 357 du 13 février 1942, 2346, 2806, 3168 et 4037 des 27 juin, 19 juillet, 16 août et 26 octobre 1944, 3233 du 17 août 1945, 2437 du 20 juin 1946, 1009-A, 1310-C, 1352-C et 1883-B des 18 juin, 12 et 20 août et 12 novembre 1947, 31-A, 971-G, 1233-B et 1763-F des 8 janvier, 30 juin, 22 septembre et 23 décembre 1948, 50-A et 385-D des 12 janvier et 14 avril 1949, 973-D du 30 août 1950, 382-A et 487-E des 12 avril et 2 mai 1951 et 138-E du 27 février 1952, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 mai 1952;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2991, soit modifié comme suit:

1°. L'article I est remplacé par le suivant:

"I. *Jurisdiction industrielle*: a) Le présent décret s'applique à tous les employeurs et/ou manufacturiers de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons et de l'industrie des vêtements d'enfants et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, à tous les salariés engagés dans la production en entier ou en partie, dans toute la province de Québec (soit dans les ateliers ou autres locaux de l'employeur, ou ailleurs), des vêtements suivants:

Dans ce décret et dans sa mise en application, à moins que le contexte l'indique autrement, les mots et les expressions utilisés pour décrire les catégories et les styles de vêtements ainsi que

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 787

—
Québec, July 23, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—
Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Québec, rendered obligatory by the decree number 2991 of November 10, 1937, and amended by Orders 2424 of November 16, 1939, 3583 of October 4, 1940, 1647 and 2055 of June 28 and August 13, 1941, 357 of February 13, 1942, 2346, 2806, 3168 and 4037 of June 27, July 19, August 16 and October 26 1944, 3233 of August 17, 1945, 2437 of June 20, 1946, 1009-A, 1310-C, 1352 C and 1883-B of June 18, August 12 and 20, and November 12, 1947, 31-A, 971-G, 1233-B and 1763-F of January 8, June 30, September 22 and December 23, 1948, 50-A and 385-D of January 12 and April 14, 1949, 973-D of August 30, 1950, 382-A and 487-E of April 12 and May 2, 1951 and 138-E of February 27, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 3, 1952;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

BE IT ENACTED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2991, be amended as follows:

1. Section I is replaced by the following:

I. *Industrial jurisdiction*: a) The present decree shall apply to all employers and/or manufacturers engaged in the men's and boys' clothing industry, as well as children's clothing and, without restricting the generality of the foregoing, it shall govern the employment of all persons engaged in the entire or partial production, anywhere in the Province of Québec (whether in factories or other premises of the employer or its agent, or elsewhere), of the following:

In this decree and its application, unless the context requires otherwise, words and expressions used to describe types and styles of garments and

les méthodes de production, ont la signification qui leur est attribuée par la coutume et la pratique dans l'industrie du vêtement.

Cédule I: Vêtements de la Classe A, comprenant:

Pardessus, paletots, complets, vestons-sac, veston non assortis, gilets, vestons-sport, (blazers), vestes, pantalons, pantalons-sports (slacks), pantalons d'équitation, culottes-pantalons, complets et habits de cérémonie, imperméables, pardessus "station wagon", pardessus-tempête, uniformes civils ou militaires, et tous autres vêtements de dessus pour hommes, garçons jeunes gens et adolescents, quels qu'en soient les modèles et les tissus.

Tout travail exécuté sur des vêtements de la Classe A doit être payé à des taux qui ne doivent pas être inférieurs aux taux minima stipulés dans la cédule I, article VII, paragraphe "b", plus le boni de vie chère tel que prévu au paragraphe "a" du même article.

Cédule II: Vêtements de la Classe B, comprenant:

Les manteaux de pluie imperméabilisés ou réfractaires à l'eau, les pardessus "station wagon", chandails (cardigans), costumes de ski, capes, coupe-vent (bush jackets), pardessus (surcoats), costumes de plage, "jerkins", coupe-vent, mackinaws et autres vêtements semblables faits pour hommes et garçons, à moins de dispositions contraires, si ces vêtements sont:

i. coupés et fabriqués en quantités et seulement d'après les mesures et tailles régulières de l'industrie et non d'après les tailles, mesures et spécifications individuelles;

ii. fabriqués par un système de sectionnement, tel qu'utilisé par les manufacturiers de vêtements d'hommes et de garçons, ou la production est divisée en un certain nombre d'opérations;

iii. d'une fabrication inférieure à celle qui est ordinairement employée dans la confection de pardessus, paletots et vestons-sac;

iv. fabriqués de tissus de qualité inférieure pesant moins de huit (8) onces la verge carrée, pourvu que lesdits vêtements soient d'abord soumis au Comité conjoint et approuvés comme vêtements de la Classe B, d'après les conditions ci-dessus.

Les uniformes civils ou militaires, fabriqués conformément aux dispositions ci-dessus, seront classés dans cette catégorie.

Tout travail exécuté sur des vêtements de la Classe B doit être payé à des taux qui ne doivent pas être inférieurs aux taux minima stipulés dans la Cédule II, article VII, paragraphe "b", plus le boni de vie chère tel que prévu au paragraphe "a" du même article.

Cédule III: Pantalons non-assortis, comprenant:

Toutes les catégories de pantalons, culottes-pantalons, pantalons-golf, culottes hollandaises et culottes bouffantes, de même que les pantalons d'uniformes civils ou militaires, s'ils sont:

i. coupés et fabriqués en quantités substantielles seulement;

ii. fabriqués seulement d'après les mesures et tailles régulières de l'industrie et non d'après les tailles, mesures et spécifications individuelles, et

iii. à l'exception des uniformes militaires, fabriqués seulement pour la vente en détail et non pas avec l'intention qu'ils soient ajoutés à des vestons ou des gilets de tissus identiques ou semblables pour former des complets.

Tout travail exécuté sur des pantalons non-assortis doit être payé à des taux qui ne doivent

methods of production shall have the meaning attributed to them by custom and practice in the clothing trade.

Schedule I: Class A garments, which shall include:

Overcoats, topcoats, suits, sack coats, odd coats, jackets, blazers, vests, pants, slacks, jodhpurs, breeches, evening and formal wear, raincoats, station wagon coats, storm coats, uniforms made for civilian or military purposes, and all other outerwear clothing for men, boys, youths and juveniles, irrespective of styles and materials used.

All work performed on Class A garments shall be paid at rates not lower than the minimum rates of wages stipulated in Schedule I, section VII, subsection (b), plus the cost of living bonus as provided in subsection (a) of the same section.

Schedule II: Class B garments, which shall include:

Waterproof and water repellent raincoats, station wagon coats, cardigans, shi suits, capes, bush jackets, surcoats, beach coats, jerkins, windbreakers, mackinaws and other similar garments made for men and boys, unless otherwise provided herein, when such garments are:

i. cut and produced in quantities and manufactured only to standard trade measurements and sizes and not to individual sizes, measurements or specifications;

ii. manufactured by a section system, as used by men's and boys' clothing manufacturers, where production is broken up into varying numbers of operations;

iii. manufactured of a make inferior to that ordinarily used in the production of men's and boys' overcoats, topcoats and sackcoats;

iv. made of materials of inferior quality weighing less than eight ounces per square yard, provided that such garments are first submitted and approved by the Joint Committee as Class B garments, in accordance with the foregoing.

It shall include all such garments when made as uniforms, whether for civilian or military purposes.

All work performed on Class B garments shall be paid at rates not lower than the minimum rates of wages stipulated in Schedule II, section VII, subsection (b) plus the cost of living bonus as provided in subsection (a) of the same section.

Schedule III: Odd Pants, including: All types of pants, breeches, golfers, knickers and bloomers, of every style and description, as well as uniform-pants made for civilian or military purposes, which are

i. cut and produced only in substantial quantities;

ii. manufactured only to standard trade measurements and sizes and not to individual sizes, measurements or specifications, and,

iii. except for military uniforms manufactured for sale only as individual units in retail stores and not intended to be matched or sold with any coat or vest of the same or similar cloth.

All work performed on Odd Pants shall be paid at rates not lower than the minimum rates of

pas être inférieurs aux taux minima stipulés dans la Cédule III, article VII, paragraphe "b", plus le boni de vie chère tel que prévu au paragraphe "a" du même article.

Cédule IV: Vêtements d'enfants comprenant:

- i. Vêtements d'enfants de 3, 4, 5 et 6 ans, n'excédant pas la taille 24, quel que soit le système de production; et
- ii. vêtements pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement, quand ces vêtements sont manufacturés par une méthode ou un mode de production normalement employé dans l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons.

Exception: La présente cédule IV ne s'applique pas quand lesdits vêtements sont fabriqués par un manufacturier, un entrepreneur ou un sous-entrepreneur intéressé principalement dans l'industrie de la confection et de la vente des manteaux, costumes et jupes pour femmes et jeunes filles âgées de plus de 14 ans.

Tout travail exécuté sur des vêtements d'enfants doit être payé à des taux qui ne doivent pas être inférieurs aux taux minima stipulés dans la Cédule IV, article VII, paragraphe "b", plus le boni de vie chère tel que prévu au paragraphe "a" du même article.

b) Exceptions: 1. Le présent décret ne s'applique pas à la fabrication de:

- i. chemises;
- ii. salopettes, couvre-tout et salopettes-combinaisons pour ouvriers, et uniformes de coton faits de toile à voile (duck), mèche (drill) ou moleskine.
- iii. uniformes devant être portés par les participants aux jeux sportifs;
- iv. vêtements faits de caoutchouc, de tissu caoutchouté ou de cuir;
- v. coupe-vent pour ouvriers;
- vi. mackinaws pour ouvriers;
- vii. pantalons et culottes manufacturés de coton brut ou de tissu de laine pesant vingt (20) onces ou plus la verge;
- viii. tous les vêtements de travail, fabriqués de coton, non autrement spécifiés;
- ix. a) robes pour femmes, jeunes filles, fillettes et enfants;
- b) habits de neige pour enfants jusqu'à l'âge de 14 ans, quels qu'en soient les modèles et les tissus;
- c) vestons-sport (blazers) et vestons-chandails (cardigans) pour enfants, quels qu'en soient les modèles et les tissus;
- d) culottes courtes ou jupes avec ou sans bavette pour enfants, lesquelles culottes ou jupes ne font pas partie d'un ensemble, quels qu'en soient les modèles et les tissus;
- e) ensembles de coton lavable, généralement connus dans l'industrie comme "ensembles lavables";
- f) nonobstant toute autre disposition du présent décret, tous autres vêtements individuels ou catégories de vêtements mentionnés dans l'article I, Juridiction industrielle, du décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et ses amendements, relatif à l'industrie de la robe.

Notes: Au cas où des uniformes de coton mentionnés au paragraphe b-1, exception ii, et des pantalons et culottes mentionnés au paragraphe b-1, exception vii, seraient manufacturés pour le compte du Gouvernement fédéral ou de ses agents pour les Forces Armées du Canada ou de tout autre pays, devant être utilisés, en entier ou en partie, par les membres desdits services comme uniformes de tenue ou de sortie, mais ne devant pas être utilisés comme uniformes de travail ou de corvée, lesdits vêtements, seront alors assujettis à ce décret et les taux minima de salaires devront être égaux aux taux minima de salaires

wages stipulated in Schedule III, section VII, subsection (b), plus the costs of living bonus as provided in subsection (a) of the same section.

Schedule IV: Children's Clothing including:

- i. clothing for children of ages 3, 4, 5 and 6 years, not exceeding size 24, irrespective of the method of production used; and
- ii. clothing for girls from 7 to 14 years inclusive when such clothing is manufactured by a method or manner of production which is normally used in the men's and boys' clothing industry.

Exception: Such schedule of wages shall not apply when such clothing is made by a manufacturer, contractor or jobber who is principally engaged in the business of manufacturing and/or distributing cloaks, coats, suits and skirts for females above the age of 14 years.

All work performed on children's clothing shall be paid at rates not lower than the minimum rates of wages stipulated in Schedule IV, section VII, subsection (b) plus the cost of living bonus as provided in subsection (a) of the same section.

b) Exceptions: 1. The present decree shall not apply to the manufacture of:

- i. shirts;
- ii. workmen's overalls, coveralls and combination overalls, as well as cotton uniforms made of duck, drill or moleskin;
- iii. uniforms to be worn by participants in active sports;
- iv. garments made of rubber, rubberized cloth or leather;
- v. workmen's windbreakers;
- vi. workmen's mackinaw coats;
- vii. pants and breeches manufactured from pure cotton fabrics and from coarse woollens of 20 ounces or over per yard;
- viii. all cotton work garments not otherwise specified;
- ix. a. women's, misses', girls' and children's dresses;
- b) children's snow-suits, irrespective of styles and materials, up to the age of 14 years;
- c) children's blazers and cardigans, irrespective of styles and materials;
- d) children's shorts or skirts with or without bibs, not being part of suits, irrespective of styles and materials;
- e) children's washable cotton suits generally known in the trade as "wash suits"; and
- f) notwithstanding anything contained in the present decree, such other individual garments or classes or garments mentioned in section I, Industrial Jurisdiction, of the Decree No. 3519 of September 24, 1940, as amended, relating to the Dress Industry.

Note: In the event that cotton uniforms referred to in section I-b, exception ii, and pants and breeches referred to in Section I-b, exception vii, are produced by virtue of a contract with the Federal Government or its agents for the Armed Services of Canada or any other country, to be used by members of such services as dress or walking-out uniforms or parts thereof, and not intended to be worn for work or fatigue, then all such garments shall be subject to the jurisdiction of this decree and the minimum rates of pay applicable shall be those provided in Schedule III, Class B garments, for the cotton uniforms,

stipulés dans la cédule II, Vêtements de la classe B, pour les uniformes de coton, et dans la Cédule III, Pantalons non-assortis, pour les pantalons et les culottes, et le boni de vie chère applicable à ce travail est égal au boni de vie chère applicable aux pantalons non-assortis et aux vêtements de la Classe B, tel que stipulé dans ce décret.

2. *Marchands tailleurs*: Le présent décret ne s'applique pas aux marchands tailleurs qui font exclusivement sur commande, à leur propre établissement, de l'ouvrage de tailleur pour des clients identifiés, d'après les tailles, mesures et spécifications individuelles, pourvu que pas plus de cinq (5) personnes, comprenant le coupeur, effectuent toutes les opérations d'un vêtement.

c) *Taux et bonis composés s'appliquant à la production mixte de vêtements exemptés et non-exemptés ou de vêtements sujets aux taux minima de différentes cédules, tel que défini à l'article I, paragraphe (a)*: Le Comité paritaire peut, sur requête d'un employeur, fixer des taux et des bonis composés pour les salariés engagés dans la production mixte de vêtements exemptés et non-exemptés ou de vêtements sujets aux taux minima de différentes cédules, tel que prévu au présent article, et dont les taux pour les diverses opérations varient, tel que défini à l'article VII.

Le Comité paritaire peut, en considérant les demandes de ces dits employeurs, fixer des taux à l'heure basés sur les taux minima prévalant pour une production semblable dans des ateliers qui ne sont pas assujettis au présent décret et les taux minima conformément aux cédules, tenant compte de la proportion des diverses catégories de vêtements fabriqués et du temps requis pour exécuter chacune des opérations.

Les employeurs demandant de tels taux spéciaux doivent tenir un registre de leur production, démontrant le genre de vêtements fabriqués, et doivent transmettre ces renseignements au Comité paritaire sous la forme requise, aussi longtemps que les taux spéciaux seront en vigueur.

Le Comité paritaire a le droit, en n'importe quel temps, de réviser ou d'annuler les taux spéciaux ainsi fixés.

Si des vêtements exemptés, mentionnés dans ce sous-paragraphe, tombent sous la juridiction du décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec, des taux composés ne doivent pas être fixés sans le consentement par écrit de la Commission conjointe de l'industrie de la robe dans la province de Québec.

2° L'article VII est biffé et remplacé par le suivant:

VII. *Taux de salaires*: a) *Boni de vie chère*: Excepté tel que ci-après prévu, les employeurs assujettis aux dispositions du présent décret doivent verser à leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 28½ cents pour chaque heure de travail.

Le taux de salaire et demi pour travail supplémentaire ne s'applique pas au boni spécial de vie chère prévu par les présentes.

Tous les employeurs doivent tenir un registre séparé indiquant le paiement du boni de vie chère prévu par les présentes.

Exception: i. Sécurité sociale: Tout employeur qui, par contrat avec une compagnie d'assurance reconnue et "bona fide" ou avec une caisse d'as-

and is Schedule III, Odd Pants, for the pants and breeches, and the cost of living bonus shall be equivalent to the one applicable to Odd Pants and Class B garments as fixed by the decree."

2. *Merchant tailors*: The present decree does not apply to merchant tailors who exclusively make to order, on the employers' premises, custom-tailoring for identified customers, according to individual sizes, measurements or specifications provided that not more than five persons including the cutter, complete all the operations of a garment.

c) *Composite rates and bonuses for exempt and non-exempt work and for work on garments subject to minimum rates of more than one schedule as defined in Section I, subsection (a)*: The Joint Committee may, upon application from any employer, fix a special proportionate rate and bonus for employees engaged in producing exempt and non-exempt work or garments that are defined in more than one schedule, as provided in this section, and for which operations the minimum rates vary, as shown in Article VII.

When considering applications from such employers, the Joint Committee may fix hourly rates based upon the minimum rates existing for similar work performed in shops not subject to the jurisdiction of the present decree and minimum rates applying to each type of garment, as defined in each of the schedules, taking into account the quantities of the various types of garments produced and the time required to perform each operation.

Employers who apply for such composite rates and bonuses must keep a record of production showing the type of garments made and shall provide the Joint Committee with such information and in such form as the Committee may require, so long as the special rates prevail.

The Joint Committee shall have the right at any time to vary or rescind any special rates so fixed.

In the event that any exempted products herein referred to fall under the jurisdiction of the Decree relating to the Dress Industry, Order in Council No. 3519 and amendments, no composite rates may be fixed without the consent in writing of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec.

2. Section VII is replaced by the following:

VII. *Wage rates*: a) *Cost of living bonus*: Except as hereinafter provided, all employers who are subject to the provisions of the present decree shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 28½ cents for each hour worked.

The premium for overtime hours worked at the rate of time and one half shall not apply to the special cost of living bonus herein provided.

All employers shall keep a separate record of the payment of the cost of living bonus herein provided.

Exceptions: Insurance: Any employer who, by contract with a recognized and bona fide insurance company or insurance fund recognized

surance reconnue par le Surintendant des Assurances de la province de Québec ou qui, par contrat avec une association "bona fide", est tenu de payer et paye une somme équivalente à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de ses salariés assujettis à la juridiction de ce décret, en vertu d'un projet de sécurité sociale couvrant, en tout ou en partie, les cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation et de mortalité, ou d'un plan de pension ou de retraite au bénéfice de tels salariés, lequel ne laisse à l'employeur aucun droit de remboursement ou de rabais, directement ou indirectement, n'est pas tenu de payer le boni de vie chère de 28½ cents l'heure et doit continuer de payer un boni de vie chère de 25 cents l'heure pour chaque heure de travail aussi longtemps qu'il continuera de verser 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière et supplémentaire de tous ses salariés, de la façon ci-haut décrite.

Un employeur peut instituer un plan de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de pension ou de retraite au bénéfice de ses salariés, de la façon ci-haut décrite, dont le coût est inférieur à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de tous ses salariés assujettis à ce décret, mais il doit payer la différence entre le coût de tel plan et les 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de tous ses salariés, et ce, en espèces, chaque semaine.

Tout plan de bien-être social de cette nature institué par un employeur, de la façon susdite, est sujet à l'examen par le Comité paritaire et les registres de l'employeur s'y rapportant doivent, en tout temps, être tenus à la disposition des représentants du Comité paritaire pour fins d'inspection et d'examen.

Si un tel examen révèle au Comité paritaire que le paiement par l'employeur d'une somme égale à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de tous ses salariés n'est pas entièrement utilisé au bénéfice de ses salariés assujettis à ce décret, ou que le but de tel plan de bien-être social n'est pas conforme à l'esprit et aux fins de cette clause, ou si l'employeur refuse de donner les détails ou de soumettre les registres de tel plan, ledit Comité peut alors aviser l'employeur par lettre recommandée et ce dernier doit payer le plein boni de vie chère de 28½ cents l'heure, tel que prévu au présent paragraphe (a) à compter de la date d'un tel avis.

ii. *Pantalons non-assortis et vêtements de la Classe B*: Tous les employeurs, manufacturiers de pantalons non-assortis et de vêtements de la Classe B pour hommes et garçons, qui fabriquent des vêtements exempts de la juridiction du présent décret, dans une proportion dépassant 35% de leur production totale, doivent verser à tous leurs salariés préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni général de 20 cents l'heure au lieu du boni général de 28½ cents ci-haut prévu.

Le Comité paritaire peut, en tout temps, exiger de tels employeurs tout renseignement ayant trait à leur production et, advenant le cas où un employeur fabriquerait, dans un trimestre, dans une proportion inférieure à 25% de sa production totale pour ladite période des vêtements exempts

by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, or who, by contract with a bona fide union, is bound to and does pay a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees subject to the jurisdiction of this decree, for a social welfare plan covering in whole or in part sickness, accident, hospitalization, death benefits and/or for a pension or retirement plan for the benefit of such employees and in which plan the employer has no equity or right of refund or rebate, directly or indirectly, then said employer shall be relieved of paying the cost of living bonus as aforesaid of 28½ cents per hour and shall continue to pay a cost of living bonus of 25 cents per hour for each hour worked so long as said employer continues to pay a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees as aforesaid.

In the event that any plan covering sickness, accident, hospitalization, pension or retirement, introduced by the employer for the benefit of his employees as aforesaid, should involve a cost of less than a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees subject to the jurisdiction of this decree, the employer shall be entitled to carry out such a plan, paying the difference between the cost of such a plan and a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees, in cash, weekly.

Any such social welfare plan introduced by any employer as aforesaid shall be subject to examination by the Joint Committee and, for that purpose, the employer's records shall at all times be open to inspection and examination by the Joint Committee.

In the event that, after examination, it is found by the Joint Committee that payment by the employer of a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees is not wholly for the benefit of his employees subject to the jurisdiction of this decree, or that the object of the said social welfare plan is not in accordance with the spirit and intention of this provision, or upon the refusal by the employer to submit details and records of such plan, then, upon notice from the Joint Committee given by registered mail to the employer, the said employer shall be bound to pay the full cost of living bonus of 28½ cents per hour as provided by the present subsection (a), from the date specified in such notice.

ii. *Odd pants and Class B garments*: All employers who are men's and boys' odd pants and Class B garment manufacturers and who produce garments that are exempted from the jurisdiction of this decree by virtue of its provisions in an amount in excess of 25% of their total production, shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to their regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 20 cents per hour in lieu of the general cost of living bonus of 28½ cents per hour hereinbefore provided.

The Joint Committee shall be entitled at any time to request and obtain from such employers full information as to their production and, in the event that any such employer should, in any three-month period produce less than 25% of his total production, in the said period, of gar-

de la présente juridiction, ledit employeur doit, sur demande du Comité paritaire, verser à ses salariés un boni additionnel de vie chère de 2½ cents l'heure.

iii. *Vêtements d'enfants*: Tous les manufacturiers de vêtements pour enfants de 3 à 6 ans inclusivement, n'excédant pas la grandeur 24, et de vêtements pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-dessus décrits, doivent verser à tous leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 17½ cents pour chaque heure de travail au lieu du boni général de 28½ cents ci-haut prévu.

iv. *Apprentis*: Dans le cas des apprentis qui n'ont eu aucune expérience antérieure dans l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons, le boni de vie chère prévu par les présentes peut être réduit de 7½ cents l'heure pendant une période de treize (13) semaines. Lesdits commençants doivent recevoir leur plein boni de vie chère, tel que prévu par les présentes, dès qu'ils ont complété treize (13) semaines d'emploi.

v. *Manufacturiers de la cité de Québec*: Les manufacturiers opérant dans les limites de la cité de Québec qui produisent des vêtements de la Classe A doivent payer un boni de vie chère de 26 cents au lieu du boni général de 28½ cents l'heure. Pour toutes les autres catégories de vêtements, les conditions de paiement doivent être conformes aux normes établies par le présent paragraphe (a).

b) *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima à l'heure et le boni de vie chère pour tout travail exécuté durant une journée et une semaine régulière de travail, sujet aux dispositions contenues dans le présent décret, sont le boni de vie chère tel que prévu et les taux apparaissant vis-à-vis des occupations et de leurs classifications respectives énumérées dans les cécules suivantes:

ments exempted from the present jurisdiction, the said employer shall upon demand from the Joint Committee, pay to his workers an additional 2½ cents per hour as a cost of living bonus.

iii. *Children's Clothing*: All manufacturers of children's clothing comprising ages from 3 to 6 years inclusive, not exceeding size 24, and girls' clothing up to the age of 14 years inclusive, as herein before defined, shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments coming under the jurisdiction of this decree, in addition to their regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages) whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 17½ cents per hour for each hour worked in lieu of the general cost of living bonus of 28½ cents per hour hereinabove provided.

iv. *Apprentices*: In the case of apprentices who have had no previous experience in the men's and boys' clothing industry, the cost of living bonus herein provided may be reduced by 7½ cents per hour for a period of thirteen (13) weeks. Such beginners shall receive their full cost of living bonus, as herein provided, immediately upon completion of thirteen (13) weeks of such employment.

v. *Quebec City manufacturers*: Manufacturers operating within the limits of the city of Quebec who are engaged in the production of Class A garments shall pay a cost of living bonus of \$0.26 instead of the general bonus of \$0.28½ per hour. For all other classes of garments, payment shall be effected as established in the present subsection (a).

b) *Rates of pay*: The hourly minimum rates of wages and cost of living bonus for work performed during a regular working day and during a regular working week, subject to the provisions herein contained, shall be the cost of living bonus as stipulated, and the rates appearing opposite the respective operations in their respective zones as shown in the following schedules:

CLASSIFICATION ET ÉCHELLE DE SALAIRES
CLASSIFICATION AND SCALES OF WAGES

CÉDULE I: VÊTEMENTS DE LA CLASSE A, TELS QUE DÉFINIS À L'ARTICLE I,
PARAGRAPHE (A), JURIDICTION INDUSTRIELLE

SCHEDULE I: CLASS A GARMENTS, AS DEFINED IN SECTION I, SUBSECTION (A),
INDUSTRIAL JURISDICTION

Classe — Class	VESTONS — COATS	Taux à l'heure excluant le boni de vie chère		
		I	II	III
		Rates of wages per hour exclusive of Cost of living bonus		
		Zones		
AA	Coupeurs compétents — Skilled cutters	\$1.045	\$0.93	\$0.875
A	Opérateurs en chef et assembleurs de revers — Head operators and shape sewers	0.98	0.875	0.835
AB	Coupeurs de fournitures compétents — Skilled trimmers	0.965	0.865	0.82
BB	Faiseurs de poches — Pocket makers	0.90	0.795	0.755
B	Ajusteurs, presseurs-finisseurs — Fitters, offpressers	0.87	0.765	0.73
C	Faufileurs de rebords, faufileurs en second, tailleurs de revers, faiseurs de dessous de cols — Edge basters, second basters, shapers, top-collar makers	0.825	0.74	0.70
D	Examineurs, assembleurs, faiseurs de doublures, surjeteurs de poches — Examiners, joiners (second operators), lining makers, pocket tackers	0.735	0.655	0.62
D-1	Presseurs à la machine — Steam machine pressers	0.705	0.63	0.60
D-2	Assistants-coupeurs — Choppers	0.68	0.60	0.575
EE	Sous-presseurs — Underpressers	0.65	0.575	0.55

		Taux à l'heure excluant le boni de vie chère		
		Rates of wages per hour exclusive of Cost of living bonus		
		Zones		
Classe — Class		I	II	III
VESTONS — COATS				
E	Faufileurs de doublures, faufileurs de rebords à la machine, faufileurs de dessus de cols — Lining basters, machine edge basters, under-collar basters	0.625	0.55	0.52
F	Faufileurs d'emmanchures, faiseurs de boutonniers, faiseurs de revers, faiseurs de manches — Armhole basters, buttonhole makers, lapel makers, sleeve makers	0.495	0.44	0.41
G	Rabatteurs de bas et de hauts de cols, faiseurs de canevas, faufileurs de canevas, finisseurs, employés généraux, surjeteurs de coutures intérieures, poseurs de boutons — Bottom of collar and leaf of collar fellers, canvas basters, canvas makers, coat finishers, general hands, inside coat tackers, button sewers	0.43	0.385	0.355
H	Surjeteurs de boutonniers, rabatteurs de bas de doublures de manches, finisseurs de poches, surjeteurs et faufileurs de doublures de manches, faiseurs de petites poches intérieures — Buttonhole tackers, fellers of bottom of sleeve linings, pocket closers, sleeve lining tackers and basters, ticket pocket makers			
	1er trimestre — 1st 3 months	0.24	0.21	0.18
	2e trimestre — 2nd 3 months	0.275	0.25	0.235
	3e trimestre — 3rd 3 months	0.33	0.29	0.265
	4e trimestre — 4th 3 months	0.385	0.345	0.32
	Après 12 mois — After 12 months	0.43	0.385	0.355
K	Enleveurs de faufilures — Basting pullers			
	1er trimestre — 1st 3 months	0.22	0.195	0.18
	2e trimestre — 2nd 3 months	0.255	0.225	0.215
	3e trimestre — 3rd 3 months	0.29	0.26	0.25
PANTALONS — PANTS				
Classe — Class		I	II	III
AA	Coupeurs compétents — Skilled cutters	\$1.045	\$0.93	\$0.875
AB	Coupeurs de fournitures compétents — Skilled trimmers	0.965	0.865	0.82
BB	Faiseurs de poches de devant et d'arrière, assembleurs — Back and front pocket makers, seamers	0.90	0.795	0.755
B	Presseurs de jambes de pantalons — Leg pressers	0.87	0.765	0.73
C	Piqueurs de doublures — Lining stitchers	0.825	0.74	0.70
D	Assembleurs de doublures, presseurs de hauts de pantalons, poseurs de ceintures de drap — Lining sewers, top pressers, cloth waistband sewers	0.735	0.655	0.62
D-2	Assistants-coupeurs — Choppers	0.68	0.60	0.575
E	Faiseurs de poches, assembleurs des coutures extérieures pour les culottes courtes, culottes bouffantes de garçons et pantalons d'adolescents, assembleurs et piqueurs de doublures pour les culottes courtes et culottes bouffantes de garçons et les pantalons d'adolescents — Pocket makers, outside seamers on boys' shorts bloomers and juvenile pants, lining sewers, stitchers on boys' shorts, bloomers and juvenile pants	0.625	0.55	0.52
FF	Sous-presseurs — Underpressers	0.58	0.52	0.495
F	Faiseurs de boutonniers, ajusteurs, assembleurs de coutures intérieures pour les culottes courtes et culottes bouffantes de garçons et pantalons d'adolescents, poseurs de fournitures — Buttonhole makers, fitters, inside seamers on boys' shorts, bloomers and juvenile pants, trimming makers	0.495	0.44	0.41
G	Poseurs de boutons, examinateurs, finisseurs, faiseurs de braguettes, faiseurs de passe-ceintures, surjeteurs et finisseurs de coins de poches à la machine spéciale — Button sewers, examiners, finishers, fly makers, loop makers, sergers and bar tackers	0.43	0.385	0.355
H	Surjeteurs de boutonniers, nettoyeurs — Buttonhole tackers, cleaners			
	1er trimestre — 1st 3 months	0.24	0.21	0.18
	2e trimestre — 2nd 3 months	0.275	0.25	0.235
	3e trimestre — 3rd 3 months	0.33	0.29	0.265
	4e trimestre — 4th 3 months	0.385	0.345	0.32
	Après 12 mois — After 12 months	0.43	0.385	0.355
K	Enleveurs de faufilures — Basting pullers			
	1er trimestre — 1st 3 months	0.22	0.195	0.18
	2e trimestre — 2nd 3 months	0.255	0.225	0.215
	3e trimestre — 3rd 3 months	0.29	0.26	0.25

		Taux à l'heure excluant le boni de vie chère		
		Rates of wages per hour exclusive of Cost of living bonus Zones		
GILETS — VESTS		I	II	III
Classe — Class				
AA	Coupeurs compétents — Skilled cutters	1.045	0.93	0.875
A	Faiseurs de poches, galonneurs — Pocket makers, tape sewers	0.98	0.875	0.835
AB	Coupeurs de fournitures compétents — Skilled trimmers	0.965	0.865	0.82
BB	Opérateurs en second — Second operators	0.90	0.795	0.755
B	Presseurs-finisieurs — Offpressers	0.87	0.765	0.73
D	Ajusteurs — Fitters	0.735	0.655	0.62
D-1	Sous-presseurs généraux — General underpressers	0.705	0.63	0.60
D-2	Assistants-coupeurs — Choppers	0.68	0.60	0.575
F	Faiseurs de boutonniers, faufileurs, faiseurs de doublures, assembleurs de goussets — Buttonhole makers, basters, lining makers, vee sewers	0.495	0.44	0.41
G	Brosseurs, poseurs de boutons, examinateurs, finisseurs, employés généraux, poseurs d'étiquettes — Brushers, button sewers, examiners, finishers, general hands, ticket sewers	0.43	0.385	0.355
H	Surjeteurs de boutonniers, nettoyeurs — Buttonhole tackers, cleaners			
	1er trimestre — 1st 3 months	0.24	0.21	0.18
	2e trimestre — 2nd 3 months	0.275	0.25	0.235
	3e trimestre — 3rd 3 months	0.33	0.29	0.265
	4e trimestre — 4th 3 months	0.385	0.345	0.32
	Après 12 mois — After 12 months	0.43	0.385	0.355
K	Enleveurs de faulures — Basting pullers			
	1er trimestre — 1st 3 months	0.22	0.195	0.18
	2e trimestre — 2nd 3 months	0.255	0.225	0.215
	3e trimestre — 3rd 3 months	0.29	0.26	0.25
	Apprentis-coupeurs — Apprentice-choppers			
	Un apprenti-coupeur est un commençant et travaillera sous la cédule suivante: — An apprentice-chopper is a beginner and shall work under the following schedule:			
	1er semestre — 1st 6 months	0.25	0.22	0.21
	2e semestre — 2nd 6 months	0.32	0.275	0.265
	3e semestre — 3rd 6 months	0.38	0.345	0.32
	4e semestre — 4th 6 months	0.455	0.40	0.385
	5e semestre — 5th 6 months	0.52	0.465	0.44
	Après le 5e semestre — After 30 months	0.68	0.60	0.575
	Apprentis-coupeurs de fournitures — Apprentice-trimmers			
	Un apprenti-coupeur de fournitures est un commençant et travaillera sous la cédule suivante: — An apprentice-trimmer is a beginner and shall work under the following schedule:			
	1er semestre — 1st 6 months	0.25	0.22	0.21
	2e semestre — 2nd 6 months	0.275	0.25	0.235
	3e semestre — 3rd 6 months	0.32	0.275	0.265
	4e semestre — 4th 6 months	0.35	0.32	0.29
	5e semestre — 5th 6 months	0.38	0.345	0.32
	6e semestre — 6th 6 months	0.43	0.385	0.375
	Après le 6e semestre — At the end of 36 months	0.52	0.465	0.44

CÉDULE II: VETEMENTS DE LA CLASSE B, TEL QUE DÉFINI A L'ARTICLE I, PARAGRAPHE (A), JURIDICTION INDUSTRIELLE

SCHEDULE II: CLASS B GARMENTS, AS DEFINED IN SECTION I, SUBSECTION (A), INDUSTRIAL JURISDICTION

AZ	Marqueurs ou coupeurs au couteau — Markers or knife cutters	\$0.94	\$0.835	\$0.79
BZ	Coupeurs de fournitures, assembleurs de revers, galonneurs, poseurs de manches — Trimmers, shape sewers, tape sewers, sleeve sewers	0.87	0.78	0.74
CZ	Presseurs-finisieurs à la main ou à la machine à vapeur, faiseurs de poches — Offpressers by hand or steam machine, pocket makers	0.79	0.71	0.67
DZ	Assistants-coupeurs, empileurs, assembleurs, faiseurs de dessus, faiseurs de dos, surjeteurs de poches, faiseurs de doublures, faiseurs de pattes et de bordures, faiseurs de collets, assembleurs de goussets, piqueurs de coutures, opérateurs de machines à aiguille double, poseurs de galons aux emmanchures, piqueurs de rebords, faiseurs et piqueurs de ceintures et d'épaulettes, poseurs de parements aux vestons sans revers — Assistant-cutters (choppers), pilers, joiners, top makers, back makers, pocket tackers, lining makers, flap and welt makers, collar			

CÉDULE IV: VÊTEMENTS D'ENFANTS, TELS QUE DÉFINIS À L'ARTICLE I, PARAGRAPHE (A),
 JURIDICTION INDUSTRIELLE
 SCHEDULE IV: CHILDREN'S CLOTHING, AS DEFINED IN SECTION I, SUBSECTION (A),
 INDUSTRIAL JURISDICTION

Classe — Class	Taux à l'heure excluant le boni de vie chère		
	Rates of wages per hour exclusive of Cost of living bonus		
	Zones		
	I	II	III
AY Marqueurs compétents — Skilled markers	\$0.825	\$0.74	\$0.71
BY Coupeurs de fournitures — Trimmers	0.75	0.675	0.635
CY Façonneurs — Shape makers	0.645	0.58	0.54
DY Galonneurs, presseurs-finisieurs, poseurs de manches — Tape sewers, offpressers, sleeve hangers	0.645	0.58	0.54
EY Faiseurs de poches — Pocket makers	0.535	0.48	0.46
FY Presseurs à la machine à vapeur, assistants-coupeurs (pour définition, voir Pantalons non-assortis), faufileurs de rebords à la machine, faiseurs de boutonniers, surjeteurs de poches, assembleurs, opérateurs en second, faiseurs de doublures, tailleurs de revers — Steam machine pressers, choppers (for definition, see Odd Pants), machine edge basters, buttonhole makers, pocket tackers, joiners, second operators, lining makers, shapers	0.425	0.385	0.36
GY Faiseurs de manches, faiseurs de revers, faufileurs d'emmanchures, finisseurs de vestons, poseurs de boutons, employés généraux, faiseurs de canevas, faufileurs de canevas, sous-presseurs — Sleeve makers, lapel makers, armhole basters, coat finishers, button sewers, general hands, canvas makers, canvas basters, underpressers	0.365	0.33	0.315
HY Surjeteurs de doublures de manches, assembleurs de doublures, faiseurs de dessous de cols, finisseurs de poches, enleveurs de faufileurs, surjeteurs de boutonniers, nettoyeurs, poseurs d'étiquettes de grandeurs, brosseurs — Sleeve lining tackers, sleeve lining sewers, undercollar makers, pocket closers, basting pullers, buttonhole tackers, cleaners, size ticket sewers, brushers			
1er trimestre — 1st 3 months	0.21	0.18	0.17
2e trimestre — 2nd 3 months	0.235	0.21	0.20
3e trimestre — 3rd 3 months	0.285	0.26	0.24
4e trimestre — 4th 3 months	0.33	0.29	0.28
Après 12 mois — After 12 months	0.365	0.33	0.315

c) *Taux de salaires minima*: Au cours de la durée de ce décret, il est interdit de réduire le taux de salaires, qu'ils soient basés sur les taux à la pièce ou sur les taux à la semaine, soit directement ou indirectement. Dans aucun cas, les taux de salaires minima ci-dessus mentionnés ne doivent être interprétés comme étant les taux de salaires maxima.

Tous les salaires doivent être payés aux salariés chaque semaine en argent.

Tous les taux de salaires horaires ci-dessus mentionnés dans les dites cédules sont considérés comme des taux de salaires minima. Toutes les augmentations ou tous les taux de salaires actuellement en vigueur au-dessus des minima doivent être maintenus sans réductions.

3° L'article XX est biffé et remplacé par le suivant:

“XX. Notwithstanding the provisions of the present decree, but under reserve of the provisions of paragraphs ix-a and ix-f of section I-b modified, la fabrication de vêtements pour femmes par des manufacturiers ou entrepreneurs de vêtements d'hommes et de garçons est régie par les règlements suivants:

1. *Manufacturiers de vêtements d'hommes qui fabriquent des vêtements de dames*:

a) Tout manufacturier et/ou entrepreneur qui est principalement engagé dans la fabrication des vêtements pour hommes et garçons mais qui, en plus, fabrique des vêtements pour dames, est assujéti seulement à la juridiction du Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons si le nombre total de vêtements fabriqués pour dames dans toute période de trois

c) *Minimum rates of wages*: During the life of this decree, it shall be prohibited to make any reduction in the rates of wages, whether on piece work or week work rates, either directly or indirectly, and at no time shall the minimum rates of wages hereinbefore referred to be construed as maximum rates of wages.

All wages shall be paid to employees weekly in cash.

All the foregoing rates of wages set out in the said schedules shall be considered as minimum rates and any and all increases or rates of wages actually in force in excess of minimums shall in no way be reduced.

3. Section XX is replaced by the following:

XX. Notwithstanding the provisions of the present decree, but under reserve of the provisions of paragraphs ix-a and ix-f of section I-b as amended, the manufacture of garments for women by men's and boys' clothing manufacturers and/or contractors shall be subject to and be bound by the following regulations:

1. *Men's clothing manufacturers who produce women's garments*:

a) Any manufacturer and/or contractor who is generally engaged in the production of garments for men and boys but who, in addition, manufactures garments for females, shall be subject only to the jurisdiction of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry as long as the total number of garments produced for females in any three-month period is not in excess of 25%

mois ne dépasse pas 25% de sa production totale de vêtements pendant la dite période. Si le nombre total de vêtements pour dames fabriqués dans toute période de trois mois dépasse 25% de la production totale pendant ladite période, tous les vêtements fabriqués pour dames sont alors sujets aux dispositions du Décret relatif à l'industrie de la confection pour dames.

Il incombera au manufacturier et/ou entrepreneur de prouver qu'il ne relève pas de la juridiction du Décret relatif à l'industrie de la confection pour dames, tel que ci-dessus prévu.

b) Tous les salariés travaillant pour un manufacturier et/ou entrepreneur de vêtements d'hommes et de garçons à la fabrication de vêtements pour dames doivent être rémunérés à des taux qui ne doivent pas être inférieurs aux taux minima stipulés dans le Décret relatif à l'industrie de la confection pour dames, arrêté ministériel numéro 2375, et amendements.

Au cas où, lesdits vêtements pour dames seraient, dans l'opinion du Comité conjoint, des vêtements de la Classe B, tel que défini dans ce décret à l'article I. Juridiction Industrielle, les taux de salaires minima applicables seraient alors ceux qui sont spécifiés dans la Cédule II. Vêtements de la Classe B, et le boni de vie chère spécifié à l'alinéa "ii" du paragraphe "a" de l'article VII devrait être ajouté. (Les cédules, de même que tout autre texte ou document nécessaire à leur interprétation, doivent être affichés dans des endroits bien visibles dans tous les ateliers auxquels ces règlements s'appliquent).

c) Les dispositions précédentes s'appliquent à tous les dits manufacturiers et/ou entrepreneurs de la zone I, tel que défini à l'article II du présent décret.

d) Dans le cas où des vêtements pour dames sont fabriqués par tels manufacturiers et/ou entrepreneurs dans les zones II et III telles que définies à l'article II du présent décret, les taux minima de salaires prévus dans le Décret relatif à l'industrie de la confection pour dames seront réduits de 10% pour la zone II et de 15% pour la zone III.

e) Aucun travail ne doit être exécuté les samedis dans la fabrication des vêtements pour dames, et ce, en aucune circonstance, (y compris la reprise du temps perdu à cause des jours de fêtes).

2. *Entrepreneurs:* a) Tout manufacturier pour le compte duquel un entrepreneur en vêtements pour hommes et garçons exécute du travail sur des vêtements pour dames doit d'abord donner audit entrepreneur une réquisition écrite sur laquelle seront inscrits la date, le nom de l'entrepreneur, le nombre et la description des vêtements à être fabriqués; le dit manufacturier et tout entrepreneur en vêtements d'hommes et de garçons qui exécute tel travail doivent, dans un délai de trois (3) jours, envoyer une copie de telle réquisition au Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames et au Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons.

b) Tout entrepreneur en vêtements pour hommes et garçons fabriquant des vêtements pour dames pour le compte de manufacturiers de vêtements de dames n'est pas considéré, de ce fait seulement, comme un manufacturier de vêtements pour dames, mais il continue d'être assujéti aux obligations et aux règlements du présent décret, et sous la juridiction du Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons.

c) Tout entrepreneur en vêtements pour hommes et garçons a le droit, s'il le désire, de diviser

of his total production of garments in the said three-month period. In the event that the garments for females in any three-month period exceed 25% of the total production in the said period, then all garments produced for females shall be subject to the provisions of the Decree relating to the ladies' cloak and suit industry.

The onus of proving that a manufacturer and/or contractor does not fall under the jurisdiction of the Decree relating to the ladies' cloak and suit industry, as hereinbefore provided, shall be upon the manufacturer and/or contractor concerned.

b) All employees engaged by any men's and boys' clothing manufacturer and/or contractor in the manufacture of garments for females shall be paid at rates not lower than the minimum rates of wages provided in the Decree relating to the ladies' cloak and suit industry, Order in Council No. 2375, as amended.

In the event that the said garments for females are, in the opinion of the Joint Committee, Class B garments, as defined in this decree, article I, Industrial Jurisdiction, then the minimum rates of pay applicable are those specified in Schedule II, Class B garments and the cost of living bonus applicable is that specified in section VIIa, subsection ii. (These schedules, along with such other text and documents as may be necessary for their interpretation, shall be posted in conspicuous places in all workshops to which these regulations apply).

c) The foregoing shall apply to all such manufacturers and/or contractors situated in Zone I as defined in section II of the present decree.

d) Where garments for women are produced by such manufacturers and/or contractors in Zones II and III as defined in section II of the present decree, then the minimum rates of wages provided for in the Decree relating to the ladies' cloak and suit industry shall be reduced by 10% in Zone II and 15% in Zone III.

e) No work in the manufacture of garments for women shall be performed under any circumstances (including the making up of time lost due to holidays) on Saturdays.

2. *Contractors:* a) Any manufacturer for whom a men's and boys' clothing contractor performs any work on garments for women, shall at the commencement of such work give to the said contractor a written requisition which shall set forth the date, the name of the contractor, the number and description of garments to be manufactured; and a copy of such requisition shall, within three (3) days, be sent by the said manufacturer and by any contractor of men's and boys' clothing who performs such work to the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry and the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry.

b) Any men's and boy's clothing contractor producing garments for women for ladies' cloak and suit manufacturers shall not be deemed a ladies' cloak and suit manufacturer by this fact alone but shall continue to be bound by the obligations and the regulations of the present decree and shall be subject to the jurisdiction of the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry.

c) Any men's and boy's clothing contractor shall have the right, if he so desires, to separate

sa manufacture en sections distinctes, une pour la production de vêtements d'hommes, laquelle est assujettie à la juridiction du Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons, et l'autre pour la production de vêtements de dames, assujettie à la juridiction du Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames.

d) Tout entrepreneur en vêtements pour hommes et garçons qui adopte la procédure précédente est considéré, en autant que la section de sa manufacture fabriquant des vêtements de dames est concernée, comme un entrepreneur en vêtements pour dames et est sujet à l'entière juridiction du Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames.

3. *Dispositions générales:* a) Pour les fins des dispositions précédentes, les mots "vêtements pour dames" comprennent tous les vêtements devant être portés par les dames, fabriqués par les entrepreneurs et/ou manufacturiers de vêtements pour hommes et/ou garçons, qu'ils soient fabriqués dans l'établissement du manufacturier ou ailleurs dans la province de Québec.

b) Le Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames, ou ses représentants dûment autorisés, a le droit d'obtenir du Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons, sur demande, tous les renseignements relatifs aux vêtements de dames fabriqués par les manufacturiers et/ou entrepreneurs de vêtements pour hommes et/ou garçons, de nature à fournir la preuve raisonnable que les dispositions précédentes se rapportant à la fabrication de tels vêtements sont fidèlement observées.

c) Si, dans l'opinion du Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames, il existe un doute raisonnable au sujet d'un manufacturier et/ou entrepreneur particulier, en rapport avec l'exécution des formalités contenues dans les règlements précédents, le Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames en avisera par écrit le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons; subséquemment une inspection devra être faite par un inspecteur du Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames, pourvu qu'il soit accompagné lors de ladite inspection par un inspecteur du Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons.

(Extrait du Décret relatif à l'industrie de confection pour dames, arrêté ministériel numéro 2375, tel qu'amendé par l'arrêté ministériel numéro 1228-B, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, le 10 novembre 1951, concernant les taux de salaires:)

"VII. a) *Taux minima pour le travail à la semaine:* L'échelle suivante de salaires minima s'applique aux salariés ci-après énumérés, et ces salariés doivent travailler sur une base horaire ou hebdomadaire seulement: ils ne doivent pas travailler sur une base de travail à la pièce:

	l'heure
Coupeur très compétent.....	\$1.35
Coupeur moins compétent.....	1.025
Coupeur de fournitures.....	1.04
Tailleur de fournitures.....	1.12
Aide-tailleur de fourrure.....	0.835
Faufileur à la machine.....	0.835
Opérateur de machine spéciale.....	0.835
Poseur de boutons.....	0.59
Ouvrier général.....	0.59
Examineur.....	0.59

b) *Taux minima pour travail à la pièce:* Les salariés des métiers énumérés ci-dessous peuvent travailler sur une base de travail à la pièce ou à la semaine mais, dans un cas comme dans l'autre l'échelle de salaire suivante s'applique:

his factory into distinct sections, one of which produces garments to be worn by men, which shall be subject to the jurisdiction of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry, and the other producing garments to be worn by women, which shall be subject to the jurisdiction of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry.

d) The men's and boy's clothing contractor who adopts the foregoing procedure shall, insofar as the section of his factory producing garments for women is concerned, be adjudged a ladies' cloak and suit contractor, subject to the full jurisdiction of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry.

3. *General provisions:* a) For the purpose of the foregoing provisions, "women's garments" shall include all garments intended to be worn by women, manufactured by men's and/or boys clothing manufacturers and/or contractors, and whether manufactured on the premises of the manufacturer or elsewhere in the Province of Québec.

b) The Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry or its duly authorized representatives, shall have the right to obtain from the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry, on request, all such information relating to garments for women, manufactured by men's and/or boy's clothing manufacturers and/or contractors as will afford reasonable proof that the foregoing provisions dealing with the manufacture of all such garments are being faithfully carried out.

c) If, in the opinion of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, there is a reasonable doubt as to the compliance of any particular manufacturer and/or contractor with the foregoing regulation, the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, shall so notify in writing the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry; and thereafter appropriate inspection of the factory or factories concerned shall be arranged to be made by an inspector for the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, provided that he be accompanied on such visits by an inspector for the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry.

(Extract from the Decree relating to the ladies' cloak and suit industry, Order in Council No. 2375, as amended by Order in Council No. 1228-B published in the *Quebec Official Gazette* of November 10th, 1951, concerning wage rates).

VII. a) *Minimum rates for week work:* The following minimum scale of wages shall apply to employees hereinafter enumerated, and such employee shall work on an hourly or week work basis only, and such employees shall not work on a piece work basis:

	per hour
Full skilled cutter.....	\$1.35
Semi-skilled cutter.....	1.025
Trimmer.....	1.04
Fur tailor.....	1.12
Assistant fur tailor.....	0.835
Machine baster.....	0.835
Special machine operator.....	0.835
Button sewer.....	0.59
General hand.....	0.59
Examiner.....	0.59

b) *Minimum rates for piece work:* Workers in the crafts enumerated below may work on a piece or week work basis but, in either event, the following scale of wages shall apply:

	<i>Heure</i>		<i>per hour</i>
Opérateur compétent	\$1.35	Skilled operator (male)	\$1.35
Opératrice compétente	1.105	Skilled operator (female)	1.105
Opérateur ou opératrice qui travaillent ensemble (section operators)	1.35	Section operator (male and female)	1.35
Presseur de dessus	1.35	Top presser	1.35
Presseur à la machine	1.35	Machine presser	1.35
Sous-presseur	1.28	Underpresser	1.28
Presseur de pièces	1.025	Piece presser	1.025
Opérateur moins compétent	1.025	Semi-skilled operator (male)	1.025
Opératrice moins compétente	0.96	Semi-skilled operator (female)	0.96
Faiseur de jupes	0.835	Skirt maker	0.835
Faiseur de doublures	0.835	Lining maker	0.835
Finisseur	0.835	Finisher	0.835
Faufleur à la main	0.835	Hand baster	0.835

Les taux à la pièce doivent être fixés de telle façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent les taux horaires minima ci-dessus. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes."

Piece work rates must be fixed to yield to the employees in the above crafts the above minimum hourly rates. Piece work rates shall be the same for male and female employees.

Document "C" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
32996-o Greffier du Conseil Executif.

(Document "C" annexed to the order).
A. MORISSET,
32996-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 788

Number 788

Québec, le 23 juillet 1952.

Quebec, July 23, 1952.

Present: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "E"

Part "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Three Rivers.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective du travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 1040 du 4 août 1948, amendé par les arrêtés numéros 471-E, 829-C et 1000-C des 26 avril, 12 juillet et 6 septembre 1950, 172-B, 425-A et 735-D des 15 février, 19 avril et 12 juillet 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Three Rivers, rendered obligatory by the decree number 1040 of August 4, 1948, as amended by Orders 471-E, 829-C and 1000-C of April 26, July 12 and September 6, 1950, 172-B, 425-A and 735-D of February 15, April 19 and July 12, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 31 mai 1952;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of May 31, 1952;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS the objections raised have been duly considered as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 1040, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 1040, be amended as follows:

1° Le paragraphe "a" de l'article III (Section "A") est remplacé par le suivant:

1. Subsection "a" of section III (Part "A") is replaced by the following:

a) Les barbiers et coiffeurs pour hommes des zones I, II et III doivent recevoir une rémunération de \$33.00 par semaine, plus 50% de de toutes recettes au-dessus de \$43.00 faites par eux au cours de la semaine."

"a) Barbers and men's hairdressers of zones I, II and III shall receive \$33.00 per week plus 50% of that part of their weekly receipts exceeding \$43.00."

2° Les prix minima établis dans la zone I (article IV, Section "A") pour la coupe des cheveux et de la barbe sont remplacés par les suivants:

2. The minimum prices established for zone I (Section IV, Part "A") for haircut and shave are replaced by the following:

"Coupe de cheveux pour adultes:
Lundi, mardi, mercredi et jeudi \$0.65
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées 0.70

"Haircut, for adults:
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday \$0.65
Friday, Saturday and holiday eves 0.70

Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.40
Coupe de cheveux en brosses (tous les jours).....	0.80
Barbe.....	0.40"

Haircut, children under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.40
Brushcut (every day).....	0.80
Shave.....	0.40"

3° A l'article IV (Section "A") l'échelle de prix minima établie pour la zone II est remplacée par la suivante:

3. The scale of minimum prices for zone II, section IV (Part "A") is replaced by the following:

"Zone II

"Zone II

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, et jeudi.....	\$0.65
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.....	0.70
Pour enfants de moins de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.40
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.....	0.50
Barbe.....	0.40
Traitement au vibreur sans message.....	0.15
Teinture des cheveux.....	3.00
Flambage des cheveux.....	0.35
Shampooing.....	0.50
Massage.....	0.60
Lotion.....	0.40
Massage-lotion.....	0.40
Tonique.....	0.40
Aiguillage de rasoir.....	0.50"

Haircut, adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	\$0.65
Friday, Saturday and holiday eves.....	0.70
Children under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.40
Friday, Saturday and holiday eves.....	0.50
Shave.....	0.40
Vibrator treatment, no massage.....	0.15
Dyeing of the hair.....	3.00
Singeing of the hair.....	0.35
Shampoo.....	0.50
Massage.....	0.60
Lotion.....	0.40
Massage-lotion.....	0.40
Tonic.....	0.40
Razor setting.....	0.50"

4° A l'article V, paragraphe "a" (Section "A") le troisième alinéa, concernant la zone I, est radié.

4. In section V, subsection "a" (Part "A"), the third paragraph thereof which applies to zone I is deleted.

5° Au paragraphe "a" de l'article V, les heures de travail dans la zone II sont de 8.00 à 8.00 p.m. le vendredi.

5. In subsection "a" of section V, the hours of work in zone II are distributed between 8.00 and 8.00 p.m. on Friday.

6° Les alinéas suivants sont ajoutés au paragraphe "c" de l'article V (Section "A"):

6. The following paragraphs will be added to subsection "c" of section V (Part "A"):

"Dans le cas des barbiers du Cap-de-la-Madeleine, le 15 août est aussi considéré comme fête chômée.

"For barbers of Cap-de-la-Madeleine, August 15 shall also be considered as a holiday.

Il n'y a pas de travail pour les salariés le 2 janvier, sauf s'il tombe un samedi.

No work is to be performed by employees on January 2nd except when it falls on a Saturday.

Toutefois, si la date de la fête de la St-Jean-Baptiste et de la fête du Canada était changée par les autorités municipales ou autres pour des circonstances spéciales, ces fêtes seront alors chômées le jour choisi."

However, should the date of either St. Jean Baptiste Day or Canada Day be changed by Municipal or other authorities on account of special circumstances, such holidays shall then be observed on the other day chosen."

7° Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article VII (Section "A").

7. The following paragraphs are added to section VII (Part "A").

"A Shawinigan, les vacances doivent être prises de la façon suivante:

"In Shawinigan, vacations shall be taken as follows:

St-Marc: la première semaine d'août;

St. Marc: the first week in August;

Tous les autres endroits de Shawinigan, Almaville et la Baie: la deuxième semaine d'août;

All other places in Shawinigan, Almaville and La Baie: the second week in August.

A Grand'Mère, les vacances doivent être prises de la façon suivante:

In Grand'Mère, vacations shall be taken as follows:

Du côté sud de la sixième avenue: la première semaine d'août;

On the South side of the Sixth Avenue: the first week in August;

Du côté nord: la deuxième semaine d'août."

On the North side: the second week in August."

(Document "E" annexé à l'arrêté)

(Document "E" annexed to the order)

A. MORISSET,

A. MORISSET,

32996-o

Greffier du Conseil Exécutif.

32996-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 789

Number 789

Québec, le 23 juillet 1952.

Quebec, July 23, 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNANT une convention collective de travail relative au métier de coiffeur pour dames dans l'île de Montréal.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the Ladies Hairdressing trade in the Island of Montreal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Hairdressers' Employees Association of the Province of Quebec";

La Corporation des Coiffeurs pour dames de la province de Québec, section des employés;

ET, D'AUTRE PART:

"The Master Ladies Hairdressers' and Wig Makers Guild, Inc.";

L'Association professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la province de Québec, Inc.;

Le Syndicat des Coiffeurs pour Dames de Montréal, Inc.;

L'Association des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Montréal et du District, Inc.;

La Corporation des Coiffeurs pour Dames de la province de Québec, section des employeurs;

pour les employeurs et les salariés des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 avril 1952;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 avril 1952.

I. *Définitions*: Pour les fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) L'art de la coiffure pour dames faisant l'objet du présent décret comprend, mais non limitativement, les opérations suivantes:

1. *Ondulation*: Arranger, tresser, coiffer, friser et/ou onduler les cheveux par l'ondulation permanente, le kemol, le marcel, le papier, la mise-en-plis ou toute autre façon d'onduler ou de friser les cheveux;

2. *Teinture*: Décolorer, teindre les cheveux totalement ou partiellement, ou retoucher par la teinture sous toutes ses formes les sourcils et les cils;

3. *Coupe de cheveux*: Couper, amincir, effiler, étager les cheveux;

4. *Massage*: Masser, nettoyer, stimuler, manipuler ou embellir le visage, les bras, les mains, le cou ainsi que maquiller le visage;

5. *Manucure*: Enlever les cuticules, corriger la pousse des ongles, former, polir, émailler, faire disparaître les taches, embellir, limer, couper, faire briller les ongles avec ou sans l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes ou poudres;

6. *Épilation*: Enlever les poils par l'usage de crèmes, cires, poudres dépilatoires ou au moyen

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) the contracting parties mentioned hereinafter have presented a petition to the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Hair dressers' Employees Association of the Province of Quebec;

"La Corporation des coiffeurs pour dames de la Province de Québec, section des employés";

AND, ON THE OTHER PART:

The Master Ladies Hairdressers' and Wig Makers' Guild, Inc.;

"L'Association professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec, Inc.";

"Le Syndicat des Coiffeurs pour Dames de Montréal, Inc.";

"L'Association des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Montréal et du District, Inc.";

"La Corporation des coiffeurs pour dames de la Province de Québec, section des employeurs";

for the employers and the employees of the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 26, 1952;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance towards the establishing of working conditions in the industry and occupations concerned, and within the territorial jurisdiction mentioned in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections raised have been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said request be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 26, 1952.

I. *Definitions*: For the purposes of the decree the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) Ladies hairdressing, to which the decree shall apply, includes but is not limited to the following operations:

1. *Wave*: To arrange, braid, dress, curl and/or wave the hair by means of a permanent wave, Kemol wave, Marcel wave, paper wave, finger wave or any other way of curling or waving the hair;

2. *Dyeing*: To discolour, dye the hair, in whole or part, or retouch eyebrows and eyelashes by means of any kind of dyeing;

3. *Haircut*: To cut, thin, taper the hair;

4. *Massage*: To massage, clean, stimulate or embellish the face, the arms, the hands, the neck, including make-up;

5. *Manicure*: To remove cuticles, to polish and correct the growth of nails, remove stains, embellish, file, cut, shine nails with or without the use of cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, cream or powder;

6. *Depilation*: To remove hairs by the use of depilatory cream, wax, powder or by means of

d'instruments spéciaux, exception faite pour les appareils à l'électrolyse;

7. *Traitement du cuir chevelu*: Traiter les cheveux en général, enlever les pellicules, reconditionner ou nettoyer les cheveux, donner des shampooings, des traitements à l'huile avec ou sans appareils spéciaux, avec ou sans lampes solaires, lampes à rayons ultra-violet, lampes à rayons infra-rouges ou vibrateurs à haut voltage;

8. *Ondulation permanente*: L'ondulation permanente ou l'indéfrisable est l'art de donner à des cheveux une vague ou frisure imitant toute ondulation ou frisure naturelle; l'ondulation dite permanente ou l'indéfrisable, à froid ou avec chaleur, s'obtient au moyen de l'une ou de l'autre des opérations suivantes ou de toutes à la fois, mais non limitativement:

i) L'enroulement de cheveux par mèches sur un cylindre appelé onduleur ou bigoudi;

ii) L'application de solutions chimiques ou l'usage d'appareils dégageant de la chaleur;

iii) L'application sur des cheveux d'une solution chimique ne produisant aucune chaleur;

iv) Toute autre opération ou produit utilisé donnant à des cheveux une ondulation et/ou frisure à caractère permanent ou indéfrisable;

v) L'ondulation permanente ou l'indéfrisable, en plus, comprend toutes ou l'une ou l'autre des opérations suivantes: shampooing, coupe de cheveux ou mise-en-plies;

b) Le terme "maître-coiffeur" désigne toute personne qui a obtenu un certificat de qualification comme tel du Comité paritaire, suivant les prescriptions des règlements de ce dernier.

c) Le mot "coiffeur" désigne toute personne qui a obtenu un certificat de qualification comme tel du Comité paritaire, suivant les prescriptions des règlements de ce dernier.

d) Le terme "compagnon-coiffeur" désigne toute personne qui a obtenu un certificat de qualification comme tel du Comité paritaire, suivant les prescriptions des règlements de ce dernier.

e) Le terme "manucure-esthéticienne" désigne toute personne qui, ayant obtenu un certificat de qualification comme telle du Comité paritaire, suivant les prescriptions des règlements de ce dernier, fait les opérations décrites aux sous-paragraphes 4, 5 et 6 du paragraphe "a" du présent article dans un salon de beauté ou de coiffure pour dames.

f) Le terme "artisan-coiffeur" désigne tout maître-coiffeur ou coiffeur qui exerce son art seul ou en société, pour son propre bénéfice, dans un salon de coiffure, selon les prescriptions du décret. Il comprend aussi une personne exploitant un salon de coiffure dans lequel elle travaille à l'exercice de sa profession en même temps qu'elle agit comme employeur, au sens du paragraphe "j" du présent article.

g) Le terme "artisan-manucure-esthéticienne" désigne toute manucure-esthéticienne qui exerce son art seule ou en société, pour son propre bénéfice, dans un salon de beauté, selon les prescriptions du décret. Il comprend aussi une personne exploitant un salon de beauté dans lequel elle exerce sa profession en même temps qu'elle agit comme employeur, au sens du paragraphe "j" du présent article.

h) Les termes "apprenti-coiffeur" ou "apprenti-manucure-esthéticienne" désignent toute personne qui fait un stage d'apprentissage dans un salon de coiffure ou de beauté en vue d'exercer l'art défini au paragraphe "a" du présent article, pour l'apprenti-coiffeur, et aux sous-paragraphes

special instruments but excepting electrolysis apparatus;

7. *Scalp treatment*: To treat the hair in general, remove dandruffs, recondition and clean the hair, give shampoos, oil treatments with or without special equipment, with or without solar lamps, ultra-violet or infra-red lamps or high-voltage vibrators;

8. *Permanent wave*: A permanent wave consists in giving the hair a wave or curl which imitates a natural one; a cold wave or one requiring the use of heat is obtained by means of any one or all of the following (or other) operations:

i. the winding of the hair (in locks) around a cylinder (waver or hair curler);

ii. the application of chemical solutions or the use of heat producing devices;

iii. the application of a chemical solution producing no heat;

iv. any other operation or product in use that gives the hair a permanent wave or curl;

v. besides, the permanent wave comprises all or any one of the following operations: shampoo, haircut or finger wave;

b) The term "master-hairdresser" means any person who has obtained a certificate of competency in that capacity from the Parity Committee, pursuant to the provisions of the Committee's by-laws:

c) The term "hairdresser" means any person who has obtained a certificate of competency in that capacity from the Parity Committee, pursuant to the provisions of the Committee's by-laws.

d) The term "journeyman hairdresser" means any person who has obtained a certificate of competency in that capacity from the Parity Committee, pursuant to the provisions of the Committee's by-laws.

e) The term "manicure-aesthetician" means any person who has obtained a certificate of competency in that capacity from the Parity Committee, pursuant to the provisions of the Committee's by-laws, and who executes the operations described in paragraphs 4, 5 and 6 of subsection (a) of this section in a beauty or ladies hairdressing parlor.

f) The term "artisan-hairdresser" means any master-hairdresser or hairdresser who plies his trade alone or in partnership, for his own benefit, in a hairdressing parlor, in pursuance of the provisions of the decree. The term also includes a person operating a hairdressing parlor in which he plies his trade and, at the same time, acts as employer within the meaning of subsection (j) of the present section.

g) The term "artisan-manicure-aesthetician" means any manicure-aesthetician who plies her trade alone or in partnership, for her own benefit, in a beauty parlor, in pursuance of the provisions of the decree. The term also includes a female person operating a beauty parlor in which she plies her trade and, at the same time, acts in the capacity of employer within the meaning of subsection (j) of the present section.

h) The terms "apprentice-hairdresser" or "apprentice-manicure-aesthetician" means any person who serves an apprenticeship period in a hairdressing or beauty parlor for the purpose of plying the trade defined in subsection (a) of the present section in the case of an apprentice-

4, 5 et 6 du paragraphe "a" du présent article pour l'apprentie-manucure-esthéticienne.

i) Le terme "écolier" désigne toute personne qui fait l'apprentissage de la coiffure ou de manucure-esthéticienne dans une école régie par le chapitre 63 ou le chapitre 64 des Statuts refondus de Québec 1911 et leurs amendements ou à la Commission d'apprentissage des coiffeurs pour dames et messieurs.

j) Le terme "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui possède un ou plusieurs salons de coiffure ou de beauté et qui retient les services d'un ou plusieurs maîtres-coiffeurs, coiffeurs, compagnons-coiffeurs, apprentis-coiffeurs, manucures-esthéticiennes ou apprenties-manucure-esthéticiennes.

k) Le terme "salon de coiffure" désigne tout établissement spécialement meublé pour exercer en entier ou en partie l'art de la coiffure pour dames tel que décrit au paragraphe "a" du présent article et pour lequel est émis un permis des autorités municipales.

l) Le terme "salon de beauté" comprend tout établissement spécialement meublé pour y exercer en entier ou en partie les opérations mentionnées aux sous-paragraphe 4, 5 et 6 du paragraphe "a" du présent article et pour lequel est émis un permis des autorités municipales.

m) Le terme "salarié" désigne toute personne qui, moyennant rémunération, exécute en entier ou en partie le travail mentionné à l'article I du présent décret.

n) Les termes "maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur, manucure-esthéticienne régulières" désignent tout maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur ou manucure-esthéticienne travaillant comme salarié au moins quarante-huit (48) heures par semaine.

o) Les termes "maître-coiffeur, coiffeur, compagnon coiffeur, manucure-esthéticienne surnuméraires" désignent tout maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur ou manucure-esthéticienne travaillant comme salarié moins de quarante-huit (48) heures par semaine.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale déterminée par le décret comprend les cités de Montréal, Westmount, Outremont, Verdun et Lachine, les villes de Montréal Ouest, Montréal-Nord, Montréal-Est, St-Michel, Mont-Royal, Saint-Pierre, LaSalle, Pointe-aux-Trembles et la ville et la paroisse de St-Laurent.

III. *Jurisdiction professionnelle*: La juridiction professionnelle du décret s'applique à toute personne qui exécute une ou plusieurs des opérations définies au paragraphe "a" de l'article I du décret.

IV. *Durée du travail*: a) La semaine de travail de tout salarié régulier et apprenti est de quarante-huit (48) heures.

Les heures de travail sont réparties de la façon suivante:

1. Entre 9.00 a.m. et 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi;
2. Entre 9.00 a.m. et 9.00 p.m. les samedi et veilles de fêtes chômées.
3. Entre 9.00 a.m. et 9.00 p.m. tous les jours ouvrables, du 15 au 31 décembre inclusivement, chaque année.

b) L'heure mentionnée ci-dessus est l'heure légale dans chacune des cités, villes ou municipalités mentionnées dans la juridiction territoriale du présent décret, c'est-à-dire que dans les cités, villes ou municipalités où l'avance de l'heure aura été décrétée pour une certaine période de l'année, l'heure ainsi avancée devient l'heure légale pour l'application des heures de travail du décret.

hairdresser and in paragraphs 4, 5 and 6 of subsection (a) of the present in the case of an apprentice-manucure-esthéticienne.

i) The term "student" means any person who makes his apprenticeship, either in the hairdressing or in the manucure-esthéticienne trade, in a school governed by chapter 63 or chapter 64 (R.S.Q. 1941, and amendments) or by the Apprenticeship Commission for Ladies and Men's Hairdressers.

j) The term "employer" means any person, association or corporation who owns one or more hairdressing or beauty parlors and who hires the services of one or more master-hairdressers, hairdressers, journeymen hairdressers, apprentice-hairdressers, manicures-esthéticiennes or apprentice-manucures-esthéticiennes.

k) The term "hairdressing parlor" means any establishment specially furnished and equipped for the plying, in whole or part, of the ladies' hairdressing trade, as described in subsection (a) of the present section, and for which a permit is issued by the municipal authorities.

l) The term "beauty parlor" comprises any establishment furnished and equipped to execute any or all of the operations mentioned in paragraphs 4, 5 and 6 of subsection (a) of the present section, and for which a permit is issued by the municipal authorities.

m) The term "employee" means any person who, considering remuneration, executes, in whole or part, the work mentioned in section I of the present decree.

n) The terms "regular master-hairdresser, hairdresser, journeyman-hairdresser, manicure-aesthéticienne" working, as employee, at least forty-eight (48) hours per week.

o) The terms "occasional master-hairdresser, hairdresser, journeyman hairdresser, manicure-aesthéticienne" means any master-hairdresser, hairdresser, journeyman hairdresser or manicure-aesthéticienne working, as employee, less than forty eight (48) hours per week.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction determined by the decree comprises the cities of Montreal, Westmount, Outremont, Verdun and Lachine, the towns of Montreal-West, Montreal-North, Montreal-East, St. Michel, Mount-Royal, St. Pierre, Lasalle, Pointe-aux-Trembles, and the town and parish of St. Laurent.

III. *Professional jurisdiction*: The professional jurisdiction of the decree applies to any person who executes one or more of the operations defined in subsection (a) of section I of the decree.

IV. *Duration of work*: The work week of every regular employee and apprentice shall consist of forty-eight (48) hours.

The hours of work shall be distributed as follows:

1. 9.00 a.m. to 7.00 p.m. Monday, Tuesday Wednesday, Thursday and Friday;
2. 9.00 a.m. to 9.00 p.m. Saturday and eves of holidays;
3. 9.00 a.m. to 9.00 p.m. every working day from December 15 to December 31, inclusive, each year.

b) The hours above mentioned shall be based on the legal time in force in the cities, towns or municipalities mentioned in the territorial jurisdiction of the present decree, meaning that in the cities, towns or municipalities where the Saving Time is adopted for a certain period of the year, the said Saving Time shall become the legal time for the enforcement of the working hours of the decree.

c) L'employeur doit allouer aux salariés qui sont à son emploi au moins une (1) heure chaque jour pour le repas du midi et une (1) heure pour le repas du soir, le samedi et tous les jours ouvrables entre le 15 et le 31 décembre de chaque année, lorsque le travail peut se continuer jusqu'à 9 heures p.m.

d) L'employeur doit donner aux salariés réguliers à son emploi, sans affecter leur salaire, quatre (4) heures consécutives de congé à chaque semaine ne comportant pas de fête chômée obligatoire. Chaque salarié est tenu de s'abstenir de tout travail de coiffure durant les quatre (4) heures de congé hebdomadaire.

e) Aucun travail ne peut être commencé avant 9.00 a.m. tous les jours de la semaine et doit cesser à 7.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et à 9.00 p.m. le samedi; cependant, le travail peut se terminer à 9.00 p.m. tous les jours ouvrables de la semaine, durant la période du 15 au 31 décembre de chaque année.

Remarque: Les dispositions du présent article ne doivent en aucun cas, constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175 et amendements), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

V. *Fêtes chômées obligatoires:* Aucun travail ne doit être exécuté dans les salons de coiffure ou de beauté les dimanches, le Premier de l'An, la fête du Travail et le jour de Noël.

VI. *Taux minima de salaires:* a) Les taux minima de salaires sont les suivants:

1° Pour le maître-coiffeur régulier \$31.00 par semaine, plus une commission de 10% sur toutes les recettes de son travail excédant le salaire minimum ou le salaire de base qu'il reçoit, si ce dernier est plus élevé que le minimum ci-haut mentionné.

2° Pour le coiffeur régulier \$28.00 par semaine, plus une commission de 10% sur toutes les recettes de son travail excédant le salaire minimum ou le salaire de base qu'il reçoit, si ce dernier est plus élevé que le minimum ci-haut mentionné.

3° Pour le compagnon-coiffeur régulier \$25.00 par semaine, plus une commission de 10% sur toutes les recettes de son travail excédant le salaire minimum ou le salaire de base qu'il reçoit, si ce dernier est plus élevé que le minimum ci-haut mentionné.

4° Pour la manœuvre-esthéticienne régulière \$22.00 par semaine, plus une commission de 10% sur toutes les recettes de son travail excédant le salaire minimum ou le salaire de base qu'elle reçoit, si ce dernier est plus élevé que le minimum ci-haut mentionné.

b) Le taux minimum de salaire du maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur, manœuvre-esthéticienne surnuméraire est de \$5.00 par jour ou fraction de journée, plus une commission de 10% sur toutes les recettes de son travail excédant le salaire minimum ou le salaire de base qu'il reçoit, si ce dernier est plus élevé que le minimum ci-haut mentionné.

c) Toute somme additionnelle payée par le client, en plus des charges ordinaires, dans un salon de coiffure ou de beauté, est la propriété de chaque salarié à qui elle a été donnée et ne doit pas être partagée avec l'employeur ni faire partie du salaire régulièrement payé.

d) Toute rémunération doit être payée conformément aux dispositions du décret et tout contrat à commission est considéré comme illégal, à moins qu'il ne prévoise une rémunération plus élevée que le salaire minimum mentionné au présent article.

e) The employer shall give his employees at least one (1) hour each day for the noon meal, and one (1) hour for the evening meal on Saturday and every working day between December 15 and 31, where hours of work may be extended until 9.00 p.m.

d) The employer shall give the regular employees in his employ, without affecting their wages, four (4) consecutive hours off each week in which there is no legal holiday, and every employee shall perform no hairdressing work during these four hours.

e) No work shall be started before 9.00 a.m. any day of the week and it shall cease at 7.00 p.m. on Monday, Tuesday and Wednesday, Thursday and Friday and at 9.00 p.m. on Saturday. However working hours may be extended until 9.00 p.m. every working day of the week during the period from December 15 to December 31 of each year.

Proviso: The provisions of the present section must never entail a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175 and amendments), of the decrees enacted under its authority and of the regulations adopted by competent municipalities.

V. *Holidays to be observed:* No work shall be performed in hairdressing or beauty parlors on Sunday, New Year's Day, Labour Day and Christmas Day.

VI. *Minimum wage rates:* a) The following shall be the minimum wage rates:

1. For the regular master-hairdresser: \$31.00 per week plus a 10% commission on all receipts of his work exceeding the minimum wage or the basic wage paid to him, whichever be the higher.

2. For the regular hairdresser: \$28.00 per week plus a 10% commission on all receipts of his work exceeding the minimum wage or the basic wage paid to him, whichever be the higher.

3. For the regular journeyman-hairdresser: \$25.00 per week plus a 10% commission on all receipts of his work exceeding the minimum wage or the basic wage paid to him, whichever be the higher.

4. For the regular manœuvre-aesthéticienne: \$22.00 per week plus a 10% commission on all receipts of her work exceeding the minimum wage or the basic wage paid to her, whichever be the higher.

b) The minimum wage of the occasional master hairdresser, hairdresser, journeyman hairdresser, manœuvre-aesthéticienne shall be five dollars (\$5.00) per day or fraction thereof plus 10% of the receipts exceeding the minimum wage mentioned in the decree or the basic wage, whichever be the higher.

c) Any additional sum paid by the customer, in excess of the ordinary charges, in a hairdressing or beauty parlor, shall be the property of the employee to which it has been given and shall not be divided with the employer nor shall it become part of the wages regularly paid.

d) All remunerations shall be paid in conformity with the provisions of the decree and any contract on a commission basis shall be illegal unless it insures wages higher than the minimum ones established in the present section.

e) Les salaires et commissions doivent être payés en monnaie légale du pays à chaque semaine; le paiement doit être fait sous enveloppe et l'employeur doit indiquer sur ou dans l'enveloppe ou sur une feuille séparée, les nom et prénoms du salarié, la date de la période de paye, les heures de travail, le salaire horaire ou hebdomadaire et la commission, les recettes, les déductions faites et le montant net payé.

f) Il est interdit à tout employeur de diminuer le salaire d'un salarié les semaines où il y a une fête chômée obligatoire.

g) Il est interdit à tout employeur de diminuer ou réduire directement ou indirectement le salaire payé au salarié lors de l'entrée en vigueur du présent décret, si celui-ci reçoit un salaire supérieur au minimum mentionné au présent article.

h) Tout tenancier d'un salon de coiffure ou de beauté qui loge ou nourrit un salarié ne peut exiger plus de \$5.00 par semaine pour le gîte et de \$7.00 par semaine pour la nourriture.

Ces exigences du gîte et de la nourriture ne doivent être réduites des montants de salaires et commissions qui doivent apparaître au complet sur les rapports faits au Comité paritaire.

VII. a) *Vacances payées*: Tout employeur doit accorder chaque année une semaine de vacance payées à tout salarié, maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur réguliers, apprenti-coiffeur, manucure-esthéticienne régulière, apprentie-manucure-esthéticienne ayant été à son emploi durant une période de douze (12) mois consécutif de calendrier, sans perte de temps, sauf pour des absences jugées légitimes et ne dépassant pas une semaine de travail.

Cependant, si l'employeur est dans l'impossibilité de trouver un remplaçant à un salarié ci-devant mentionné pour la durée de ses vacances, il lui est permis, avec le consentement du salarié et du Comité paritaire, de remplacer la semaine de vacances par un boni égal au taux du salaire de base gagné par le salarié pour sa semaine de travail.

b) Dans le cas de vente ou de transfert d'un salon de coiffure ou de beauté au cours des douze (12) mois de service d'un salarié, le nouveau propriétaire-employeur assume l'obligation de l'employeur précédent concernant les vacances, à moins que ledit salarié n'ait perdu le droit à ses vacances avant la date de prise de possession du salon par le nouvel employeur.

VIII. *Prix minima des services*: Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Ondulation permanente ou indéfrisable	\$5.00
Ondulation au papier	1.00
Ondulation Komol	1.00
Ondulation à l'eau (mise-en-plies)	0.75
Ondulation Marcel	0.75
Repeignage à sec	0.50
Shampooing ordinaire	0.50
Shampooing Henna naturel	0.75
Shampooing Camomille	0.75
Shampooing sec	0.75
Shampooing à l'huile, sans savon	0.75
Rinçage	0.50
Flambage des cheveux	0.50
Épilation des sourcils	0.50
Coupe de cheveux	0.75
Traitement du cuir chevelu	1.25
Teinture ou retouche de teinture	5.00
Shampooing colorant (tint), retouché ou décolorant	5.00
Décoloration (par application)	3.00
Henna Pack naturel	3.50
Application de fixatif	0.25

e) Wages as well as commissions shall be paid in currency, each week. They shall be in an envelope and the employer shall mention, either in or on the envelope, or on a separate sheet, the name in full of the employee, the date of the pay period, the hours of work, the hourly or weekly rate of pay and the commission, the receipts, the deductions made and the net amount paid.

f) No employer shall reduce the wages of employee because of a holiday occurring in the week.

g) No employer shall reduce, either directly or indirectly, the wages actually paid to an employee at the time of coming into force of the decree if such wages be higher than the minimum rate established in the present section.

h) The operator of a hairdressing or beauty parlor who provides an employee with room or board shall not charge more than five dollars (\$5.00) per week for room and seven dollars (\$7.00) per week for board.

The cost of room or board shall not be deducted from the wages and commissions reported to the Parity Committee.

VII. *Vacation with pay*: a) Every employer shall give each year, a vacation of one week with pay to every regular employee, master-hairdresser, hairdresser, journeyman-hairdresser, to every apprentice-hairdresser, to every regular or apprentice-manucure-aesthetician who has been in his employ during a period of twelve (12) consecutive calendar months, without loss of time, except for justified absences not exceeding one work week.

However, should the employer be unable to find another employee to replace the one above mentioned during the vacation period, he may, with the consent of the employee and of the Parity Committee, replace the vacation week by a bonus equal to the basic wage earned by the employee during his work week.

b) In the event of the sale or transfer of a hairdressing or beauty parlor during the twelve (12) months of service of an employee, the new owner-employer shall assume the obligations of the former employer regarding the vacation unless an employee has lost the right to his vacation before the new employer has taken possession of the parlor.

VIII. *Minimum prices of services*: The professional employers, the artisans and the employees shall charge the public the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Permanent wave	\$5.00
Paper wave	1.00
Komol wave	1.00
Water wave	0.75
Marcel wave	0.75
Dry recombining	0.50
Ordinary shampoo	0.50
Natural Henna shampoo	0.75
Camomille Shampoo	0.75
Dry shampoo	0.75
Oil shampoo soapless	0.75
Rinse	0.50
Singeing of the hair	0.50
Plucking of eyebrows	0.50
Haireut	0.75
Scalp treatment	1.25
Dyeing or retouching	5.00
Tint shampoo, retouching or bleacher	5.00
Bleaching (by application)	3.00
Natural Henna Pack	3.50
Fixature	0.25

Massage ordinaire	1.00	Ordinary massage	1.00
Massage masque	1.25	Mask massage	1.25
Massage contre les comédons	1.25	Blackheads massage	1.25
Manucure ordinaire	0.50	Ordinary manicure	0.50
Manucure à l'huile	0,75	Oil manicure	0.75

IX. *Apprentissage*: a) Pour être admis à l'apprentissage de la coiffure ou de manucure-esthétique, l'apprenti doit:

1. Avoir complété avec succès sa neuvième année du cours primaire et détenir un certificat officiel.

2. S'enregistrer au Comité paritaire, fournir deux (2) photographies de dimensions satisfaisantes, des preuves d'identification à la satisfaction du Comité paritaire et obtenir un certificat d'apprentissage portant le sceau du Comité paritaire.

b) L'apprentissage doit se faire:

1. Dans une école régie soit par le chapitre 63 (Statuts refondus de Québec 1941, et amendements) ou le chapitre 64 (Statuts refondus de Québec 1941, et amendements) ou

2. Dans un salon de coiffure ou de beauté ou à la Commission d'apprentissage.

c) Si l'apprentissage se poursuit dans une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 63 et amendements) ou dans une école régie par la Loi des écoles professionnelles (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 64 et amendements) ou à la Commission d'apprentissage, l'enseignement doit: 1. Se faire par des personnes détenant un certificat de maître-coiffeur émis par le Comité paritaire.

2. Le programme d'enseignement doit couvrir toutes les matières ou opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret et être approuvé par la Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal et la Commission d'apprentissage conjointe des coiffeurs pour dames et messieurs de Montréal.

3. Le nombre d'élèves par professeurs ne doit pas être supérieur à six (6) pour l'enseignement du marcel et du komol, et à quinze (15) pour les autres item de la coiffure.

4. Aucune charge quelconque ne peut être exigée du public qui sert de modèle aux élèves pour pratiquer.

5. L'élève ayant suivi un cours d'une durée minimum de cinq cents heures (500) d'études théoriques et pratiques dans une école de coiffure dont le programme a été approuvé par le Comité paritaire et la Commission d'apprentissage peut, à la fin du cours, être admis à un examen de classification, lequel détermine le temps servi ou à servir comme apprenti.

d) Si l'apprentissage se fait dans un salon de coiffure ou de beauté, il n'est permis et ne vaut que si les dispositions ci-dessous sont rigoureusement suivies.

1. La durée de l'apprentissage est de trente-six (36) mois de calendrier à compter de la date de l'émission du certificat d'apprentissage pour l'apprenti-coiffeur, et de douze (12) mois pour la manucure-esthétique.

2. L'apprenti doit se présenter au Comité paritaire tous les six (6) mois, pour y subir un examen oral afin de permettre la constatation des progrès accomplis.

3. Le nombre d'apprentis dans un salon de coiffure ou de beauté est réparti de la façon suivante et ne doit jamais excéder la proportion ci-dessous indiquée:

Un (1) apprenti-coiffeur ou manucure-esthétique par personne détenant un certificat de maître-coiffeur, de coiffeur ou de compagnon-

IX. *Apprenticeship*: a) To be admitted to apprenticeship, either as hairdresser or manucure-aesthetician, the apprentice shall:

1. have completed (successfully) the ninth year of the primary course and hold an official certificate;

2. register with the Parity Committee, furnish two (2) photographs of required size, give proofs of identification accepted by the Parity Committee and obtain a certificate of apprenticeship with the seal of the Parity Committee.

b) Apprentice shall be served;

1. In a school governed either by chapter 63 (R.S.Q., 1941 and amendments), or chapter 64 (R.S.Q. 1946 and amendments), or

2. In a hairdressing or beauty parlor or with the Apprenticeship Commission.

c) Whether the apprenticeship be served in a school governed by the Specialized Schools Act (chapter 63, R.S.Q., 1941, and amendments), or by the Trade Schools Act (chapter 64, R.S.Q., 1941, and amendments), or with the Apprenticeship Commission, the following rules shall apply;

1. The teaching shall be made by persons holding a master-hairdresser's certificate issued by the Parity Committee.

2. The program shall cover all subjects and operations comprised in the professional jurisdiction of the decree and be approved by the Joint Commission of the Ladies Hairdressing Trade and the Joint-Apprenticeship Commission for the Professional of Ladies and Men Hairdressing of Montreal.

3. The number of students per teacher shall not exceed six (6) for Marcel and Komol teaching, and fifteen (15) for the other hairdressing items.

4. No charge whatever shall be required from the public serving as models to the students.

5. The student who has followed a course totalling five hundred (500) hours of theoretical and practical study in a hairdressing school with a program approved by the Parity Committee and the Apprenticeship Commission may, at the completion of such course, be admitted to a classification examination which will determine the time served as well as the time yet to be served as apprentice.

d) In the event of the apprenticeship being made in a hairdressing or beauty parlor, it shall be permitted and valid only if the following provisions are strictly complied with:

1. The duration of apprenticeship is thirty-six (36) calendar months from the date of issue of the certificate of apprenticeship in the case of an apprentice-hairdresser, and twelve (12) months for the manucure-aesthetician;

2. The apprentice shall every six (6) months, sit for an oral examination before the Parity Committee, which will show the progress made;

3. The number of apprentices in a hairdressing or beauty parlor shall never exceed the proportion hereunder mentioned;

One (1) apprentice-hairdresser or manucure-aesthetician per person holding a certificate as regular master-hairdresser, hairdresser or journey-

coiffeur réguliers, jusqu'au maximum de six (6) apprentis par salon de coiffure.

Une (1) apprentie-manucure-esthéticienne par salon de beauté où travaillent une ou plusieurs personnes détenant un certificat de compétence de manucure-esthéticienne.

4. Un apprenti-coiffeur ou une apprentie-manucure-esthéticienne ne peut être employé ni ne peut travailler comme employé surnuméraire mais doit nécessairement travailler au moins quarante-huit (48) heures par semaine ou les heures régulièrement travaillées au salon au cas où les heures d'opération du salon seraient moindre que quarante-huit (48) heures.

5. Le salaire minimum de l'apprenti-coiffeur est le suivant:

	<i>par semaine</i>
Premier semestre	\$ 6.00
Deuxième semestre	10.00
Troisième semestre	12.00
Quatrième semestre	15.00
Cinquième semestre	18.00
Sixième semestre	20.00

6. Le salaire minimum de l'apprentie-manucure-esthéticienne est le suivant:

	<i>par semaine</i>
Premier semestre	\$10.00
Deuxième semestre	15.00

7. Avant la fin de la durée de son apprentissage, l'apprenti-coiffeur et l'apprentie-manucure-esthéticienne doivent suivre un cours d'hygiène et de cosmétologie approuvé par le Comité paritaire et obtenir un certificat d'étude à cet effet.

8. A l'expiration de la durée d'apprentissage déterminée dans le décret, l'apprenti-coiffeur et l'apprentie-manucure-esthéticienne doivent se présenter au Comité paritaire pour subir l'examen de compétence.

A défaut par l'apprenti-coiffeur et l'apprentie-manucure-esthéticienne de se présenter aux examens dans un délai de trois (3) mois suivant la fin de leur apprentissage, il leur est interdit de faire tout travail mentionné dans la juridiction professionnelle du décret jusqu'à ce que le Comité paritaire ait statué sur leur cas.

Au cas d'insuccès à cet examen, l'apprenti-coiffeur et l'apprentie-manucure-esthéticienne doivent subir un autre examen dans un délai de six (6) mois; tout insuccès après cet examen élimine lesdits apprentis du métier dans la juridiction territoriale du décret.

A défaut par l'apprenti-coiffeur et l'apprentie-manucure-esthéticienne de se présenter à l'examen de reprise à la fin du délai prescrit, tout travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du présent décret leur est interdit jusqu'à ce que le comité ait statué sur leur cas.

L'apprenti-coiffeur et l'apprentie-manucure-esthéticienne qui, pour des raisons valables, n'ont pas suivi le cours d'hygiène ou qui, l'ayant suivi, n'ont pu obtenir le certificat d'étude, pendant la durée de leur apprentissage, peuvent obtenir un permis spécial les autorisant à travailler pendant la reprise du cours.

X. L'employeur désirant se dispenser des services d'un salarié après une période d'emploi d'une (1) semaine, doit lui donner un avis d'au moins une (1) semaine à l'avance ou sinon, il doit lui payer le salaire d'une (1) semaine.

Un salarié désirant quitter son emploi après une semaine en service doit en donner avis à son employeur au moins une (1) semaine à l'avance.

XI. *Uniformes*: Si des uniformes spéciaux sont obligatoires, ils sont fournis et blanchis par l'employeur, sans frais pour le salarié.

man hairdresser, up to a maximum of six (6) apprentices per hairdressing parlor;

One (1) apprentice-manicure-aesthetician per beauty parlor where one or more persons holding a certificate of competency as manicure-aesthetician are working.

4. An apprentice-hairdresser or an apprentice-manicure-aesthetician shall not be employed and shall not work as occasional employee but shall work a minimum of forty-eight (48) hours per week of the hours regularly worked in the parlor should the business hours of the parlor be less than forty-eight (48) hours.

5. The minimum wages of the apprentice-hairdressers shall be as follows:

	<i>per week</i>
First six months	\$ 6.00
Second six months	10.00
Third six months	12.00
Fourth six months	15.00
Fifth six months	18.00
Sixth six months	20.00

6. The minimum wages of the apprentice-manicure-aesthetician shall be as follows:

	<i>per week</i>
First six months	\$10.00
Second six months	15.00

7. Before completion of apprenticeship, the apprentice-hairdresser and the apprentice-manicure-aesthetician shall follow a hygiene and cosmetology course approved by the Parity Committee and obtain a study certificate to that effect.

8. At the expiration of duration of apprenticeship determined in the decree, the apprentice-hairdresser and the apprentice-manicure-aesthetician shall sit for the examination required to obtain the certificate of competency.

Should the apprentice-hairdresser or the apprentice-manicure-aesthetician fail to sit for the examinations within three (3) months following the completion of their apprenticeship they shall perform no work covered by the professional jurisdiction of the decree until the Parity Committee has taken a decision in their case.

In the event of failure in the examination, the apprentice-hairdresser and the apprentice-manicure-aesthetician shall sit for another examination within six (6) months; any further failure (after this examination) shall eliminate the apprentice from the trade in the territorial jurisdiction of the decree.

Should the apprentice-hairdresser or the apprentice-manicure-aesthetician fail to sit for the second examination at the end of the prescribed delay, they shall perform no work covered by the professional jurisdiction of the decree until the Parity Committee has taken a decision in their case.

The apprentice-hairdresser or the apprentice-manicure-aesthetician who, for sufficient reasons, has not followed the hygiene course or who having followed it, has not obtained the study certificate during his apprenticeship may obtain a special permit which will authorize him (or her) to work while following the course.

X. The employer wishing to dispense with the services of an employee after a period of employment of one (1) week shall notify the employee at least one (1) week in advance or, if not, pay him one week's wages.

An employee who wishes to leave after one week of service shall notify his employer at least one (1) week in advance.

XI. *Uniforms*: Should special uniforms be required, they shall be supplied and cleaned at the employer's expense.

XII. *Dispositions spéciales:* a) Il est interdit à tout propriétaire de salon de coiffure ou de beauté de louer, de sous-louer ou même de disposer de façon gratuite ou onéreuse d'une partie des chaises ou d'une partie du matériel ou d'un espace comprenant un salon de coiffure et de beauté pour y exercer tout travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

b) Aucun artisan-coiffeur, maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur, apprenti-coiffeur, manucure-esthéticienne ou apprentie-manucure-esthéticienne ne peut exercer son art ailleurs que dans les endroits ou établissements décrits dans le décret ou dans les hôpitaux. Tout travail exécuté dans des conditions autres que celles du décret doit être autorisé préalablement par le Comité paritaire.

c) Il est interdit d'offrir gratuitement les services mentionnés à l'article VIII du décret, d'en réduire le prix ou de donner quelque objet que ce soit comme prime ayant pour effet de réduire les prix ou d'attirer la clientèle par des moyens ayant pour effet d'en réduire le prix ou par tout autre procédé que ce soit; il est également interdit d'offrir ces services à des prix inférieurs à ceux fixés par le présent décret.

d) Toute personne agissant comme démonstrateur ou consultant dans les opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret, ne peut agir comme telle à moins de détenir un certificat de qualification émis par le Comité paritaire ou d'avoir obtenu dudit Comité paritaire un permis spécial.

e) Les certificats de qualification émis par le Comité paritaire aux salariés assujettis au décret sont la propriété des détenteurs et doivent en tout temps être gardés à l'endroit de travail de ceux-ci.

f) Toute personne, association, ou corporation, propriétaire de plusieurs salons de coiffure ou de beauté, doit considérer chacun de ces établissements comme des entités distinctes, soumis chacun, aux prescriptions du décret.

g) Dans un salon de coiffure, il doit y travailler au moins un maître-coiffeur ou coiffeur régulier et, dans un salon de beauté, une personne détenant un certificat de compétence de manucure-esthéticienne.

h) Cependant les personnes détenant un certificat de compagnon-coiffeur et qui étaient propriétaires d'un salon de coiffure avant le 31 mai 1947 ont les mêmes privilèges que ceux accordés aux maîtres-coiffeurs ou coiffeurs. Après cette date, toute personne détenant un certificat de compagnon-coiffeur, dans le présent cas particulier, et cessant d'être propriétaire du même salon de coiffure perd le privilège mentionné au présent paragraphe et doit se conformer aux prescriptions du décret en devenant détenteur d'un certificat de maître-coiffeur ou de coiffeur.

i) Dans le présent texte, le genre masculin inclut et comprend le genre féminin et l'un ou l'autre s'applique indistinctement.

XIII. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

XIV. Le présent décret abroge le décret numéro 1343 du 29 mai 1941 et tous ses amendements.

XII. *Special provisions:* No hairdressing or beauty parlor owner shall let, sub-let or even dispose of, gratuitously or nor, part of the chairs or of the material or space comprising a hairdressing or beauty parlor for the execution of any work covered by the professional jurisdiction of the decree.

b) No artisan-hairdresser, master-hairdresser, hairdresser, journeyman-hairdresser, apprentice-hairdresser, manicure-aesthetician or apprentice-manicure-aesthetician may ply his trade anywhere but in places or establishments described in the decree or in hospitals. Any work done in conditions other than those set forth in the decree must be previously authorized by the Parity Committee.

c) No one shall offer gratuitously the services mentioned in section VIII, of the decree, or reduce the prices or give any object whatever, as a premium, in order to reduce the prices or to attract the customers by means resulting in a reduction of the prices or any other way. It is also prohibited to offer such services at prices lower than those herein established.

d) Any person acting as demonstrator or adviser as regards the operations governed by the decree is not permitted to do so unless he has obtained a certificate of competency or a special permit from the Parity Committee.

e) Certificates of competency issued by the Parity Committee in favour of employees governed by the decree are the property of the holders and shall, at all times, be kept where the employees are working.

f) Every person, association or corporation who owns more than one hairdressing or beauty parlors shall consider each establishment as a distinct entity subject to the provisions of the decree.

g) There shall be, in a hair-dressing parlor, at least one regular master-hairdresser or hairdresser and, in a beauty parlor, one person holding a certificate of competency as manicure-aesthetician.

h) However, persons holding a journeyman-hairdresser's certificate and who owned a hair-dressing parlor before May 31, 1947, have the same privileges as those awarded master-hairdressers or hairdressers. After that date, any person holding a certificate as journeyman-hairdresser and who ceases to own the same hairdressing parlor shall forfeit the privilege mentioned in this subsection and shall comply with the provisions of the decree by obtaining a certificate as master-hairdresser or hairdresser.

i) In the present text, the masculine gender includes and applies to the feminine gender and either one applies indistinctly.

XIII. At the time of sanction of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree, remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all liabilities of the former committee in virtue of the said previous decree.

XIV. The present decree repeals the decree number 1343 of May 29, 1941, and all its amendments.

XV. *Durée du décret*: Le présent décret est valable le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'une année. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

XV. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a period of one year. It then renews itself automatically from year to year, unless either one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before the date of its expiration. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Députés élus

Members Elected

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, le 28 juillet 1952.

Quebec, July 28th, 1952.

Je donne par les présentes avis que les collègues électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

BEAUHARNOIS

Monsieur J.-S.-Edgar Hébert, pharmacien, 359, rue Victoria, Valleyfield, P.Q.

BEAUHARNOIS

Mr. J.-S.-Edgar Hébert, Druggist, 359, Victoria St., Valleyfield, P.Q.

LAVAL

Monsieur Joseph-Omer Barrière, marchand, 11,912, Blvd Persilliers, Montréal.

LAVAL

Mr. Joseph Omer Barrière, Merchant, 11,912, Blvd Persilliers, Montreal.

MATAPÉDIA

Monsieur Philippe Cossette, notaire, Causapsal, P.Q.

MATAPÉDIA

Mr. Philippe Cossette, Notary, Causapsal, P.Q.

MONTREAL-OUTREMONT

Monsieur Henri Groulx, pharmacien-chimiste, 262, avenue Bloomfield, Outremont.

MONTREAL-OUTREMONT

Mr. Henri Groulx, Druggist-Chemist, 262, Bloomfield Ave., Outremont.

MONTREAL-VERDUN

Monsieur Lionel-A. Ross, avocat, 3755, rue Wellington, Verdun.

MONTREAL-VERDUN

Mr. Lionel A. Ross, Advocate, 3755, Wellington St., Verdun.

SAINT-HYACINTHE

Monsieur Joseph-Ernest-Irénée Chartier, marchand, 3068, rue Girouard, Saint-Hyacinthe.

ST. HYACINTHE

Mr. Joseph-Ernest-Irénée Chartier, Merchant, 3068, Girouard St., St. Hyacinthe.

VAUDREUIL-SOULANGES

Monsieur Joseph-Édouard Jeannotte, notaire, Coteau-Landing, Cté Soulanges, P.Q.

VAUDREUIL-SOULANGES

Mr. Joseph-Édouard Jeannotte, Notary, Coteau-Landing, Co. Soulanges, P.Q.

MONTMORENCY

Monsieur Yves Prévost, avocat, 509, avenue Royale, Beauport, Qué.

MONTMORENCY

Mr. Yves Prévost, Advocate, 509, Royale Ave., Beauport, Que.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

32979-0

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

32979-0

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, le 28 juillet 1952.

Quebec, July 28th., 1952.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

DORCHESTER

L'honorable M. Joseph-Damase Bégin, marchand, Lac Etchemin, Sainte-Germaine, P.Q.

DORCHESTER

The Honourable Mr. Joseph-Damase Bégin, Merchant, Lac Etchemin, Ste. Germaine, P.Q.

LAVIOLETTE

Monsieur C.-Romulus Ducharme, avocat, 745, rue Commerciale, La Tuque, P.Q.

LAVIOLETTE

Mr. C.-Romulus Ducharme, Advocate, 745, Commerciale St., La Tuque, P.Q.

MONTMAGNY

L'honorable M. Marie-Antoine Rivard, C.R., avocat, 2, avenue Bougainville, Québec.

MONTMAGNY

The Honourable Mr. Marie-Antoine Rivard, Q.C., Advocate, 2, Bougainville Ave., Quebec.

PORTNEUF

L'honorable M. Joseph-Bona Dussault, pilote, Saint-Marc-des-Carières, Portneuf.

PORTNEUF

The Honourable Mr. Joseph-Bona Dussault, Pilot, St. Marc-des-Carières, Portneuf.

YAMASKA

L'honorable M. Joseph-Pierre-Antonio Élie, cultivateur, Baieville, Yamaska.

YAMASKA

The Honourable Mr. Joseph-Pierre-Antonio Élie, Farmer, Baieville, Yamaska.

HULL

L'honorable M. Alexandre Taché, avocat, 172, Champlain, Hull.

HULL

The Honourable Mr. Alexandre Taché, Advocate, 172, Champlain, Hull.

Le Président général des élections,
32979-0 FRANÇOIS DROUIN, C.R.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
32979-0 Chief Returning-Officer.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, le 28 juillet 1952.

Quebec, July 28th., 1952.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

CHAMPLAIN

Monsieur J.-Maurice Bellemare, serre-freins, 42, rue Fusey, Cap-de-la-Madeleine.

CHAMPLAIN

Mr. J.-Maurice Bellemare, Brakesman, 42, Fusey St., Cap-de-la-Madeleine.

L'ISLET

M. Jean-Charles-Ernest-Fernand Lizotte, médecin-chirurgien, Saint-Jean-Port-Joli, P.Q.

L'ISLET

Mr. Jean-Charles-Ernest-Fernand Lizotte, Physician-Surgeon, St-Jean-Port-Joli, P.Q.

LOTBINIÈRE

Monsieur Joseph-Rosario-René Bernatchez, agronome, Saint-Flavien, Lotbinière.

LOTBINIÈRE

Mr. Joseph-Rosario-René Bernatchez, Agronomist, St. Flavien, Lotbinière.

MATANE

L'honorable M. Onésime Gagnon, avocat, C.R., C.P., 14, des Bernières, Québec.

MATANE

The Honourable Mr. Onésime Gagnon, Advocate, Q.C., P.C., 14, des Bernières, Quebec.

MONTRÉAL-SAINTE-ANNE

Monsieur Frank Hanley, garagiste, 500, rue Dublin, Montréal.

QUÉBEC-COMTÉ

Monsieur Jean-Jacques Bédard, avocat, 300, 9e Avenue-Est, Charlesbourg.

ROUVILLE

L'honorable M. Laurent Barré, cultivateur, L'Ange-Gardien-de-Rouville. (Canrobert)

GASPÉ-NORD

Monsieur Alphonse Couturier, industriel, Marsoui, Gaspé.

COMPTON

Monsieur Charles Daniel French, fermier, Cookshire, Qué.

Le Président général des élections.
32979-0 **FRANÇOIS DROUIN, C.R.**

MONTREAL-STE. ANNE

Mr. Frank Hanley, Garage Keeper, 500, Dublin St., Montreal.

QUEBEC-COUNTY

Mr. Jean-Jacques Bédard, Advocate, 300, 9th Ave. East, Charlesbourg.

ROUVILLE

The Honourable Mr. Laurent Barré, Farmer, L'Ange-Gardien-de-Rouville. (Canrobert)

GASPÉ-NORTH

Mr. Alphonse Couturier, Manufacturer, Marsoui, Gaspé.

COMPTON

Mr. Charles Daniel French, Farmer, Cookshire, Que.

32979-0 **FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,**
Chief Returning-Officer.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 30 juillet 1952.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

ABITIBI-OUEST

Monsieur Joseph-Alfred-Émile Lesage, marchand, Macamic, P.Q.

BAGOT

Monsieur Joseph-Francis-Daniel Johnson, avocat, Saint-Pie, Bagot.

BELLECHASSE

Monsieur Alphée Poirier, médecin, Saint-Damien, Bellechasse.

BROME

Monsieur Charles Jacques Warwick Fox, cultivateur, Bondville (Foster), Brome.

CHATEAUGUAY

Monsieur Arthur Laberge, bourgeois, Châteauguay-Village, P.Q.

HUNTINGDON

Monsieur H. Alister D. Somerville, aviculteur, Hemmingford, P.Q.

LABELLE

L'honorable M. Joseph-Henri-Albiny Paquette, médecin, Mont-Laurier, P.Q.

MÉGANTIC

L'honorable M. Joseph-Tancrede Labbé, négociant en gros, 450, rue Notre-Dame-Nord, Thetford-Mines, P.Q.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, July 30th., 1952.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

ABITIBI-WEST

Mr. Joseph-Alfred-Émile Lesage, Merchant, Macamic, P.Q.

BAGOT

Mr. Joseph-Francis-Daniel Johnson, Advocate, St. Pie, Bagot.

BELLECHASSE

Mr. Alphée Poirier, Physician, St. Damien, Bellechasse.

BROME

Mr. Charles Jacques Warwick Fox, Farmer, Bondville (Foster), Brome.

CHATEAUGUAY

Mr. Arthur Laberge, Gentleman, Châteauguay-Village, P.Q.

HUNTINGDON

Mr. H. Alister D. Somerville, Poultry Farmer, Hemmingford, P.Q.

LABELLE

The Honourable Mr. Joseph-Henri-Albiny Paquette, Physician, Mont-Laurier, P.Q.

MÉGANTIC

The Honourable Mr. Joseph-Tancrede Labbé, Wholesale Trader, 450, Notre-Dame (North) St., Thetford-Mines, P.Q.

MONTCALM

Monsieur Joseph-Maurice Tellier, C.R., avocat, 111, St-Charles-Boromée-Nord, Joliette.

MONTRÉAL-JEANNE-MANCE

Monsieur Jean-Paul Noël, avocat, 2310, est. rue Beaubien, Montréal.

NAPIERVILLE-LAPRAIRIE

Monsieur Joseph-Hercule Riendeau, cultivateur, Saint-Rémi, P.Q.

RIMOUSKI

Monsieur Joseph-Émile-Alfred Dubé, rentier, 44, rue Rouleau, Rimouski.

RIVIÈRE-DU-LOUP

Monsieur Roméo Gagné, industriel, 17, du Domaine, Rivière-du-Loup.

ROBERVAL

Monsieur Joseph-Errol-Antoine Marcotte, négociant, Blvd Saint-Joseph, Roberval.

SHERBROOKE

L'honorable M. John-Samuel Bourque, marchand, 6, rue Bourque, Sherbrooke.

TERREBONNE

Monsieur J.-Léonard Blanchard, notaire, 37, rue Blainville Ouest, Sainte-Thérèse, Cté de Terrebonne.

Le Président général des élections,
32979-0 FRANÇOIS DROUIN, C.R.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 31 juillet 1952.

Je donne par les présentes avis que les collègues électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec;

KAMOURASKA

Monsieur Joseph-Alfred Plourde, industriel, Mont-Carmel, Kamouraska.

L'ASSOMPTION

Monsieur Victor Chartrand, industriel, L'Épiphanie, P. Q.

PAPINEAU

L'honorable M. Joseph-Roméo Lorrain, marchand, 36, rue MacLaren Est, Buckingham, P.Q.

CHARLEVOIX

Monsieur Arthur Leclerc, médecin-chirurgien, La Malbaie, P. Q.

JOLIETTE

L'honorable M. Antonio Barrette, courtier en assurances, 864, Manseau, Joliette.

MONTCALM

Mr. Joseph-Maurice Tellier, Q.C., Advocate, 111, St. Charles-Boromée-North, Joliette.

MONTREAL-JEANNE-MANCE

Mr. Jean-Paul Noël, Advocate, 2310, Beaubien (east) St., Montreal.

NAPIERVILLE-LAPRAIRIE

Mr. Joseph-Hercule Riendeau, Farmer, St. Rémi, P.Q.

RIMOUSKI

Mr. Joseph-Émile-Alfred Dubé, Gentleman, 44, Rouleau St., Rimouski.

RIVIÈRE-DU-LOUP

Mr. Roméo Gagné, Manufacturer, 17, du Domaine, Rivière-du-Loup.

ROBERVAL

Mr. Joseph-Errol-Antoine Marcotte, Trader, St. Joseph Blvd, Roberval.

SHERBROOKE

The Honourable Mr. John-Samuel Bourque, Merchant, 6, Bourque St., Sherbrooke.

TERREBONNE

Mr. J.-Léonard Blanchard, Notary, 37, Blainville West, Ste. Thérèse, Co. of Terrebonne.

32979-0 FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Quebec, July 31st, 1952.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

KAMOURASKA

Mr. Joseph-Alfred Plourde, Manufacturer, Mont-Carmel, Kamouraska.

L'ASSOMPTION

Mr. Victor Chartrand, Manufacturer, L'Épiphanie, P.Q.

PAPINEAU

The Honourable Mr. Joseph-Roméo Lorrain, Merchant, 36, McLaren East, St., Buckingham, P.Q.

CHARLEVOIX

Mr. Arthur Leclerc, Physician-Surgeon, La Malbaie, P.Q.

JOLIETTE

The Honourable Mr. Antonio Barrette, Insurance Broker, 864 Manseau, Joliette.

ARTHABASKA

Monsieur Joseph-Alphonse-Wilfrid Labbé, cultivateur, Ste-Victoire, Arthabaska.

CHICOUTIMI

L'honorable M. Antonio Talbot, avocat, 358 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi.

DEUX-MONTAGNES

L'honorable M. Joseph-Migneault-Paul Sauvé, avocat, 4 rue Chenier, Ville St-Eustache, P. Q.

GASPÉ-SUD

L'honorable M. Camille Eugène Pouliot, médecin, Gaspé Harbour (York), P. Q.

MISSISQUOI

Monsieur Jean-Jacques Bertrand, avocat, Sweetsburg, P. Q.

NICOLET

Monsieur J.-F. Camille Roy, cultivateur, Nicolet, P. Q.

SAINT-AURICE

Monsieur J.-I. René Hamel, avocat, 56, 5e Rue, Shawinigan Falls, P. Q.

TÉMISCOUATA

Monsieur J.-Antoine Raymond, médecin, St-Louis-du-Ha! Ha!, Témiscouata, P. Q.

VERCHÈRES

Monsieur Jos.-Ant.-Ulric-Arthur Dupré, garagiste, 195, rue St-Jean-Baptiste, Belc il Ville, P. Q.

WESTMOUNT-SAINT-GEORGES

Monsieur George Carlyle Marler, notaire, 1559, McGregor, Montreal.

BEAUCE

Monsieur Joseph-Georges-Octave Poulin, secrétaire-trésorier, St-Martin, Beauce.

Le Président général des élections.
32979-0 FRANÇOIS DROUIN, C. R.

ARTHABASKA

Mr. Joseph-Alphonse-Wilfrid Labbé, Farmer, Ste. Victoire, Arthabaska.

CHICOUTIMI

The Honourable Mr. Antonio Talbot, Advocate, 358 East, Jacques-Cartier St. Chicoutimi.

TWO-MOUNTAINS

The Honourable Mr. Joseph-Mignault-Paul Sauvé, Advocate, 4 Chenier St., St. Eustache Town, P.Q.

GASPÉ-SOUTH

The Honourable Mr. Camille-Eugène Pouliot, Physician, Gaspé Harbour (York) P.Q.

MISSISQUOI

Mr. Jean-Jacques Bertrand, Advocate, Sweetsburg, P.Q.

NICOLET

Mr. J.-F.-Camille Roy, Farmer Nicolet, P.Q.

ST. MAURICE

Mr. J.-I.-René Hamel, Advocate, 56, 5th, St., Shawinigan Falls, P.Q.

TÉMISCOUATA

Mr. J.-Antoine Raymond, Physician, St-Louis-du-Ha! Ha!, Témiscouata, P.Q.

VERCHÈRES'

Mr. Jos.-Ant.-Ulric-Arthur Dupré, Garagist, 195 St. Jean-Baptiste St., Belc il Town, P.Q.

WESTMOUNT-ST. GEORGES

Mr. George Carlyle Marler, Notary, 1559, McGregor, Montreal.

BEAUCE

Mr. Joseph-Georges-Octave Poulin, Secretary-Treasurer, St. Martin, Beauce.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
32979-0 Chief Returning-Officer.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ELECTIONS

Québec, le 1er août 1952.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

GATINEAU

Monsieur Gérard Desjardins, comptable, Maniwaki, P. Q.

IBERVILLE

Monsieur Yvon-Marius-Julien Thuot, marchand de bois, 94, 1 re Rue, Iberville.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING OFFICER

Quebec, August 1st 1952.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

GATINEAU

Mr. Gérard Desjardins, Accountant, Maniwaki, P. Q.

IBERVILLE

Mr. Yvon-Marius-Julien Thuot, Lumber Dealer, 94, 1st, St. Iberville.

PONTIAC

Monsieur Raymond Johnston, marchand,
Otter Lake, P. Q.

TÉMISCAMINGUE

Monsieur Paul-Oliva Goulet, marchand, Fabre
Station, P. Q.

Le Président général des élections,
32979-0 FRANÇOIS DROUIN, C.R.

PONTIAC

Mr. Raymond Johnston, Merchant, Otter
Lake, P. Q.

TÉMISCAMINGUE

Mr. Paul-Oliva Goulet, Merchant, Fabre
Station, P. Q.

32979-0 FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 31

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Vachon vs Perreault 1862

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Allen vs Padgett 1862

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

787, section "A" — Bâtiments, Can-
tons de l'Est 1856

787, section "B" — Boulangeries et pâ-
tisseries, Granby 1855

787, section "C" — Confection pour
hommes et garçons, Province 1883

787, section "D" — Institutions reli-
gieuses, etc., St-Hyacinthe 1860

788, section "A" — Vérificateurs et ton-
neliers, Port de Montréal (navigation
océanique) 1850

788, section "B" — Débardeurs, Port de
Montréal (navigation océanique) 1851

788, section "C" — Doubleurs, Port de
Montréal (navigation océanique) 1852

788, section "D" — Construction, com-
tés de Terrebonne, etc. 1854

788, section "E" — Barbier, coiffeur et
coiffeuse, Trois-Rivières 1895

789, Coiffeur pour dames, Montréal 1896

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1841

RÉCEPTION DES ANNONCES

1841

AVIS DIVERS:

Fédération des Instituteurs et Institu-
trices Catholiques du Diocèse de Qué-
bec (Formation) 1862

Le Foyer St-Ambroise 1863

Maurice Pollack Limited — Maurice
Pollack Limitée (Directeurs) 1863

Musée Historique Canadien Inc. (Dist.
de l'actif) 1863

New Canadian Baptist Church 1862

Printers Credit Union (Fondation) 1864

Syndicat des Travailleurs de Domil
Ltée, Plant Spun Inc. (Formation) 1863

CHARTRE — ABANDON DE:

La chaussure B & B Inc. — B & B
Shoe Inc. 1864

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Vachon vs Perreault 1862

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Allen vs Padgett 1862

ORDERS IN COUNCIL:

787, part "A" — Building, Eastern
Townships 1856

787, part "B" — Bakery and pastry
shops, Granby 1855

787, part "C" — Men's and boys' cloth-
ing, Province 1883

787, part "D" — Religious institutions,
etc., St. Hyacinthe 1860

788, part "A" — Checkers and coopers,
Harbour of Montreal (ocean naviga-
tion) 1850

788, part "B" — Longshoremen, Har-
bour of Montreal (ocean navigation) 1851

788, part "C" — Shipliners, Harbour of
Montreal (ocean navigation) 1852

788, part "D" — Construction, Coun-
ties of Terrebonne, etc. 1854

788, part "E" — Barber and hairdres-
sing, Three Rivers 1895

789, Ladies hairdressing, Montreal 1896

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1841

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

1841

MISCELLANEOUS NOTICES:

Fédération des Instituteurs et Institu-
trices Catholiques du Diocèse de Qué-
bec (Formation) 1862

Le Foyer St-Ambroise 1863

Maurice Pollack Limited — Maurice
Pollack Limitée (Directeurs) 1863

Musée Historique Canadien Inc. (Dist.
of assets) 1863

New Canadian Baptist Church 1862

Printers Credit Union (Foundation) 1864

Syndicat des Travailleurs de Domil
Ltée, Plant Spun Inc. (Formation) 1863

CHARTER — SURRENDER OF:

La chaussure B & B Inc. — B & B
Shoe Inc. 1864

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Elgin (protestante) 1864

TERRES ET FORETS:

Service du Cadastre:

Campeau, canton 1865

Ste-Anne-de-Chicoutimi, village 1865

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Chemise, Province (Approbation) 1865

Commerce de détail, Asbestos (Prélèvement) 1867

Construction, Hull (Modification) 1870

Construction, St-Jean, etc. (Modification) 1866

Établissements commerciaux, Roberval (Modification) 1870

Fabrication du métal en feuille (Approbation) 1868

Robe, Province (Prélèvement) 1868

DÉPUTÉS ÉLUS:

Divers 1905

LETTRES PATENTES:

A. Crosbie and Sons Ltd. 1842

Apartment Victoria Gardens Corp. 1843

Armoba Investments Ltd. 1843

Arthur Nadeau Company Limited 1843

Chick'n Cutups Incorporated 1844

Cinéma Nordie de St-Sauveur Inc. 1844

Comfort Clothing Mfg. Co. 1844

East MacDonald Mines Ltd. 1845

Hôpital Notre-Dame de Chartres Inc. 1845

Launier Ltée 1845

Leaf Wood Ltd. 1846

Le Café National Limitée 1846

Levinson Taxis Ltd. 1846

Nap. Jean Automobiles Ltée 1847

Padulo Clothes Inc. 1847

P. J. King Food Services Ltd. 1847

St. Lawrence Painting Contractors Ltd — Les Entrepreneurs Peintres du St. Laurent Ltée 1848

Shalom Investments Ltd. 1848

Siderur (Canada) Ltd. 1848

Tudor Corporation 1849

United Hotels Limited 1849

NOMINATION:

Richard Bowie 1872

SIÈGES SOCIAUX:

Bulkley, Dunton Canada Ltd. 1873

Trans-Atlantic Coal Inc. 1872

Siderur (Canada) Ltd. 1873

SOUMISSIONS:

Lévis, cité 1874

Ste-Agathe-des-Monts, Comm. scol. 1875

St-Léon-de-Marston, paroisse 1873

VENTE PAR LICITATION:

Bourgeois et al vs Bourgeois et al 1876

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Elgin (protestant) 1864

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Campeau, township 1865

Ste-Anne-de-Chicoutimi, village 1865

LABOUR:

Industry or trades of:

Shirt, Province (Approval) 1865

Retail trade, Asbestos (Levy) 1867

Construction, Hull (Amendment) 1870

Construction, St. John's, etc. (Amendment) 1866

Commercial establishments, Roberval (Amendment) 1870

Metal fabricating (Approval) 1868

Dress, Province (Levy) 1868

MEMBERS ELECTED:

Miscellaneous 1905

LETTERS PATENT:

A. Crosbie and Sons Ltd. 1842

Apartment Victoria Gardens Corp. 1843

Armoba Investments Ltd. 1843

Arthur Nadeau Company Limited 1843

Chick'n Cutups Incorporated 1844

Cinéma Nordie de St-Sauveur Inc. 1844

Comfort Clothing Mfg. Co. 1844

East MacDonald Mines Ltd. 1845

Hôpital Notre-Dame de Chartres Inc. 1845

Launier Ltée 1845

Leaf Wood Ltd. 1846

Le Café National Limitée 1846

Levinson Taxis Ltd. 1846

Nap. Jean Automobiles Ltée 1847

Padulo Clothes Inc. 1847

P. J. King Food Services Ltd. 1847

St. Lawrence Painting Contractors Ltd — Les Entrepreneurs Peintres du St. Laurent Ltée 1848

Shalom Investments Ltd. 1848

Siderur (Canada) Ltd. 1848

Tudor Corporation 1849

United Hotels Limited 1849

APPOINTMENT:

Richard Bowie 1872

HEAD OFFICES:

Bulkley, Dunton Canada Ltd. 1873

Trans-Atlantic Coal Inc. 1872

Siderur (Canada) Ltd. 1873

TENDERS:

Lévis, city 1874

Ste-Agathe-des-Monts, School Comm. 1875

St-Léon-de-Marston, parish 1873

SALE BY LICITATION:

Bourgeois et al vs Bourgeois et al 1876

VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Montréal-Nord, ville	1879	Montreal-North, town	1879
Pointe-aux-Trembles, ville	1878	Pointe-aux-Trembles, town	1878
Saint-Michel, ville	1877	Saint-Michel, town	1877
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Montambeault vs Marcil <i>et vir.</i>	1880	Montambeault vs Marcil <i>et vir.</i>	1880
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Noël vs Langlois	1881	Noël vs Langlois	1881
BEAUCE:		BEAUCE:	
Fortin vs Arsenault	1881	Fortin vs Arsenault	1881
BEDFORD:		BEDFORD:	
Cowansville Building Supplies Ltd vs Rummel	1882	Cowansville Building Supplies Ltd vs Rummel	1882
GASPÉ:		GASPÉ:	
Ross vs Therrien	1882	Ross vs Therrien	1882
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Huard vs L'Heureux	1882	Huard vs L'Heureux	1882
32977-0		32977-0	